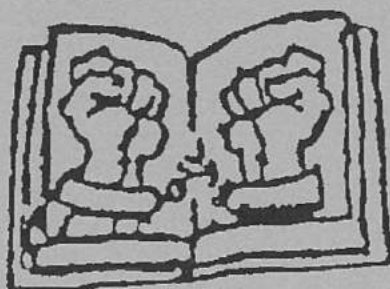


Cahiers du mouvement ouvrier

**La révolution russe caricaturée
Quand Soljenitsyne regrette l'abolition du servage
Le mouvement ouvrier en Ecosse et en Espagne en 1917
Le procès Toukhatchevski
Benes et l'épuration ethnique**



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Boris Souvarine et Victor Serge :**
deux jugements p. 9
- **Fabien Jannier :**
Le mouvement ouvrier en Ecosse
entre 1917 et 1922 (première partie) p. 13
- **Roland Corominas :**
Le “triennat bolchevique” en Espagne (1917-1920)
(première partie) p. 27
- **Trois lois de la révolution russe (1917-1918) :**
la démobilisation des entreprises,
l’annulation des emprunts
et le ravitaillement p. 41
- **Anna Pankratova :**
La lutte pour le contrôle ouvrier p. 51
- **Jean-Jacques Marie :**
Le procès Toukhatchevski p. 61
- **Léon Trotsky :**
Déclaration sur l’Armée rouge décapitée p. 68
- **Liliane Fraysse :**
Les lois d’épuration ethnique
de Benes en 1945 p. 71
- **Thierry Martinez :**
L’éducation civique, outil de propagande p. 77
- **Marc Teulin :**
Quand Soljenitsyne regrette l’abolition du servage p. 87

- **Chronique des falsifications :**
La révolution d’Octobre
en ligne de mire p. 93

- **Dans l’ex-URSS aujourd’hui :**
André Issaïev dénonce les trotskystes p. 109

- **Note de lecture :**
***L’Histoire de la révolution russe*, d’Orlando Figes p. 115**

- **Courrier des lecteurs p. 125**

- **La liste des thèses déposées au CERMTRI p. 129**

- **Un bulletin spécial du Comité international**
contre la répression :
Une enquête sur la criminalisation de l’activité syndicale
en Espagne p. 135

- ***Les Cahiers du CERMTRI*, n° 126 :**
“1793 : la contre-révolution en Vendée” p. 139

Présentation

LE 90^e anniversaire de la révolution d'Octobre a été l'occasion d'un déchaînement particulièrement brutal et grossier. *Le Figaro* a publié deux pamphlets de Rémi Kauffer et Stéphane Courtois sous le titre "*La barbarie à visage humain*", précédés du commentaire suivant : "*En 1917, le coup d'Etat de Lénine allait instaurer une des tyrannies les plus criminelles de l'histoire. Pourquoi notre époque, si prompte à dénoncer la totalitarisme, excuse-t-elle le communisme ?*" Selon ces deux "historiens", en effet, communisme et stalinisme, c'est exactement la même chose. Pour donner une idée de la profondeur de leur pensée, citons une phrase du moins minable des deux : « *Comme d'habitude, Lénine emporte le morceau. Son slogan choc : "Tout le pouvoir aux soviets." Un piège à gogos qui va fonctionner.* »

Le Monde a publié trois articles d'un certain Jan Krauze, dont nous détaillons ci-après quelques-unes des fantaisies les plus notables.

Dans un autre registre, l'opuscule d'Alexandre Soljenitsyne *Réflexions sur la révolution de février* a l'avantage de dévoiler le visage ultra-réactionnaire du père spirituel de tous ceux qui bavent sur la révolution russe. On verra dans la note consacrée à son opuscule qu'il en vient à considérer que les malheurs de la Russie ont commencé avec l'abolition du servage en 1861 et qu'ils se sont poursuivis avec la perte de la crainte de Dieu. La nostalgie du tsarisme mène loin.

Pour répondre à cette campagne, ce numéro s'ouvre sur deux citations : l'une de Boris Souvarine, l'autre de Victor Serge. Ensuite, outre l'analyse de quelques-uns des chefs-d'œuvre de la campagne engagée, ce numéro publie comme le précédent quelques-unes des mesures prises par le gouvernement du Conseil des commissaires du peuple. La guerre civile déchaînée par les partisans de la poursuite de la boucherie mondiale à laquelle le peuple russe ne voulait plus participer et les défenseurs de la propriété privée a empêché la plupart des mesures d'être appliquées, puisqu'il a fallu tout subordonner à la victoire dans la guerre civile. Mais ce sont ces partisans et défenseurs qui en portent la responsabilité.

Ces calomnies trouvent leur prolongement dans la dénonciation du trotskysme faite par André Issaïev à l'occasion de la grève des ouvriers d'AvtoVAZ, à Togliattigrad.

Parmi les curiosités du 90^e anniversaire de la révolution, signalons un quatre-pages de *L'Humanité* sous le titre "*Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ?*", qui ne répond jamais à cette question ainsi laissée en suspens. Pour ne pas en discuter, *L'Humanité* a réuni trois historiens, dont Nicolas Werth, l'un des auteurs du *Livre noir du communisme*. Un choix sans doute éclairant...

Le texte de l'historienne soviétique Anna Pankratova sur les comités d'usine à la veille de la révolution d'Octobre illustre un aspect de l'organisation ouvrière qui a débouché sur ce que les "historiens" bourgeois appellent "*le coup d'Etat d'Octobre*".

Les autres articles éclairent des aspects souvent peu connus de la situation politique à l'époque même de la révolution.

Ce numéro publie ainsi la première partie de l'article de Fabien Jeannier sur la situation en Ecosse à partir de 1917 et d'un article de Roland Corominas sur l'Espagne à la même période, un article sur le procès des chefs militaires de l'Armée rouge, dit procès Toukhatchevski, en juin 1937, procès qui décapita l'Armée rouge au grand bénéfice d'Hitler. L'ouverture des archives sur ce procès a permis à une historienne russe de régler un certain nombre de légendes tenaces.

L'étude de Liliane Fraysse sur les décrets d'épuration ethnique pris par le président de la République tchécoslovaque Benès en 1945 éclaire un aspect de la politique de division menée par les gouvernements pour maintenir le désordre social existant contre l'aspiration révolutionnaire des masses.

Une étude de Thierry Martinez sur l'enseignement de "l'éducation civique" illustre la transformation d'une discipline en instrument de propagande.

Nous attirons l'attention sur la publication, à la fin du numéro, de la liste des thèses déposées au CERMTRI, dont la consultation est libre pour tout adhérent du CERMTRI.

Les Cahiers du mouvement ouvrier



- **Collection complète (n^{os} 1 à 35) :**
 - **105 euros + 20 euros de frais de port (France) ;**
 - **105 euros + 30 euros de frais de port (étranger).**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **29 euros** ;
- Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- | | | | |
|--|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 13 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 14 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 15 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 16 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 17 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 18 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 19 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 20 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 21 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 22 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 23 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 24 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 25 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 26 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 27 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 28 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 29 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 30 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 31 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 32 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 33 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 34 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 35 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 36 |

Commande du (des) n° (n^{os}) :

- Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des n^{os} 1 à 35 : 105 euros + 20 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

IL Y A 90 ANS LA RÉVOLUTION RUSSE

LA BARBARIE À VISAGE HUMAIN

En 1917, le coup d'Etat de Lénine allait instaurer une des tyrannies les plus criminelles de l'Histoire. Pourquoi notre époque, si prompte à dénoncer le totalitarisme, excuse-t-elle le communisme ? Récit et explications par deux historiens : Rémi Kauffer et Stéphane Courtois.

PAR RÉMI KAUFFER

Au commencement était l'immobilisme. La dynastie Romanov, qui règne sur la Russie depuis trois siècles, a atteint ses limites. Dans l'ombre des palais officiels, la bureaucratie d'Etat livre au tsar Nicolas II une lutte de pouvoir silencieuse. Mais la fonction publique brille avant tout par son inexistence, faisant d'immenses régions rurales autant de déserts administratifs. Rien qui conforte le mythe si répandu d'une dictature toute-puissante. Quant aux créanciers européens – petits épargnants français séduits par le fameux « emprunt russe », par exemple –, ils croient le tsarisme immortel, sans comprendre qu'à force de remettre au lendemain les réformes indispensables le régime va à sa perte. Tout le monde semble avoir oublié 1905, l'année de tous les troubles : « dimanche rouge » de Saint-Petersbourg, désastre de Tsushima face à la marine japonaise, mutinerie du cuirassé *Potenkin*, grèves, guérilla urbaine à Moscou...

En août 1914, l'entrée dans la guerre mondiale accélère la course à l'effondrement. Tandis que les pertes de l'armée russe démoralisent les soldats, dont l'origine est surtout paysanne, le peuple, soumis à des restrictions drastiques, commence à se détacher de la famille impériale, comme l'explique Orlando Figes, professeur d'histoire de la London University, dans *La Révolution russe* (1), une somme appelée à faire référence. Ce processus fait le jeu des forces d'opposition, partagées entre réformistes et révolutionnaires. Ces derniers se rattachent à deux branches distinctes. D'abord les socialistes-révolutionnaires, bien implantés dans les campagnes, où ils « vont au peuple » depuis des décennies. Puis les sociaux-démocrates, dotés de quelques connexions en milieu ouvrier. Les sociaux-démocrates, marxistes illégaux pourchassés par la police secrète (l'Okhrana), se divisent à leur tour en deux fractions rivales. A droite, les mencheviks (« minoritaires ») rêvent de socialisme démocratique. Moins nombreux que leurs rivaux, les bolcheviks (« majoritaires », mais ils ne l'ont été qu'une fois, en 1903) subissent, eux, l'ascendant de leur chef, Lénine, réfugié en Suisse.



Une image de propagande : les travailleurs écrasant le capitalisme.

Cet homme est dangereux. Né en 1870, fils d'un haut fonctionnaire de famille noble, Vladimir Ilitch Oulanov n'a retenu du marxisme qu'un seul mot : dictature. Pressentant que le communisme ne saurait réussir que par des moyens militaires, son parti bolchevique – quelques milliers de « révolutionnaires professionnels », petits-bourgeois déclassés, intellectuels inachevés, semi-prolétaires et, quelquefois, ouvriers véritables – a tout d'un embryon d'armée conçu pour s'emparer du pouvoir par la force et s'y maintenir par la terreur, maître mot de la pensée léniniste. A travers des photos, des caricatures et des mini-biographies, *Dessine-moi un bolchevik*, de Vatline et Malachenko (2), brosse l'inquiétant tableau de ces fanatiques pour qui seul compte le triomphe de la cause. En février 1917, les manifestations populaires

commencent à ébranler le régime. La « révolution de Février », rencontre entre soldats de la garnison de Saint-Petersbourg (rebaptisée Petrograd) qui refusent d'obéir aux ordres, étudiants et habitants des faubourgs ouvriers, est le fruit d'un mouvement spontané qui trouvera son expression la plus forte dans le « soviét », conseil des délégués des citoyens et des soldats. Elle débouche sur l'abdication de Nicolas II et l'instauration d'un gouvernement provisoire, dirigé par le prince Lvov, qui prône, comme l'écrasante majorité des milieux politiques russes, la défense nationale contre les empires allemand et austro-hongrois.

Mais il y a aussi Lénine et son « défaitisme révolutionnaire », qui fait du régime tsariste le véritable ennemi, en lieu et place des empires centraux. Lénine qui, quittant Zurich, flanqué d'un groupe de fidèles, traverse tranquillement l'Allemagne – opération montée par les services secrets du Kaiser. Seul de toute la direction bolchevique, il sent le pouvoir à portée de main. Dès son arrivée à Petrograd, en avril 1917, il annonce la couleur. Fils de la doctrine sacro-sainte qui prévoyait une étape obligée de « démocratie bourgeoise ». Puisque l'occasion se présente et qu'on ne va tout de même pas la gâcher par purisme, passons directement au stade de la « révolution prolétarienne »... C'est contraire aux prin-

Samedi 13 octobre 2007 - LE FIGARO MAGAZINE 163

Boris Souvarine et Victor Serge : deux jugements

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is illegible due to fading and ghosting.

“Le parti de Lénine n’avait rien de commun non plus avec le parti qui porte aujourd’hui le même nom”

LE soi-disant XX^e Congrès du Parti soi-disant communiste de l'URSS a dû commencer le 14 février. “Soi-disant”, parce qu'il n'y a rien de vrai dans les prétentions ainsi formulées de l'oligarchie actuellement au pouvoir à Moscou. Pour compter dix-neuf congrès avant celui de 1956, il faut s'approprier plusieurs congrès social-démocrates qui n'ont rien eu de commun avec le rassemblement actuel. Et le parti de Lénine qui a pris le nom de “commu-

niste” en 1918, lors du VII^e Congrès qui n'était pas non plus le septième à proprement parler, n'avait rien de commun non plus avec le parti qui porte aujourd'hui le même nom : Staline en a tué l'esprit en en massacrant les cadres et en en terrorisant, en en asservissant les membres qui survivent.

Boris Souvarine
(Est-Ouest, 1^{er}-15 février 1956)

“On ne continue pas un mouvement en le massacrant”

“UN auteur américain, M. James Burnham, s'est plu à soutenir que Staline est le véritable continuateur de Lénine. Le paradoxe poussé à ce degré hyperbolique ne manque pas d'un certain attrait stimulant à l'endroit de la pensée paresseuse et ignorante... Il va de soi qu'un parricide demeure le continuateur biologique de son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une

idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible, ce qui, au reste, peut convenir à des intellectuels brillamment obscurantistes.”

**(Œuvres de Victor Serge,
Robert Laffont, p. 865)**



**Le mouvement
ouvrier en Ecosse
entre 1917 et 1922 :
de l'action industrielle
à l'action parlementaire**

(Fabien Jeannier)

(I)

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is illegible due to fading and blurring.

Une “série d’épisodes plus ou moins mythiques”

Il existe, à notre connaissance, bien peu de travaux accessibles aux lecteurs français sur le mouvement ouvrier en Écosse (1). Il y a en revanche une littérature abondante sur le sujet en langue anglaise, fruit d'un intense travail de recherche qui a suscité et continue de susciter débats, polémiques et controverses. Cet engagement intellectuel a permis, au fil du temps, de battre en brèche certaines analyses qui avaient été jusqu'alors exemptes de remise en cause, comme s'il avait été interdit de toucher à ce qui avait acquis le statut d'icône nationale : la dimension révolutionnaire mythique de Red Clydeside (2). Nous disposons ici de trop peu de place pour procéder à une analyse approfondie de l'historiographie de cette période du mouvement ouvrier écossais et retracer l'évolution des problématiques et leur analyse (3).

Notons néanmoins que le débat s'est concentré sur l'aspect révolutionnaire — ou non — de la période et qu'il oppose globalement les historiens marxistes aux “révisionnistes” (4).

Les premiers (5) ont conféré une grande importance à l'influence des petits partis révolutionnaires et à la dimension de lutte des classes dans les événements de Red Clydeside, dont ils identifient l'origine dans les changements de la structure de l'appareil de production (6).

(1) Notons toutefois l'exception que constitue l'ouvrage de Christian Civardi, *Le Mouvement ouvrier écossais, 1900-1931 : travail, culture, politique*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1997, 464 pages. Cet ouvrage offre un excellent panorama de la question ouvrière en Écosse et constitue une lecture documentée utile pour toute recherche sur le sujet. Il existe bien quelques articles dans des revues savantes, qu'il n'est pas facile de se procurer.

(2) Période d'intense agitation industrielle pendant et juste après la Première Guerre mondiale dans la région de Glasgow (1914-1922).

(3) Voir à ce sujet l'article de Alan R. Bell, “*New Labour Resources - Sources for Scottish Labour History in the Manuscripts Division of the National Library of Scotland*”, *Labour History*, volume 83, novembre 2002, pp. 173 à 190. Accessible à l'URL suivante : <<http://www.historycooperative.org/journals/lab/83/bell.html>>. L'article est intéressant pour deux raisons au moins : il contient une discussion sur l'historiographie de Red Clydeside et propose une bibliographie commentée de quelques-uns des ouvrages majeurs concernant la période.

(4) Melling Joseph, “*Whatever Happened to Red Clydeside, Industrial conflict and the politics of skill in the First World War*”, *International Review of Social History*, 35, 1990, pp. 3 à 32.

(5) James Hinton, *The First Shop Stewards' Movement*, Londres, Allen and Unwin, 1973 ; R. K. Middlemas, *The Clydesiders : a left-wing struggle for Parliamentary Power*, Londres, Hutchinson, 1965 ; W. Kendall, *The Revolutionary Movement in Britain, 1900-1921*, Londres, 1969 ; R. Challinor, *The Origins of British Bolshevism*, Londres, 1977.

(6) Iain McLean résume la situation ainsi : “*In 1969, the established picture of Red Clydeside was of a heroic episode of labour struggle against both capital and government*”, p. XIV.

Les seconds (7) ont progressivement remis en cause ces analyses pour invoquer le corporatisme des ouvriers hautement qualifiés comme moteur de l'action industrielle. Les premières analyses concernant la période ont largement contribué à ériger le mythe révolutionnaire d'une Red Clydeside héroïque face à l'Etat et au capital, en prenant appui sur les récits de certains des militants marxistes les plus charismatiques et les plus actifs de cette période (8). Puis, bien plus tard, des historiens ont entrepris une analyse rigoureuse et documentée des événements de Red Clydeside, qui s'est progressivement révélée être un exercice de démythification de cette période (9). Leur entreprise de déconstruction du mythe les a souvent amenés à fortement nuancer, voire fermement réfuter toute dimension révolutionnaire dans l'agitation industrielle qui a eu lieu dans l'ouest de l'Ecosse pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale. Cette approche privilégie la thèse selon laquelle le développement du vote travailliste est davantage le fruit de campagnes électorales basées sur le thème du logement ou de la réforme économique plutôt que le résultat des conflits industriels engagés sur la base de revendications étayées par une idéologie socialiste révolutionnaire. En d'autres termes, il ne faudrait pas chercher de transfert électoral dans la série de conflits industriels qui ont agité la région de Glasgow pendant cette période si particulière.

Christopher Harvie affirme ainsi : *“Les événements de Red Clydeside ont acquis une dimension mythique parce que, en 1919, deux ans après le renversement du tsar, le gouvernement de Lloyd George a eu peur qu'une révolution bolchevique éclate le long de la Clyde. Fait unique dans l'histoire, le gouvernement a déployé les blindés et des troupes dans les rues d'une ville britannique pour écraser la grève pour la semaine de travail de quarante heures. En fait, les événements de Red Clydeside sont un mélange de raisons nobles : des protestations contre des loyers exorbitants, et d'autres ignobles : les efforts des ouvriers qualifiés pour empêcher*

l'infiltration de leurs corps de métier par les ouvriers non qualifiés et les femmes, ralentissant ainsi la production de munitions pour le front” (10).

Aujourd'hui, l'interprétation de la période la plus communément acceptée par la majorité des historiens met en exergue la défense des privilèges et des intérêts particuliers des ouvriers qualifiés, les aristocrates de l'industrie, comme étant à l'origine de l'agitation industrielle pendant la période de Red Clydeside (en dépit de la récente tentative de résurrection de la dimension révolutionnaire de ces événements par John Foster, qui mérite une lecture attentive) (11), même si cet épisode de l'histoire écossaise continue de faire débat. Les analyses libérales et-

(7) Iain McLean, *The Legend of Red Clydeside*, Edimbourg, John Donald, 1983.

(8) On peut citer le cas de William Gallacher, dont les mémoires parus en 1936 et intitulés *Revolt on the Clyde* (Londres, Lawrence and Wishart) font la part belle à la dimension révolutionnaire des événements pendant et après la Première Guerre mondiale. Il en est de même dans les mémoires de David Kirkwood, *My Life of Revolt*, Londres, Harrap, 1935.

(9) La thèse de Iain McLean (*The Legend of Red Clydeside*, Edimbourg, John Donald, 1983) est la plus controversée. Son ouvrage a été réédité en 1999 avec une introduction dans laquelle l'auteur revient sur les critiques dont sa remise en cause de légende de Red Clydeside avait fait l'objet lors de la publication de son livre, ce qui l'amène à faire une synthèse des éléments clés de ses thèses, accompagnée d'arguments sans concession. Cette introduction est très riche en pistes de réflexion sur le sujet. C'est une lecture indispensable. Voir aussi les travaux de Alastair Reid et Jonathan Zeitlin. Citons enfin l'ouvrage de James Hinton, *The First Shop Stewards' Movement* (Londres, Allen and Unwin, 1973), qui avait initié le renouvellement des analyses sur Red Clydeside.

(10) *“Red Clydeside assumed mythic status because in 1919 Lloyd George's government feared Bolshevik revolution was erupting on the Clyde two years after it had toppled the Tsar. It deployed tanks and troops on the streets of a British city (the only time tanks have ever been used) to suppress what was called the Forty-Hour Strike. In fact, Red Clydeside was a mixture of the noble : protest against usurious rents, and the ignoble : efforts by skilled workers to prevent the infiltration of their crafts by unskilled men and women, thus hampering production of munitions for the front line”* (Christopher Harvie, *The Road to Home Rule*, pp. 32-33).

(11) John Foster, *“Strike Action and Working-Class Politics on Clydeside, 1914-1919”*, *International Review of Social History*, 35, 1990, pp. 33 à 70.

ou révisionnistes du rôle des ouvriers qualifiés dans le mouvement ouvrier mettent en évidence la constitution de cercles qui œuvrent pour préserver jalousement leurs intérêts de l'infiltration de main-d'œuvre féminine et/ou non qualifiée. Pourtant, cette génération de militants du Clyde Workers' Committee (CWC) (12), pratiquement tous des ouvriers qualifiés, concevaient leur vie d'ouvrier comme un apprentissage politique au service de la réalisation du socialisme. La problématique du rôle des ouvriers qualifiés est donc plus complexe que la simple opposition entre intérêts corporatistes d'un côté et luttes socialistes révolutionnaires universelles de l'autre.

Les circonstances locales sont aussi à prendre en compte. N'oublions pas que Glasgow est une région industrielle où le nombre d'ouvriers qualifiés est très important en raison des spécificités de ses industries. Il n'est donc à priori pas illogique qu'ils aient, à un moment ou un autre, initié un mouvement qui, révolutionnaire d'esprit au départ, finira par suivre un chemin parlementariste. Enfin, cette période particulière de l'histoire écossaise doit se replacer dans son contexte. La période d'agitation industrielle qui commence en 1917 survient dans la foulée d'une succession de mouvements de grèves qui a débuté bien avant la guerre et qui va opposer les ouvriers au capital et à l'Etat (13).

Il n'y a pas non plus consensus sur la période à laquelle le mouvement socialiste révolutionnaire a culminé pendant Red Clydeside. Néanmoins, il est possible d'identifier trois épisodes majeurs. Le premier épisode est celui de la crise générée par le Munitions Act pendant l'hiver 1915-1916. Cette loi, qui introduit nombre de mesures coercitives, dont le strict encadrement du droit de grève, quand ce n'est pas son interdiction pure et simple, dans le secteur de production de munitions, cherche à mettre en place une politique industrielle de guerre, c'est-à-dire le recours à une main-d'œuvre non qualifiée ainsi qu'à la main-d'œuvre féminine à la place d'une main-d'œuvre qualifiée (14). Cette loi est fortement contestée par les ouvriers quali-

fiés. Le mouvement de grèves est piloté par le Clyde Workers' Committee, un comité de grève constitué de tout un panel de délégués d'ateliers militants syndicaux et membres de partis socialistes révolutionnaires, qui parvient à mobiliser les ouvriers qualifiés dans un nombre important de grèves, toutes illégales au regard de la législation en vigueur, et, peut-être encore plus significatif, contre l'avis des instances syndicales nationales, qui ont conclu avec le gouvernement une sorte de pacte de non-agression sociale au début de la guerre.

Le second épisode est contemporain du premier. Il s'agit de la grève des loyers. En revanche, il est de nature bien différente de la crise des munitions. Il a pour origine la vertigineuse augmentation des loyers dans les secteurs industriels de Glasgow, qui voit de nombreuses femmes, ouvrières dont les maris sont au front, traînées en justice par des propriétaires sans scrupules qui profitent d'une pénurie de logements pour leur imposer des loyers exorbitants qu'elles ne peuvent évidemment pas payer. C'est un mouvement qui attire la sympathie et le soutien d'un nombre considérable d'ouvriers, quel que soit leur statut et loin de toute considération corporatiste. Il marque aussi l'engagement soutenu des femmes dans le mouvement social et ouvrier. Au bout du compte, le gouvernement est contraint dans l'urgence de légiférer pour maintenir le prix des loyers au niveau de 1914 pendant toute la durée de la guerre.

Le troisième épisode est la vague de grèves qui secoue l'ouest de l'Ecosse en janvier 1919, et dont le point d'orgue est

(12) Comité de grève du mouvement des délégués d'atelier, qui joue un rôle central dans les grèves de 1915-1916 contre la déqualification des métiers des ouvriers qualifiés dans l'industrie mécanique et, dans une moindre mesure, dans la construction navale. Pratiquement tous les membres du CWC étaient des ouvriers qualifiés.

(13) Une des grèves symboliques qui marque l'entrée dans cette longue période d'agitation industrielle est la grève de 1911 à l'usine (américaine) Singer, à Clydebank. Les femmes y jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre les nouvelles méthodes de management à l'américaine.

(14) Il est souvent fait référence à cet épisode du mouvement ouvrier comme la lutte contre la dilution.

l'émeute de George Square du 31 janvier 1919. Pourtant, la période entre ces deux épisodes n'est pas vierge d'agitation et de conflits, loin s'en faut. L'objectif de cet article est donc d'apporter un éclairage sur ce débat à travers l'étude de la période 1917-1919 dans un premier temps, puis du mouvement de grève qui a eu lieu au début de l'année 1919, ce qui nous amènera alors à proposer une synthèse de l'état du mouvement ouvrier en Ecosse, et plus particulièrement dans la région de Glasgow, au cours de la période comprise entre 1917 et 1922.

Un des enjeux principaux de l'analyse de cette période peut-être résumé dans la boutade d'Arthur Woodburn, ministre pour l'Ecosse dans le cabinet Attlee : *"L'action la plus révolutionnaire que connut l'Ecosse à cette époque, ce fut lorsque la femme de T. D. Clarke demanda à Davie Kirkwood (15) de faire la vaisselle"* (16).

L'autre problématique principale à questionner est le rôle de cette série d'épisodes plus ou moins mythiques dans la montée en puissance du Parti travailliste en Ecosse et dans l'effondrement du vote libéral.

1. 1917-1919

D'après Iain McLean, les révolutions russes de 1917 ne suscitent pas d'écho immédiat en Ecosse, en termes d'action en tout cas, pour une raison simple. En effet, les principaux leaders du CWC ont tous été emprisonnés ou déportés dans d'autres villes écossaises ou anglaises, où ils doivent se présenter à la police plusieurs fois par jour. Le mouvement d'agitation industrielle avait donc été décapité par les autorités pour faire passer en force le projet de dilution. En suivant cette analyse, la résistance ouvrière est complètement désorganisée au moment de la révolution russe de 1917.

Le Clyde Workers' Committee ne se reconstruit qu'après le retour de William Gallacher dans le courant de l'année 1917, mais semble bien davantage préoccupé par des questions d'ordre industriel et corporatiste, à savoir le projet de

loi du gouvernement (Military Service Bill) qui prévoit la conscription obligatoire des ouvriers qualifiés, y compris ceux qui travaillent dans les usines d'armement, alors qu'il avait été leur privilège d'y échapper jusqu'alors en raison de leur utilité à l'effort de guerre dans les usines de munitions.

Un des intérêts de la dilution à court terme était logiquement de maintenir l'effort de guerre en faisant exécuter leurs tâches par des femmes et de disposer ainsi de ressources supplémentaires pour le front. Au début de 1917, William Gallacher, accompagné de Messer, est d'ailleurs le seul rescapé parmi les leaders des grèves contre la dilution à continuer à militer pour des actions de grève. John McLean est encore en prison et John Muir et David Kirkwood ont rejoint John Wheatley à l'Independent Labour Party (17), bannière sous laquelle se rallient beaucoup de militants de sensibilités politiques disparates, bien que toujours de gauche, et qui prône l'action parlementaire plutôt que l'action industrielle.

Ce constat de l'agitation industrielle n'est pas partagé par John Foster, pour qui le point d'orgue de Red Clydeside n'est pas 1915-1916, mais la fin de la guerre, dans l'industrie mécanique et la construction navale. Il démontre ainsi que la région de la Clyde dépasse en cela toutes les autres régions de Grande-Bretagne.

Foster remarque que les jours de travail perdus en janvier 1919 s'élèvent à 1 250 000 et qu'au début de l'année 1918, il s'agit de 300 000 journées, ce qui est certes bien inférieur à 1919, mais bien supérieur au nombre de journées de travail perdues en 1915 et 1916 à l'occasion des grèves des ouvriers de l'industrie des munitions. Ce constat chiffré indique donc clairement que l'ampleur des grèves de janvier-février 1919 est bien supérieure à toutes celles qui ont eu lieu en temps de guerre. Le nombre de journées de travail perdues entre 1915 et 1917 par les autres catégories d'ouvriers

(15) Personnage charismatique du mouvement ouvrier à Glasgow.

(16) Cité dans Civardi, p. 212.

(17) McLean, p. 112.

est pratiquement aussi important que lors des grèves contre la dilution (18).

Les grèves d'après-guerre touchent principalement les industries de grande taille, particulièrement la construction navale et l'industrie du charbon et de l'acier (19). Foster attire l'attention sur le fait que nombre de ces grèves ont lieu après la déportation des leaders du CWC. En d'autres termes, et contrairement à ce qu'affirment les démythificateurs de Red Clydeside, le militantisme et l'action dans l'industrie ne cessent pas avec le démantèlement du CWC. Foster met par ailleurs en exergue le caractère exponentiel des actions de grève de la fin de la guerre jusqu'aux premiers mois de l'année 1919, principalement dans les chantiers navals ainsi que dans l'industrie du charbon et de l'acier, mais dans une moindre proportion. Ce sont des grèves d'ordre salarial, mais qui s'inscrivent aussi dans un contexte de protestation contre la guerre (20).

L'automne 1917 est un mois chaud sur le front social dans la construction navale. La production de navires ne parvient pas à suivre le rythme des pertes en mer. Le ministère des Munitions, l'Amirauté et le ministère du Travail se renvoient la responsabilité de la situation, qui débouche sur une grève massive des chantiers navals en janvier 1918. Les revendications salariales finissent par dépasser le strict secteur de la construction navale et le ministère des Munitions accepte une augmentation de certaines catégories d'ouvriers qualifiés, dont le pouvoir d'achat avait chuté. Les ouvriers de la construction navale reprennent cette décision à leur compte, ce qui signifiait une révolte de la base contre leurs représentants syndicaux officiels, qui avaient passé des accords moins avantageux avec le gouvernement. Les rapports du gouvernement montrent que la situation laisse percevoir des revendications autant matérielles que politiques. La lassitude de la guerre s'ajoute au manque de logements et aux difficultés d'approvisionnement. Un rapport du ministère des Munitions en date du 15 décembre 1917 alerte sur la dimension politique d'actions industrielles à venir au début de l'année 1918, en liaison avec des reven-

dications pour l'arrêt de la guerre (21). En janvier 1918, une rencontre entre le ministre de la Conscription, Auckland Geddes, et des délégués d'atelier dûment accrédités comme tels et représentatifs de l'état de l'opinion à ce moment-là est très vive. Ces derniers réclament une paix négociée et expriment leur soutien aux décisions prises par le gouvernement en Russie. Les chantiers navals sont en grève et contribuent ce mois-ci aux trois quarts des jours de travail perdus dans tout le pays.

Il ne s'agit ici que de quelques exemples. Ils sont pourtant représentatifs d'une situation d'agitation industrielle extrême. La fin de l'année 1917 et le début 1918 sont aussi des mois pendant lesquels les réunions publiques tenues par l'Independent Labour Party (ILP) et le British Socialist Party (BSP) pour l'arrêt de la guerre attirent des auditeurs par milliers.

Les années 1917-1918 voient donc une forte agitation industrielle grandir et élargir son champ de revendications. Il est ainsi très significatif que John Wheatley, le principal théoricien politique de l'ILP dans la région de Glasgow, et antimarxiste notoire, publie une série d'articles dans *Forward* pour "*combattre l'identification grandissante avec la révolution russe et le socialisme marxiste*" (22). Cela est bien le signe que l'agitation industrielle de l'époque dépasse le seul cadre des revendications pour des logements, de meilleurs salaires et l'arrêt de la guerre (23). Tout aussi significative est la répression que le gouvernement

(18) Ces grèves se cristallisent autour des revendications de ces ouvriers pour leur droit à la représentation syndicale.

(19) Foster, pp. 38-40.

(20) Foster, p. 41.

(21) "*The early months of 1918 may reveal industrial action with a view to the achievement of political ends in the termination of war conditions*" (Ministry of Munitions Clyde Labour Report, pour la semaine se terminant le 15 décembre 1917, cité par Foster, p. 50).

(22) "*To combat the growing identity with the Russian Revolution and Marxist socialism*", *Forward*, 26 janvier 1918, cité par Foster, p. 52.

(23) "*By January 1918, the demand for increased wages was coupled with a call for peace which explicitly challenged the nature of the war and the class character of the government*", Foster, p. 52.

met en place à l'encontre du Socialist Labour Party (SLP) et du BSP, dont les bureaux et les imprimeries sont l'objet de raids répétés de la police. Les leaders de la communauté des réfugiés russes sont arrêtés, de même que John McLean (janvier, février et mars 1918). Le 1^{er} Mai 1918, environ 90 000 personnes manifestent et se prononcent en faveur de résolutions pour la cessation des hostilités, la libération de John McLean et le soutien à la révolution russe. Une vague d'actions industrielles a encore lieu au début de l'automne 1918 dans les chantiers navals (24).

2. La grève des 40 heures ("The Forty Hours' Strike"), janvier-février 1919

2.1. Les origines du conflit

A l'origine du conflit se trouve le problème de l'emploi des soldats de la Navy et de l'armée qui sont démobilisés et qui sont à la recherche d'un emploi. Il y a 30 000 chômeurs à Glasgow fin janvier 1919 et les soldats démobilisés rejoignent l'Ecosse au rythme de 19 000 par semaine. La réduction du temps de travail apparaît donc aux ouvriers comme la solution pour absorber le surplus de main-d'œuvre que représentent tous les soldats démobilisés.

Toutefois, la revendication pour une semaine de 40 heures relève davantage d'une volonté de changement social et d'anticipation des mutations économiques à venir. Il n'est pas évident que les instigateurs du conflit — des ouvriers qualifiés — aient vraiment eu à craindre le chômage, en tout cas à cette période-là. En effet, tous les soldats démobilisés ne sont pas des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique et des chantiers navals, loin de là (25). Les femmes qui avaient été employées dans les usines pour pallier l'absence des hommes partis combattre sur le continent avaient, pour

une bonne part d'entre elles, été débauchées ; l'activité des chantiers navals et de l'industrie mécanique était restée importante et nécessitait donc de la main-d'œuvre. Bref, les ouvriers qualifiés avaient assez peu à craindre du chômage pendant les quelques mois qui suivent l'armistice. La donne sera effectivement différente quelques années plus tard.

Le premier numéro du bulletin de grève, daté du 30 janvier 1919, souligne que *"la grève a une visée sociale, car la semaine de 40 heures est censée bénéficier à toutes les classes de travailleurs. La semaine de 40 heures empêchera le chômage et maintiendra le niveau des salaires dans tous les secteurs industriels. Elle permettra aux hommes et aux femmes qui réintègrent la vie civile d'obtenir un emploi qui leur permettra d'avoir des conditions de vie décentes en compensation de leur travail. La semaine de 40 heures signifie des loisirs pour tous"* (26).

On retrouve en partie la même analyse dans *Forward* de janvier et février 1919. On peut aussi y lire que la grève vise à maintenir la capacité des ouvriers à négocier avec les employeurs en réduisant au maximum le nombre de chômeurs (27). Un vivier trop important de chômeurs réduit en effet mécaniquement le

(24) Foster, p. 53.

(25) Il s'agit de toute façon d'une catégorie d'ouvriers dont la conscription avait été tardive, et forcément assez peu importante par rapport à celle, massive, des ouvriers non qualifiés, tant ils étaient nécessaires à l'industrie de guerre dans les centres industriels, dont Glasgow était un des plus importants. Dans certains secteurs industriels, la conscription des ouvriers qualifiés n'eut même jamais lieu.

(26) *"The strike is for a social aim, as the 40-hours' week is meant to benefit all classes of workers. The 40-hours' week will prevent unemployment and maintain the Union rates of wages in all industries. It will enable the men and women coming back to civil life to get jobs which will ensure a decent living in return for their labour. The 40-hours' week means leisure for all."* Cité dans Civardi, p. 350.

(27) *"The objectives in 1919 were openly political. They were to secure a radical reduction of hours to forty in order, quite explicitly, to stop the re-emergence of an unemployed reserve and maintain the bargaining strength of labour against capital. A direct aim was to ensure that discharged soldiers were found jobs in industry."* Cité dans Foster, p. 54.

poids des ouvriers dans les négociations avec leurs employeurs. Ces derniers n'ont en effet que l'embaras du choix pour licencier et réembaucher en cas de conflit. Le chômage semble donc être un prétexte commode plutôt qu'une menace réelle, en tout cas pour les ouvriers qualifiés, pour promouvoir un changement de société. On remarquera aussi l'apparition de la notion de loisir.

Civardi remarque par ailleurs que le mouvement non officiel des délégués d'atelier aborde un problème que les diverses instances officielles du mouvement ouvrier, qu'elles soient politiques ou syndicales, ne veulent pas ou ne savent pas aborder. De même que lors du conflit contre la dilution, le mouvement des délégués d'atelier fait preuve de bien davantage de clairvoyance en ce qui concerne les problématiques du monde ouvrier que les instances officielles (28).

Le 1^{er} février 1919, Sir Robert Munro, le ministre pour l'Écosse, déclare à ses collègues du cabinet : *"Il est erroné de parler de grève à propos de la situation de Glasgow ; c'est en fait d'un soulèvement bolchevique qu'il s'agit"* (29). Cette affirmation trouve un écho dans les mémoires de William Gallacher, qui affirme : *"On attendait un soulèvement. Un soulèvement aurait dû se produire, les travailleurs étaient prêts et capables de la faire"* (30). Il se désole pourtant du manque de lucidité des leaders (*"Les leaders de la grève n'y avaient jamais pensé"* [31]) et de leur incapacité à entraîner les ouvriers jusqu'à la révolution : *"Si nous avions été capables de prévoir à l'avance ou s'il y avait eu des leaders expérimentés pour guider ces masses énormes et héroïques, c'est en direction des casernes de Maryhill que nous aurions marché, plutôt que de nous rendre à Glasgow Green"* (32), ou encore : *"La révolte grondait partout, surtout dans l'armée. Nous avions entre nos propres mains la possibilité de lui donner des leaders et de la laisser s'exprimer, mais cela ne nous est jamais venu à l'esprit. Nous poursuivions un mouvement de grève alors que nous aurions dû faire la révolution"* (33). Donc, à en croire Gallacher, il y avait bien là une partie des ingrédients nécessaires à faire

une révolution : les ouvriers étaient prêts, le gouvernement avait peur et avait envoyé troupes et blindés à Glasgow pour réprimer les velléités de révolte de la classe ouvrière, et le tout était relayé par la presse londonienne, qui dépêchait des envoyés spéciaux afin d'écrire à propos de la révolte. La question qui se pose est donc la suivante : pourquoi n'y a-t-il pas eu de révolution ? En fait, y avait-il vraiment tous les ingrédients nécessaires à une révolution ? Civardi pose la question suivante : *"Fût-ce (1919) vraiment l'année de la révolution manquée ?"* (34).

2.2. Le déroulement du conflit

Début janvier 1919, les revendications sur le temps de travail sont les suivantes : le conseil consultatif écossais (35) du Parti travailliste, la branche écossaise de l'ILP, la confédération écossaise des syndicats (le Scottish Trade Unions Council, STUC), et le Conseil des métiers de Glasgow (Glasgow Trades Council) sont officiellement en faveur d'une semaine à 40 heures. Le comité de district de l'Amalgamated Society of Engineers (ASE, le syndicat le plus puissant des ouvriers qualifiés de l'industrie mécanique) et les membres des syndicats d'ouvriers qualifiés sont favorables à une réduction de la semaine de travail à au moins 40 heures et rejettent la position de l'exécutif national de leurs syndicats, qui est favorable à une semaine

(28) Civardi, p. 350.

(29) Cité dans Civardi, p. 348.

(30) *"A rising was expected. A rising should have taken place ; the workers were ready and able to effect it."*

(31) *"The leadership had never thought of it."*

(32) *"Had we been capable of planning beforehand, or had there been an experienced revolutionary leadership of these great and heroic masses, instead of a march to Glasgow Green there would have been a march to the Maryhill Barracks"* (William Gallacher, *Revolt on the Clyde*, pp. 233-234).

(33) *"Revolt was seething everywhere, especially in the army. We had within our own hands the possibility of giving actual expression and leadership to it, but it never entered our heads to do so. We were carrying on a strike when we ought to have been making a revolution"* (William Gallacher, *Revolt on the Clyde*, p. 301).

(34) Civardi, p. 346.

(35) Scottish Advisory Council.

de 47 heures. Enfin, le mouvement des délégués d'atelier reprend vie quand le Clyde Workers' Committee se reforme et, sous le nom de Ways and Means Committee, milite pour une semaine à 30 heures. Le 9 janvier, le comité parlementaire du STUC rencontre le comité exécutif du Parti travailliste écossais. Ils s'accordent sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour fédérer les forces ouvrières en faveur d'une semaine de 40 heures, soit 5 jours de 8 heures chacun, et de coopérer avec les syndicats locaux, le Conseil des métiers de Glasgow et les autres composantes du mouvement ouvrier (36).

Le 14 janvier, une réunion est organisée par le Ways and Means Committee, à laquelle le STUC et le Conseil des métiers de Glasgow envoient des représentants.

Ces derniers sont fermement résolus à camper sur leurs positions, soit une semaine de 40 heures, alors que le Ways and Means Committee se prononce en faveur d'une semaine de 30 heures et annonce la tenue d'une conférence le 18 janvier, au cours de laquelle les représentants du mouvement des délégués d'atelier de toute l'Écosse seront mandatés pour exprimer leur position sur le sujet. Le STUC et le Conseil des métiers de Glasgow y sont également conviés. Au bout du compte, cette conférence, à laquelle assistent principalement des ouvriers des chantiers navals et de l'industrie mécanique de la région de Glasgow, élit un comité de grève composé des représentants du comité parlementaire du STUC, du Conseil des métiers de Glasgow, du Allied Trades Committee, d'autres syndicats et du mouvement des délégués d'atelier. Le résultat du vote est significatif de l'influence du Clyde Workers' Committee à Glasgow : 104 ateliers ou sections se prononcent en faveur de la semaine de 30 heures, 83 en faveur de la semaine de 40 heures, 13 en faveur de la semaine de 47 et un seul ne se prononce pas. En revanche, les représentants du reste de l'Écosse s'expriment en faveur de la semaine de 40 heures. Le comité de grève adopte donc la revendication officielle d'une semaine de travail de 40 heures à 27 voix contre 18.

Un débrayage anticipé par les tenants d'une semaine à 30 heures apparaissant comme une menace sérieuse dont les conséquences auraient été désastreuses sur la réussite de la motion adoptée par le comité de grève, il est donc décidé d'appeler à une grève générale le lundi 27 janvier 1919, malgré les réticences du STUC, qui estime que la date est prématurée. Ses représentants finissent tout de même par accepter la date du 27 janvier comme début de la grève, mais au prix de fortes dissensions internes.

Malgré l'implication du Conseil des métiers et du STUC, seuls quelques syndicats locaux de corporations d'ouvriers qualifiés apportent leur soutien. Les syndicats nationaux signifient leur désapprobation. Le syndicat national des électriciens apporte officiellement son soutien, probablement parce qu'une grève similaire allait éclater, qui allait toucher l'approvisionnement en électricité du métro londonien. Ce mouvement n'a pas non plus le soutien de l'exécutif de l'ASE, qui désapprouve fermement toute action de grève non officielle, suspend le comité du district de Glasgow en raison de son soutien à la grève et ordonne le non-paiement des allocations de grève.

Dans ces conditions, cette grève n'inquiète ni le gouvernement ni les employeurs, qui pensent qu'elle ne pourra durer sans soutien officiel. Par ailleurs, l'annonce par l'ASE du non-paiement de l'allocation de grève atténue la perspective d'un conflit général qui dure. La presse est convaincue qu'il ne se passera rien de sérieux. Pourtant, le lundi 27 janvier, 40 000 ouvriers des chantiers navals et de l'industrie mécanique cessent le travail. Le lendemain, c'est 70 000. Par solidarité, les ouvriers des usines d'électricité de Glasgow se mettent aussi en grève, ainsi que 36 000 mineurs des mines du Stirlingshire et Lanarkshire, et 10 000 ouvriers de la sidérurgie. Pendant la première semaine de la grève, pas un seul corps de métier à Glasgow n'est pas touché par la grève. La grève se développe rapidement, en raison, semble-t-il, du recours aux piquets de grève volants organisés par le CWC et animés par des sol-

(36) McLean, pp. 115-116.

datés démobilisés. Un des secrétaires du comité de grève décrit leur utilisation, massive et intimidante, de la façon suivante : *“Des piquets de grève formés par 5 000 à 10 000 ouvriers se rendaient devant une usine ; les ouvriers se mettaient en rang de chaque côté de la route et les ouvriers qui n'avaient pas encore cessé le travail devaient franchir l'obstacle en courant. C'était une méthode extrêmement efficace et complètement légale”* (37). Le rôle des soldats démobilisés est important dans cette grève. Ils ont été organisés par le BSP depuis plusieurs mois et, selon des témoignages oraux, ils constituent une large part des manifestants de George Square le 31 janvier 1919. Emanuel Shinwell, un des leaders de cette grève, a affirmé par la suite dans des entretiens avec des historiens écossais que les régiments écossais avaient été au cœur des mutineries de démobilisation en décembre 1918. Foster note aussi que les piquets de grève se déroulent dans une atmosphère très festive et impliquent aussi bien les femmes et les jeunes, et notamment les apprentis à Clydebank, que les soldats démobilisés (38). L'expansion rapide du mouvement est en tout cas une preuve supplémentaire de son aspect politique, puisque seule une telle dimension peut fédérer des ouvriers aux conditions de vie et d'emploi très disparates selon leur employeur et leurs qualifications.

Le 29 janvier 1919, une délégation de grévistes parvient à obtenir une entrevue avec le Lord Provost de Glasgow, à qui ils demandent de proposer au conseil municipal d'obliger les employeurs à accorder la semaine de 40 heures aux ouvriers. Ils ajoutent qu'ils sont prêts à recourir à des méthodes non constitutionnelles et plus radicales pour obtenir gain de cause à leurs revendications (39). Le Lord Provost, qui ne veut ou ne peut pas leur donner une réponse immédiatement, leur assure qu'il leur communiquera une réponse deux jours plus tard, le 31 janvier.

Le gouvernement est informé des intentions des grévistes. Andrew Bonar Law (40) estime vital que le gouvernement soit rassuré par la présence de troupes suffisantes en nombre à Glasgow

“pour empêcher le désordre et protéger les volontaires qui se rendraient disponibles pour assurer le fonctionnement des stations électriques et des services municipaux” (41). La peur d'un mouvement d'ampleur s'intensifie. Bonar Law exprime sa crainte d'un effet d'entraînement : *“Il était certain que si le mouvement de Glasgow se développait, il s'étendrait à tout le pays”* (42). Le gouvernement prend alors quatre mesures : les troupes sont placées en état d'alerte pour assurer l'éclairage public si nécessaire ; un émissaire du gouvernement est dépêché à Glasgow pour relayer les consignes du gouvernement et informer ce dernier ; un comité consultatif est créé pour réfléchir aux décisions appropriées à prendre pendant les événements ; le ministre de la Justice est chargé de réfléchir aux outils légaux qui permettraient d'arrêter les meneurs s'il était jugé utile de le faire.

Le vendredi 31 janvier 1919, plus de 60 000 personnes se rassemblent sur George Square en faveur de la semaine de 40 heures pour entendre la réponse du Lord Provost. Alors que la délégation est à l'intérieur de la mairie, la police attaque les manifestants, qui sont, et ce n'est pas un détail, pacifistes et non armés. La police charge les manifestants en trois endroits. Les divers témoignages indiquent que c'est la police qui charge en premier et que rien ne laissait présager, au regard du calme dont avaient fait

(37) *“Pickets of five to ten thousand workers would march to a particular shop, then line up on either side of the roadway, and the workers still at work had to run the gauntlet. It was a most successful method, and entirely legal”* (D. S. Morton, *The 40 hour strike : an Historic Survey on the First General Strike in Scotland' Clydebank branch SLP*, 1919, cité dans McLean, p. 120).

(38) Foster, p. 55.

(39) McLean, p. 123.

(40) Chancelier de l'échiquier de décembre 1916 à janvier 1919, leader de la Chambre des communes de 1916 à 1921, Premier ministre conservateur entre 1922 et 1923.

(41) *“To prevent disorder and to protect those volunteers who could be made available to take over the operation of the generating stations and municipal services.”* Cité dans McLean, p. 124.

(42) *“It was certain that if the movement in Glasgow grew, it would spread all over the country.”* Cité dans McLean, p. 124.

preuve les grévistes pendant la semaine précédente, qu'ils agissent avec une quelconque violence ce jour-là (43). Les manifestants répondent à coups de poing et de barrières qu'ils transforment en barres de fer, et en lançant des bouteilles de limonade qu'ils prennent sur un camion qui passe à ce moment-là. Lorsqu'ils entendent les bruits de la foule, les responsables syndicaux se ruent à l'extérieur.

David Kirkwood et William Gallacher sont alors arrêtés. Les échauffourées entre les manifestants et la police durent encore plusieurs heures dans la ville. La liste officielle des blessés fait état de 19 blessés chez les policiers et 34 chez les manifestants. D'autres leaders du CWC, dont Emanuel Shinwell, sont arrêtés dans les heures qui suivent. Cet épisode restera connu sous le nom de Vendredi sanglant ("Bloody Friday"). Le War Cabinet définit la situation en ces termes : "*Le secrétaire pour l'Ecosse affirme que, selon lui, il était plus clair que jamais qu'il était erroné de qualifier la situation à Glasgow de grève : il s'agissait en fait d'un soulèvement bolchevique. Ce soulèvement était, selon lui, le fait d'un nombre limité de protagonistes, à défaut d'être limité dans l'effet qu'ils produisaient*" (44). Le lendemain matin, l'armée est postée dans la ville et six blindés stationnent dans Cattle Market (45).

Deux cuirassés remontent l'estuaire de la Clyde. Glasgow devient en l'espace de quelques heures une ville occupée (46). Il est estimé qu'environ 10 000 soldats ont été envoyés à Glasgow immédiatement après les événements de George Square, en dépit de la présence d'un bataillon entier de soldats écossais en poste dans la garnison de Maryhill à cette époque. Aucun soldat écossais ne fut utilisé, car le gouvernement craignait que les soldats passent du côté des ouvriers si toutefois une révolution se déclenchait à Glasgow.

D'autres stratégies, à peine plus subtiles, sont mises en place pour isoler et diviser le mouvement de contestation. Les chantiers navals Yarrow menacent de diminuer la production de leur chantier de Scotstoun au profit de celui de Vancouver.

Des relents racistes et antisémites émanent de la presse conservatrice : le *Glasgow Herald* publie un feuilleton à partir du 8 février 1919 opposant Derek Clyde, un bon policier, à un méchant bolchevique répondant au nom de Finkelstein ; Emanuel Shinwell est qualifié de "Juif polonais" dans l'édition du 31 janvier 1919 du *Times*.

L'édition du *Glasgow Herald* datée du 31 janvier 1919 affiche toute son indignation : "*La formation du comité de grève fut le premier pas vers ce terrorisme abject que le monde connaît aujourd'hui sous le nom de bolchevisme.*" Le *Glasgow Herald* condamne aussi les trois "*fauteurs de troubles, rebelles notoires à toute forme d'ordre social*", que sont Neil McLean, David Kirkwood et Emanuel Shinwell (47). Le député tory de Springburn "*doute de l'origine écossaise des meneurs du présent conflit*" dans l'édition du 2 février de l'*Evening Standard*. On fait aussi appel au sectarisme religieux pour mieux diviser : la "Ligue des travailleurs patriotiques" est créée à l'initiative du révérend presbytérien Forson, de Govan, et connaît un certain succès dans les bastions de l'aristocratie ouvrière des chantiers navals, Yoker, Whiteinch, Old Kirkpatrick, Patrick (48).

Toutefois, alors que les journées de grève s'égrènent, il devient de plus en plus évident que la grève ne s'étendra pas aux autres centres industriels. Petit à petit, les ouvriers reprennent le travail. Le 2 février, les mineurs de Blantyre, une mine située juste en périphérie de Glasgow, sont enjointes à reprendre le travail par leur président. Il n'y a plus de piquets de grève après le 3 février. Le travail reprend dans certains ateliers de

(43) McLean, p. 134.

(44) "*The Secretary of Scotland said that, in his opinion, it was more clear than ever that it was a misnomer to call the situation in Glasgow a strike : it was a Bolshevist rising. It was, he thought, of limited dimensions in numbers if not in effect.*" Cabinet Papers, cité par McLean, p. 125.

(45) McLean, p. 126.

(46) "*Glasgow was an occupied city*" (T. M. Devine, *The Scottish Nation, 1700-2000*, Londres, Penguin, 1999, p. 315).

(47) Cité par Civardi, p. 348. A noter que Kirkwood et Shinwell seront anoblis, respectivement en 1951 et 1970.

(48) Civardi, p. 348.

construction mécanique à partir du 4 février. Le jour d'après, l'approvisionnement de la ville en électricité est normal, car les stations électriques fonctionnent grâce à des volontaires. Les chantiers navals restent en grève pendant encore cinq ou six jours. Finalement, Le 10 février 1919, le comité de grève appelle à cesser la grève et recommande à tous les ouvriers de reprendre normalement le travail à compter du 12 février (49). Même s'ils ont échoué dans leur tentative d'obtenir une semaine de travail de 40 heures, les ouvriers de l'industrie mécanique et des chantiers navals reprennent le travail en ayant au moins négocié un accord qui leur assure une semaine de travail à 47 heures, soit dix de moins qu'avant la grève. La grève aura duré trois semaines.

Le procès des leaders de la grève voit William Gallacher et Emanuel Shinwell condamnés pour incitation à troubles de l'ordre public. Gallacher, encore lui, Murray et MacArtney sont condamnés pour troubles de l'ordre public. Shinwell est condamné à cinq mois d'emprisonnement et Gallacher à trois mois. Les organisations ouvrières se retrouvent avec une colossale somme d'argent à mobiliser pour payer les frais de défense au tribunal.

C'est une amère défaite pour le mouvement ouvrier de l'ouest de l'Ecosse. La manière a fortement déplu aux responsables syndicaux écossais dans leur ensemble, qui le font savoir au STUC et au Conseil des métiers de Glasgow. Le STUC adopte alors une position très fri-

leuse lorsqu'un vote est évoqué pour une grève contre les conditions de logement en août 1919. Sa position n'a pas évolué un an plus tard lorsqu'une grève est de nouveau envisagée par la Scottish Labour Housing, association contre l'augmentation des loyers. Il agit de même lors de la grève nationale des chemins de fer de septembre 1919. Le Conseil des métiers de Glasgow s'abstient de prendre clairement position lorsqu'une action est envisagée par le CWC pour la libération des prisonniers de la grève des 40 heures.

Cet échec sonne aussi le glas du mouvement non officiel des délégués d'atelier. Avec la fin de la guerre disparaît le substrat sur lequel s'étaient développées certaines des revendications du mouvement des délégués d'atelier. La dilution a été mise en œuvre après l'échec des grèves de 1916. Le retour aux conditions d'avant-guerre grâce aux accords signés entre le gouvernement et les instances syndicales nationales et officielles au début de la guerre va être garanti par le passage de la loi de restauration des pratiques d'avant-guerre (50). Les motifs de désaccord et de défiance de la base avec les instances officielles des syndicats disparaissent : le gouvernement a tenu ses promesses.

Fabien Jeannier, novembre 2007

(Fin dans le prochain numéro)

(49) McLean, pp. 126-127.

(50) Restoration of Pre-War Practices Act.

**Espagne
1917-1921 :
le “triennat
bolchevique”**

(Roland Corominas)

(I)

Espagne 1917-1921 : le “triennat bolchevique”

(plan de l'article)

Introduction

L'Eglise catholique espagnole.

La révolution bourgeoise des années 1868-1874.

Le mouvement ouvrier et populaire.

En 1873, l'arrivée de la Première République.

Les vagues de grèves de la période 1903-1912 et la “Semaine tragique” de 1909.

Première partie : La grève générale ébranle l'ordre monarchique

I. UN SYSTÈME ÉPUISÉ

1. Situation des classes laborieuses.

A la campagne.

La croissance exceptionnelle des bénéfices liée à la neutralité.

2. L'alternance libéraux-conservateurs.

Alphonse XIII a été couronné en 1902.

Le caciquisme.

Au Pays basque.

L'oligarchie financière.

La bourgeoisie catalane.

3. L'armée et les Juntas de défense.

Le poids de l'armée.

Les Juntas de défense affirment leurs tendances prétoriennes.

L'armée se prépare à jouer sa propre carte.

4. Le prolétariat espagnol et les couches populaires.

Le prolétariat industriel.

Un signe indubitable de l'actualité de la révolution.

II. LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 13 AOÛT 1917

1. La lutte du prolétariat contre la vie chère.

2. Grève revendicative, grève politique.

“Aux ouvriers et à l'opinion publique.”

La classe ouvrière prend au sérieux l'appel à renverser le régime.

La répression.

III. 1917 : LA BOURGEOISIE TENTE SA CHANCE

1. La CNT s'accroche au PSOE, qui s'accroche aux républicains bourgeois qui s'enfuient.

Une grève générale menée dans l'impasse de la “révolution démocratique”.

Une “révolution démocratique” au compte de la bourgeoisie.

La théorie du “piège” tendu par le gouvernement.

2. Les fissures du régime monarchique.

Une monarchie au bout du rouleau.

Un scandale majeur éclata quelques jours après.

Un événement d'apparence mineur, mais lourd de sens.

3. L'Assemblée des parlementaires.

La bourgeoisie tente sa chance.

L'ultimatum au roi.

Les directions ouvrières se refusent à rompre avec les partis bourgeois.

Deuxième partie : Pour le pain et la terre, contre la guerre coloniale et pour les soviets

I. LES CONGRÈS DU PSOE ET DE LA CNT : QUEL PROGRAMME ?

1. Le congrès du PSOE de 1918.

Un programme "démocratique".

Un bataillon en marche, c'est un bataillon de paysans pauvres.

L'émergence d'un mouvement catalaniste de masse.

2. Le renforcement de la CNT.

La CNT à l'apogée de sa puissance au congrès de 1919.

L'adhésion à la III^e Internationale.

Sectarisme et hégémonisme.

L'impact de la révolution russe.

Une adhésion à l'IC "sentimentale".

II. LES ANNÉES 1919-1920

1. 1919 : La grande grève de *La Canadiense*.

La situation en Espagne au milieu de 1919.

La grève massive et déterminée obtient un succès considérable.

2. La grève reprend à *La Canadiense* et ouvre la voie à la grève de toute la Catalogne.

Le patronat soutenu par l'armée se refuse à appliquer la journée de huit heures.

Armée, police, bandes paramilitaires, assassinats ne brisent pas l'élan gréviste.

La grève de *La Canadiense* représente un tournant dans l'affrontement de classe.

III. LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE DES OUVRIERS AGRICOLES ANDALOUS

1. Une grève qui pose la question de l'expropriation des latifundia.

La grève des moissons.

"*Viva Rusia.*"

Une interrogation légitime.

2. Le programme du PSOE et les ouvriers agricoles en grève.

IV. 1920 : LUTTE SOCIALE, SYNDICALE, POLITIQUE

1. Contre la guerre du Rif, contre l'envoi des troupes en Russie.

Pour la terre et le pain.

Une mobilisation globale sans centralisation ni direction.

1^{er} Mai 1920 : "*VIVA LA REPÚBLICA DE LOS SOVIETS.*"

L'affaiblissement de la CNT.

2. PSOE : partisans et adversaires de l'Internationale communiste.

Création du Parti communiste espagnol.

L'Internationale syndicale rouge et la scission syndicale.

3. 1921 : avant la dictature militaire : le "désastre" d'Annual, dans le Rif.

Le rêve africain d'Alphonse XIII.

Une commotion qui déstabilise toutes les forces conservatrices.

Le PSOE se retranche dans l'expectative, la CNT est affaiblie, le jeune PCE sombre dans le gauchisme.

Une bourgeoisie déçue.

ÉPILOGUE PROVISOIRE

Sources.

L'expression "triennat bolchevique" est souvent utilisée pour désigner la période 1918-1921, bien que d'autres auteurs préfèrent lui assigner la période allant de 1917 à 1920. Comme toute expression figée et commode, elle comporte des incertitudes, fruit d'une réalité complexe fortement marquée par une quasi-explosion du mouvement social dès 1917 annonciatrice des grands ébranlements qui vont secouer l'Espagne jusqu'en 1922. Dans cet intervalle de temps, les différentes classes et couches vont réagir chacune avec sa spécificité pour tenter d'apporter sa réponse aux problèmes récurrents de la société espagnole qu'on retrouvera en 1936-1939, et qui ne sont toujours pas réglés aujourd'hui, même si les caractéristiques et l'expérience de chacune se sont différenciées.

De plus, l'adjectif "bolchevique", s'il sonne bien en cette période, doit être pris au sens exclusif de l'impact considérable de la révolution russe en Espagne, car de bolchevisme au sens de parti révolutionnaire, il ne fait aucun doute qu'il n'y eut personne pour rassembler les dizaines de milliers de combattants révolutionnaires dans une œuvre consciente de construction d'un parti révolutionnaire.

La révolution bourgeoise des années 1868-1874, connue sous son nom de *sexenio democrático* (sexennat démocratique), échouera devant les mêmes forces qu'on verra à l'œuvre durant la période 1917-1922 et 1931-1939 : une monarchie qui couvre la corruption et l'incompétence de la classe politique et une armée prompte à intervenir (c'est l'époque des "pronunciamientos" à répétition). La bourgeoisie espagnole manifeste son incapacité à assumer et imposer ses plans de modernisation de l'économie, d'organisation et de laïcisation de l'Etat à travers son identification avec une nation sans l'aide des couches populaires qu'elle appelle au combat pour son propre profit.

Vagues de grèves...

L'Église catholique, la caste des officiers et l'oligarchie terrienne

L'Église catholique espagnole constitue, avec la caste des officiers et l'oligarchie terrienne et aristocratique, un des grands piliers du pouvoir monarchique : alors que le nombre d'illettrés en 1920 dépasse les 52 %, la population qui relève directement du clergé (prêtres, moines, religieux et religieuses) dépasse celle des élèves des écoles secondaires et fait plus que doubler le nombre d'étudiants. Arc-boutée sur sa peur viscérale de l'anticléricalisme, elle apportera tout son soutien à toutes les tentatives de faire durer le régime qui lui octroyait une position privilégiée dans la captation de succulents avantages et la conservation de sa mainmise sur l'enseignement.

Cependant, le mouvement ouvrier et populaire commence à affirmer ses propres revendications avec le socialisme et l'anarchisme, et notamment en Catalogne, à l'œuvre dans la première grande grève générale de 1854-1856, qui explique probablement la continuité de l'influence anarchiste en Catalogne et tout le Levant jusqu'en Andalousie.

En 1873, l'arrivée de la République, presque par surprise et surtout par défaut de roi, sera de courte durée devant les antagonismes féroces qu'elle suscitera de la part des forces coalisées de l'Église, de l'armée et des oligarchies. La Constitution fédéraliste de 1873 et la défaite de son principal inspirateur, Pi i Margall, se fera sentir dans les puissants

mouvements d'insurrection de la révolution cantonaliste ("cantón" ou "République" indépendante) en Andalousie, Murcie, Valence, et tout particulièrement dans la région du port de Carthagène, où les ouvriers, les employés, les artisans, les pêcheurs se virent vivement renforcés par les marins mutinés des meilleures unités navales présentes dans Carthagène, leur port d'attache. Un pronunciamiento vint mettre fin à cette période après la démission du dernier président se refusant à signer l'arrêt de mort de soldats rebelles. La restauration des Bourbons en Espagne se fera en 1874 avec la première grande guerre d'indépendance de Cuba.

Les vagues de grèves de la période 1903-1912

Le "triennat bolchevique" ne sort pas du néant : durant les années 1903-1906, Bilbao connaît de grandes grèves ; Barcelone voit une grande grève qui va tenter de s'organiser en grève générale en 1910. Une grève générale nationale a lieu en 1911 et des chemins de fer en 1912.

Mais déjà, il y avait eu le choc frontal de 1909 contre la mobilisation des réservistes et la guerre du Rif, où l'armée espagnole composée de réservistes de Catalogne avait déjà subi une cuisante première défaite au Barranco del Lobo, lors de la campagne de Melilla. Les réservistes les plus pauvres étaient des pères de famille qui n'avaient pu payer l'impôt libérateur de 6 000 réaux et

avaient été contraints d'aller à la guerre. Ils furent pratiquement tous anéantis lors d'une manœuvre qui voulait protéger une ligne de chemin de fer desservant une mine, propriété de la Compagnie espagnole des mines du Rif, contrôlée par le comte de Romanones et le marquis de Comillas.

La grève générale commencée en Catalogne se transforme spontanément en insurrection réprimée par l'armée, avec en particulier l'exécution du théoricien anarchiste Francisco Ferrer.

Première partie

I. Un système épuisé

1. Situation des classes laborieuses

A la campagne, 40 % de la population agricole n'ont pas de terre, 2 % des propriétaires en possèdent 47 %, 25 % en possèdent 2 %, et 1 % de la population agricole possède 50 % des terres cultivées ; dans celles-ci prédomine la culture extensive, très arriérée et très peu productive, avec des systèmes de baux favorisant outrageusement les propriétaires pendant que les ouvriers agricoles subsistent avec des salaires de famine.

Porte témoignage de cette situation un taux de mortalité particulièrement élevé provoqué par les fléaux permanents que sont le paludisme, la tuberculose, la variole, le typhus et la typhoïde : encore 23 ‰ en 1919, après avoir atteint plus de 32 ‰ en 1918 lors de la terrible épidémie de grippe, dite espagnole (non pour son origine, mais pour sa virulence officiellement reconnue en Espagne). En 1925, plus de 45 % des conscrits mesureraient moins d'1,63 mètre, alors que 15 % atteignaient 1,70 mètre en provenance essentiellement de la Catalogne et du Pays basque.

La croissance exceptionnelle des bénéfices liée à la neutralité durant le

premier conflit mondial a eu des conséquences catastrophiques pour les classes travailleuses, car les biens de consommation furent l'objet d'une spéculation effrénée entraînant une hausse astronomique des prix provoquée par la demande des pays belligérants concentrant leur production sur les besoins de la guerre. Cependant, elle ne provoquera pas une augmentation de l'indice de production, à l'exception du charbon. Avec un indice des prix base 100 en 1913, les prix intérieurs atteindront l'indice 165 en 1917, 204 en 1918-1919 et 223 en 1920.

Une croissance économique réduite provoquera malgré tout une demande de main-d'œuvre, quoique limitée, dans les secteurs autres que l'agriculture : en 1920, par exemple, 22 % de l'activité seront consacrés à l'industrie et la pêche, et 19 % aux "services" en augmentation par rapport aux deux tiers tournés vers l'agriculture et la pêche en 1910. L'Espagne connaîtra une croissance démographique que, bientôt, ne pourra plus absorber l'économie, d'où des vagues permanentes d'émigrations.

2. L'alternance libéraux-conservateurs

Alphonse XIII a été couronné en 1902. Les tentatives "régénérationnistes" visant à moderniser l'Espagne du début du siècle vont se heurter aux forces sociales de l'oligarchie terrienne (Andalousie et Castille) étroitement associées au pouvoir à travers l'alternance entre leurs deux formes de domination, "libéraux" et "conservateurs" reposant sur le même appareil des "caciques". Lors du premier conflit mondial, tiraillé entre partisans des Alliés et partisans des empires centraux, le gouvernement se prononce pour la neutralité.

Le caciquisme désigne une organisation de la vie politique du pays, en forme de pyramide, qui, partant de chaque village, conflue vers le siège de la monarchie. Il s'agit d'un système politique dont les traits essentiels sont le paternalisme, la corruption et toutes les formes d'intimidation faisant et défaisant les

élus désignés par le pouvoir. Sévissant dans toutes les zones rurales, qui représentent les deux tiers du pays, il est aussi brutalement opposé à la pénétration des organisations ouvrières et même républicaines dans tous les centres urbains et industriels, où il ne recule pas devant la terreur.

Au Pays basque, le Parti nationaliste basque (PNV) s'était constitué sur une base nationale au début du siècle ; les positions de son fondateur, Sabino Arana, très proches de l'Eglise de Rome, antisocialistes et anti-libérales ("*Dieu et la vieille loi*" est sa devise), son opposition aux oligarchies qui ont tiré profit de la "*desamortización*", la désamortisation, c'est-à-dire en principe le passage des biens de l'Eglise et des ordres religieux à l'Etat, qui les revendit bon marché, ces circonstances feraient de ce parti plutôt un élément dislocateur du régime s'il avait une réelle influence. La bourgeoisie basque se tait, préoccupée de ses belles affaires. Du Pays basque, c'est la voix des mineurs et des métallurgistes, émigrés intérieurs, qu'on entend, et de temps à autre celle des couches populaires de Bilbao et de Saint-Sébastien, toutes inquiètes des destinées du pays dont il ne leur vient pas à l'idée que leur sort n'est pas commun. Il y a là profonde matière à réflexion, comme on le verra également pour le mouvement nationaliste catalan à propos des questions nationales instrumentalisées par tous les gouvernants antipopulaires, mais là n'est pas le sujet de ce travail.

L'oligarchie financière, qui tirait de juteux bénéfices du commerce avec les colonies, a vu avec horreur la perte de Cuba en 1898, son dernier bastion colonial. La première décennie verra un développement industriel fortement protégé et impulsé par les grandes banques d'affaires, avec une participation importante du capital étranger : ainsi sera établie la domination sur les productions sidérurgiques et minières, la flotte marchande ainsi que sur la production de papier et l'industrie de l'énergie électrique.

La bourgeoisie catalane, industrielle et commerciale, apparaît en deuxième ligne, sous l'espèce d'un affrontement

plus feutré lorsqu'elle va un temps chevaucher les aspirations nationales catalanes de la Lliga Regionalista avec le "catalaniste" Francesc Cambó (celui qui, en 1936, finira dans les bras de Franco) et le centraliste à tout crin Alejandro Lerroux.

3. L'armée et les Juntas de défense

Le poids de l'armée

L'armée, enfant chéri du régime monarchique, fait sentir son poids accablant sur l'Etat et la société tout entière ; malgré sa défaite coloniale, elle va tenter de compenser son discrédit en se lançant dans l'aventure africaine au Maroc au compte d'Alphonse XIII, qui y voit par ailleurs un facteur de stabilité intérieure. Cette aventure marocaine fut confirmée en 1912, quand l'Espagne obtint de la France la reconnaissance du protectorat sur une zone du Rif, entamant ainsi une guerre de "pacification" qui va durer quatorze ans.

Les Juntas de défense affirment leurs tendances prétoriennes

Un élément nouveau était intervenu dans l'armée, institution hypertrophiée (12 officiers pour 100 soldats), dominée par l'esprit de caste des officiers issus des classes moyennes, et dans laquelle régnait un fort mécontentement. A l'occasion d'un événement relativement mineur (tous les officiers, y compris les officiers supérieurs, devaient subir des épreuves d'aptitude), les officiers en poste à Barcelone constituèrent des *Juntas de Defensa*, qui, en janvier 1917, au vu et au su du monarque, couvraient tout le pays à l'exception de Madrid. Lorsque se manifesta dans ces *Juntas* une certaine hostilité au roi, ordre leur fut donné d'avoir à se dissoudre dans les 24 heures. Sur le même ton péremptoire, les chefs des Juntas s'y refusèrent et furent emprisonnés à Montjuïc.

Les chefs appelés en remplacement organisèrent une véritable subversion en envoyant des délégués dans tous les ré-

giments d'Espagne qui suivirent ces "insurgés" y compris à Madrid, avec l'intention d'envoyer des troupes occuper le quartier général dans la capitale si le gouvernement ne changeait pas d'attitude ; la Garde civile informait le gouvernement qu'elle ne tirerait pas contre les "insurgés" qui se voyaient soutenus par Lerroux et les républicains radicaux. Un ultimatum d'avoir à satisfaire les revendications dans les 12 heures était adressé au gouvernement, qui plia aussitôt le genou et approuva la constitution des Juntas.

L'armée devenait ainsi une pièce maîtresse dans une société où toutes les forces sociales apparaissaient au grand jour, chacune avec ses revendications et disposée à combattre sur son propre terrain.

L'armée se prépare à jouer sa propre carte

Que l'armée, pilier essentiel du régime monarchique, se prépare ainsi à jouer sa carte personnelle dans les événements en dit long sur l'état de dislocation d'une société où aucun des problèmes légués par le passé n'était même pas en voie de règlement ; et cela, alors que le prolétariat se portait candidat, et pas seulement à l'échelle de la Russie, mais aussi de l'Allemagne, à organiser la société sur de nouvelles bases. Le rôle que va jouer l'armée dans la grande grève de juillet-août montrait que le système de l'alternance était épuisé et que son éclatement pouvait signifier la fin du régime monarchique dont il était issu. La bourgeoisie espagnole, catalane comprise, tentait de jouer la carte des gouvernements de "concentration" (à peu près équivalent à "rassemblement") de toutes les forces attachées au maintien de l'ordre.

Dans la même période s'affirmèrent les deux principales forces ouvrières, l'UGT et le PSOE, qui s'implantent et vont même gagner des positions électorales, tandis que la CNT est formellement constituée en 1911, Lerroux faisant front commun avec la bourgeoisie industrielle qui demandait au gouvernement des "*zones franches et autres réformes économiques*".

4. Le prolétariat espagnol et les couches populaires

Le prolétariat industriel

Le prolétariat industriel, numériquement réduit (autour d'un million deux cent mille personnes sur une population active en 1920 de 7,5 millions de personnes), était concentré dans quelques bastions ouvriers qui représentaient le poumon industriel du pays (Asturies, Pays basque, Catalogne). Par exemple, en 1919, à Barcelone, le secteur ouvrier et de "services" représentait 205 000 personnes sur une population de 710 000 habitants. En général, la concentration capitaliste et prolétarienne était maximale dans certaines régions (Asturies, Biscaye, Catalogne, outre quelques mines considérables en Andalousie comme Peñarroya, Riotinto) et coexistait avec une micro-industrie composée de milliers de petites entreprises de produits chimiques, céramique, cristallerie, chaudronnerie, menuiserie, etc. En exemple de cette concentration, citons Peñarroya, où étaient concentrés neuf à dix mille ouvriers très combatifs. Il représente un considérable pôle minier-industriel (fonderie et produits chimiques, ateliers et chemins de fer, magasins et centrale électrique), qui, à partir d'investissements étrangers, connut un fort développement en Espagne (et en Méditerranée), dans la province de Cordoue.

La classe ouvrière espagnole disposait de solides organisations de classe avec la CNT et l'UGT, dont les puissantes fédérations paysannes (en particulier l'UGT, et bientôt la CNT) pouvaient apporter au prolétariat industriel l'aide du très nombreux prolétariat agricole dont l'extraordinaire abnégation et la capacité de combat allaient apparaître pleinement dans les tout prochains mois.

Un signe indubitable de l'actualité de la révolution

Un signe indubitable de l'actualité de la révolution était que toutes les catégories de travailleurs se sentaient concernées d'abord par des questions nationales essentielles comme la lutte contre la guerre

coloniale et la vie chère liée à l'extrême pénurie de biens de consommation.

Emmenées par les bastions ouvriers, les couches populaires largement majoritaires dans le pays (paysans parcellaires, fermiers révoltés contre leurs charges, employés de toutes sortes durement exploités, artisans, boutiquiers modestes) se lancent un peu à corps perdu, souvent sans direction, dans de farouches combats partiels, auxquels la réponse gouvernementale unique sera la répression militaire, la suspension des garanties constitutionnelles et le rétablissement d'une censure absolue, montrant à toutes les couches opprimées l'enjeu de leur combat dont le gouvernement accentuait ainsi la portée nationale, centrale, et donc politique.

Un aspect remarquable de ces grèves, c'est leur détermination à arracher coûte que coûte la revendication malgré les emprisonnements, l'élimination physique des syndicalistes les plus en vue, les énormes difficultés de survie ; et plus étonnant encore est que des revendications importantes soient souvent concédées, y compris la libération des emprisonnés pour peu qu'ils n'aient pas été pris les armes à la main.

La déclaration officielle du blocus de l'Espagne par le Kaiser en 1917 n'entérinait qu'un état de fait où la marine marchande espagnole perdit au moins une cinquantaine de bâtiments. Concernant la Première Guerre mondiale, la position majoritaire du PSOE, contre la minorité qui considérait qu'il s'agissait d'une guerre entre impérialismes, était que la victoire des Alliés constituait un apport à la cause du socialisme et de la démocratie ; aussi pensait-elle qu'il fallait maintenir son alliance avec les républicains bourgeois

II. La grève générale du 13 août 1917

1. La lutte du prolétariat contre la vie chère

La lutte contre la vie chère avait commencé en fait en 1916 lors du congrès de

l'UGT et de celui d'une CNT dont les effectifs commençaient à connaître une rapide croissance. La rareté des biens de consommation réservés à l'exportation, leur prix élevé, la contrebande, la spéculation et l'énorme augmentation des bénéfices réalisés par les entreprises et les hommes d'affaires provoquèrent des mouvements de colère populaire, avec des manifestations de femmes contre la vie chère dans les principales villes d'Espagne. C'est ainsi qu'en janvier, la grève du bâtiment se transforme en grève générale, de même à Valence en février. Seront dès lors en grève les maçons de Bilbao, les métallurgistes de Belasáin, dans le Guipúzcoa, les ouvriers de l'arsenal de Carthagène, les maçons et les tailleurs de pierre de Saint-Sébastien, et les premières grèves agricoles apparaissent à Huelva ; les cheminots tiennent conseil avant leur grande grève.

Durant l'été, les cheminots annoncent la grève pour des augmentations de salaires et la reconnaissance de leur organisation syndicale ; le gouvernement répond par la militarisation des cheminots et la déclaration de l'état de guerre.

A ce moment-là, les mineurs asturiens annoncent leur grève de solidarité avec les cheminots et la Fédération socialiste des Asturies propose la grève générale contre la vie chère, position que refuseront la plupart des dirigeants socialistes, dont Pablo Iglesias, Julián Besteiro et Largo Caballero. Malgré tout, pris de peur, le gouvernement cède le 9 août sur un point essentiel en imposant aux compagnies ferroviaires la reconnaissance des associations et des syndicats. La grève est maintenue.

2. Grève revendicative, grève politique

La grève générale de 24 heures décidée par l'UGT et la CNT est effective le 18 décembre, grève qui fut la première grande grève historique décidée en commun par les deux centrales syndicales, immense grève dont un historien espagnol dira qu'elle fut "*la première grève de front unique ouvrier qui avait eu lieu en Espagne jusqu'alors*".

Mais le PSOE et l'UGT, sur la base de leur accord avec la CNT, s'engageaient dans la préparation "d'un mouvement qui aurait comme finalité l'instauration d'un gouvernement provisoire convoquant une Assemblée constituante". En même temps, en coulisse, le PSOE discutait avec les forces républicaines et "réformistes" pour transformer la grève générale en grève illimitée afin d'obtenir le départ du roi et la formation d'un gouvernement provisoire.

Lors de la réunion présidée par Largo Caballero des instances nationales de l'UGT et de la CNT, celles-ci, encouragées par le considérable succès de la grève du 18 décembre, adoptent un manifeste qui annonce la possibilité d'une grève générale illimitée en vue d'obtenir "des changements fondamentaux de système qui garantissent au peuple des conditions minimales de vie décente et le développement de ses activités émancipatrices".

"Aux ouvriers et à l'opinion publique"

Le manifeste-programme du comité de grève adressé "Aux ouvriers et à l'opinion publique" commençait par affirmer sa solidarité avec les cheminots en grève et que l'heure était venue de mettre en pratique les accords UGT-CNT de mars. Cette grève de solidarité affirme qu'elle "ne cessera pas avant d'avoir obtenu les garanties suffisantes d'un début de changement de régime nécessaire pour sauver la dignité et la décence nationales de la vie" (sic).

La grève était rendue illimitée, puisque était demandée la constitution d'un gouvernement provisoire devant assumer le pouvoir exécutif et préparer "l'élection loyale d'une Assemblée constituante".

Le gouvernement libéral au pouvoir considéra cette déclaration comme séditieuse, suspendit les garanties constitutionnelles et fit emprisonner les signataires du manifeste.

Mais c'est l'UGT qui va brandir le drapeau de la lutte contre la vie chère et exiger la fin de la guerre criminelle contre le Maroc "en se déclarant prête à

utiliser tous les moyens d'y parvenir, y compris par la grève générale, si nécessaire", et à le faire dans l'unité avec la CNT, qui commençait à marquer le pas à la campagne.

La classe ouvrière prend au sérieux l'appel à renverser le régime

Eclate alors la grève des cheminots de Valence ; la Société des chemins de fer du Nord, l'entreprise propriétaire, procède à de nombreux licenciements, annulés ensuite sur plainte des victimes. L'entreprise, sommée de réintégrer les cheminots, s'y refuse pour 35 d'entre eux, considérés comme "meneurs".

Un bras de fer s'engage entre le syndicat UGT des cheminots et l'entreprise. La direction de l'UGT et Pablo Iglesias conseillaient d'éviter le conflit. L'intransigeance patronale trouve cependant devant elle l'intransigeance des cheminots avec leur syndicat.

Cette attitude oblige les dirigeants de l'UGT et du PSOE à proposer la grève générale pour toute l'Espagne le 13 août. Malgré l'opposition de Pablo Iglesias, qui voulait limiter la grève à la solidarité avec les licenciés, les autres dirigeants qui avaient voté des motions pour une grève "insurrectionnelle" illimitée afin de changer le régime continuèrent dans cette voie, mais sans bien savoir comment.

Les ouvriers, eux, s'étaient préparés en accumulant des armes pendant que les mineurs faisaient des réserves de dynamite. Et puis, vint le contre-ordre : la grève devait être pacifique.

La grève des chemins de fer était totale dans le pays, avec, en de nombreuses villes, de profonds mouvements qui s'appuyaient sur la grève des secteurs névralgiques (chemins de fer, métallurgie, mines).

C'est ainsi, par exemple, que les 30 000 métallurgistes de Bilbao qui étaient en grève depuis un mois demandaient la journée de 9 heures et une modeste augmentation salariale ; ils se heurtaient à des entreprises qui refusaient violemment leurs revendications, alors qu'elles distribuaient des dividendes de 15 % en cette année 1917 (20 % en

1918) sans pouvoir pour autant faire plier les grévistes. Entraient dans la grève les métallurgistes de Saragosse et de Victoria, rejoints par les mineurs de Murcie. Les mineurs de Peñarroya reprendraient le travail début août sur une victoire salariale importante et la réintégration des mineurs licenciés pour faits de grève.

L'armée occupait les points stratégiques et les ouvriers manifestaient. La grève était totale à Madrid, avec des affrontements qui durèrent jusqu'au 15 août et au cours desquels l'armée tira à la mitrailleuse.

Aux Asturies, les ouvriers étaient maîtres de la situation, tout comme dans le bassin de León. A Bilbao, le mouvement, solidement appuyé sur les ouvriers de la métallurgie, fut maître de la rue. Trois jours après le début du mouvement, Bilbao était militairement occupé et l'armée appela deux régiments et un bataillon en renfort de la Garde civile pour reprendre la ville, ce qui fut fait au prix de la vie de nombreux ouvriers.

La répression

A Barcelone, dès le premier jour de grève, l'armée tira contre les piquets de grève soutenus par la population ; dans les banlieues ouvrières, des barricades furent édifiées.

A Sabadell, les ouvriers s'emparèrent de pièces d'artillerie, et là, la répression fut particulièrement sévère, avec trente-deux morts officiellement reconnus et trente à Bilbao ; dans la zone minière des Asturies, où la grève dura encore deux mois, on ne put parvenir à les décompter.

Les cheminots restèrent en grève 37 jours durant.

Des ouvriers emprisonnés furent exécutés dans une prison de Barcelone ; plus de 2 000 ouvriers se retrouvèrent en prison et plus de 6 000 cheminots furent l'objet de représailles de la part de la compagnie propriétaire.

III. 1917 : la bourgeoisie tente sa chance

1. La CNT s'accroche au PSOE, qui s'accroche aux républicains bourgeois qui s'enfuient

La CNT fut l'âme d'une grève générale CNT-UGT d'août 1917, qui fut massivement suivie dans toute l'Espagne pour des objectifs qui n'étaient pas ceux des grévistes et causa des centaines de victimes ouvrières dans toutes les provinces.

L'ingénuité des chefs de cette grève, racontée par Manuel Buenacasa lui-même, haut dirigeant de la CNT, était telle qu'ils pensaient que les ardents tribuns bourgeois disposaient d'armes que les ouvriers vinrent demander pour réaliser les objectifs supposés de la grève, ce que voyant, le radical Lerroix s'enfuit en France grâce à une complicité policière.

Le journal républicain *La Lucha* ("La Lutte"), de Barcelone, reprenait ses activités en publiant un article intitulé "Qu'attend le roi ?", qui se terminait ainsi : "Les rois, a dit Voltaire, doivent savoir d'instinct mettre officiellement fin à leur règne pour éviter au pays le douloureux moment où sont liquidés en même temps la royauté et le roi."

Une grève générale menée dans l'impasse de la "révolution démocratique"

Cette grève dura jusqu'au 18 août, vaincue non par la répression, mais plutôt par un manque absolu de direction et par la défection des chefs politiques du PSOE, entêtés à chercher l'appui des chefs politiques républicains qui se défilèrent dès qu'ils virent les ouvriers prendre au sérieux les mots d'ordre de changement de société. De plus, il manqua cruellement l'appel aux ouvriers agricoles, superbement ignorés par les dirigeants du mouvement, alors que ces ou-

vriers commençaient à manifester aux côtés du prolétariat industriel cette maturation politique révolutionnaire qui devait prendre toute son ampleur à peine quelques mois plus tard.

Indalecio Prieto, député du PSOE de Bilbao, devant le forcing des forces conservatrices, aurait eu au Parlement une phrase, rapportée par M. Buenacasa, qui semble bien correspondre à quelque chose de réel : *“Il est vrai que nous avons donné des armes au peuple et que dans cette lutte nous aurions pu vaincre, mais nous ne lui avons pas donné de munitions. De quoi vous plaignez-vous donc ?”*

Une “révolution démocratique” au compte de la bourgeoisie

Les dirigeants du PSOE combattant pour une “révolution démocratique” utilisèrent les forces ouvrières pour cette révolution au compte de la bourgeoisie, dont ils espéraient qu’elle se porterait candidate au pouvoir à la faveur de la grève générale.

Besteiro, l’homme de confiance de Pablo Iglesias, aurait ces mots révélateurs aux Cortès un an plus tard : *“Nous avons été contraints de faire la grève générale, bien que nous la considérions insuffisamment préparée, pour deux raisons : la classe ouvrière avait évolué, mais non les personnes qui devaient se charger de former le gouvernement provisoire.”*

Pur menchevisme version 1905.

Outre les spéculations des dirigeants ouvriers, CNT comprise, sur d’hypothétiques réformateurs et sur des Juntas de défense, outre les zigzags tactiques, il apparaissait surtout que même une “révolution démocratique” était inconcevable sans la participation des masses paysannes (plus d’un million et demi d’ouvriers agricoles dans les latifundia et plusieurs millions de paysans parcelnaires).

L’armée, encensée par toutes les forces dominantes, affirmait son rôle prédominant dans la vie du pays à travers les Juntas de défense tant appréciées dans les cercles républicains pour leur modernisme ; elles réclamèrent que les

ouvriers jugés pour faits de grève soient jugés par l’autorité militaire, faisant ainsi bien savoir au monarque qu’elles n’avaient rien à voir avec le conflit.

La théorie du “piège” tendu par le gouvernement

Tuñón de Lara n’est pas le seul à considérer que les masses espagnoles se laissèrent piéger dans une bataille frontale contre l’Etat alors que les masses paysannes n’étaient pas mobilisées comme elles le seront en 1918. Cela n’est pas d’ailleurs totalement exact, puisque déjà Huelva avait connu d’importantes grèves paysannes ; mais de plus, même dans le nouvel assaut gréviste de 1918, à son congrès le PSOE n’aura aucune revendication sérieuse concernant les vieilles structures agricoles dont la contradiction avec la croissance des forces productives était arrivée à un point maximal de tension.

En l’absence d’un prétendant sérieux au pouvoir, la bourgeoisie catalane continuait d’avancer ses pions en rejetant sur le sectarisme du gouvernement la responsabilité du conflit et ses conséquences, et redemandait la convocation d’une Assemblée constituante ; mais au premier froncement de sourcil du gouvernement, Lerroix courut se réfugier en France et ses amis se hâtèrent de se déclarer étrangers à la grève.

Les membres du comité de grève furent condamnés à la perpétuité et, dans tout le pays, de lourdes peines furent prononcées contre les dirigeants du mouvement.

2. Les fissures du régime monarchique

A la campagne, les effets combinés de la rareté des produits et de l’inflation se firent sentir dès le début de 1918 avec des luttes paysannes d’une grande ampleur et d’une grande violence, alors que leur intensité lors des grandes grèves urbaines et industrielles de 1916-1917 fut plutôt moindre.

Un immense meeting républicain pour l’amnistie des emprisonnés de Car-

thagène se tient à Séville. Aux élections du début de 1918, malgré les abstentionnistes de la CNT, le PSOE gagna cinq élus supplémentaires, dont les quatre dirigeants du comité de grève emprisonnés à Carthagène, triomphalement élus, signe plus qu'évident de la mobilisation des couches populaires en faveur des ex-dirigeants de la grève générale d'août.

Une énorme campagne pour l'amnistie se développe dans tout le pays, qui connaît par ailleurs le plus fort décalage prix-salaires de la période, provoquant d'impressionnantes manifestations qui se heurtaient à la Garde civile et au cours desquelles on commençait à entendre des vivats à la révolution russe.

Au même moment, les employés des postes s'étaient mis en grève, ils constituèrent leurs comités. A la mi-mars, au bout de trois semaines de grève, le gouvernement procède à la militarisation du corps, provoquant la riposte solidaire des syndicats ouvriers, et, incapable de régler la situation, le gouvernement démissionne.

Une monarchie au bout du rouleau

Sans gouvernement, le roi va utiliser un expédient révélateur de l'état de décomposition du régime : il convoque au palais pour entretien privé, une par une, toutes les personnalités qu'il veut voir dans son gouvernement. Il les réunit et les menace de quitter le pays s'ils ne le constituent pas immédiatement.

La grève des employés des postes s'achève, mais non la campagne pour l'amnistie, qui prendra de plus en plus d'ampleur, au point qu'en mai, à Madrid, des dizaines de milliers de personnes défileront pour demander la libération des emprisonnés de Carthagène.

Le nouveau gouvernement finit par céder et, fin mai, les quatre députés ouvriers occupaient leur siège au Congrès. Lors de leur libération, l'un d'eux en attribuera la cause, pour une part non négligeable, au choc provoqué par l'annonce du triomphe de la révolution russe.

Quelques jours après, un scandale majeur éclata

Quelques jours après, un scandale majeur éclata : il fut prouvé que le tristement célèbre chef de la police de Barcelone informait l'état-major allemand du mouvement des bateaux, ce qui permit à ce dernier de torpiller et d'envoyer par le fond quatre navires marchands espagnols. Une enquête fut promise par le gouvernement.

Un événement d'apparence mineur

Un événement d'apparence mineur, mais lourd de sens, montre bien que la constitution des Juntas de défense eut une conséquence inattendue dans l'armée, où elle accentua les phénomènes de dislocation du régime.

A l'image des *Juntas de Defensa* des officiers, les sous-officiers de l'armée espagnole constituèrent une *Unión de Clases de Tropa* ("Union des caporaux, sergents et sergents-chefs"), qui demanda à être reconnue. Considérée comme subversive et après que l'on eut consigné les troupes, il fut procédé à la dissolution des ces juntas dirigées par des sous-officiers, sans que, par ailleurs, aucun de tous ceux qui s'étaient réjouis de l'apparition des juntas des officiers ne s'émeuve de la disparition d'une junta de sous-officiers.

La répression ne parvenait pas à faire taire les revendications portées par des manifestations toujours aussi combatives et combattues, non seulement dans les grands centres industriels, mais également dans des villes comme Castellón, Murcia, Pamplona, Lugo, Jerez.

L'Assemblée des parlementaires

Le patronat s'organisait, et, après la constitution en 1914 du Congrès des fédérations patronales, il créait le Secrétariat de la Ligue patronale.

En Catalogne, les libéraux et bourgeois catalanistes de la *Lliga Regionalista* tenaient le haut du pavé, recherchant une certaine autonomie favorable à leurs intérêts de classe, et en alliance, si né-

cessaire, avec le gouvernement de Madrid.

Les "républicains" bourgeois Alejandro Lerroux et Francesc Cambó voulaient un mouvement révolutionnaire à leur goût, qu'ils ne pouvaient mettre en branle par leurs seules forces, mais qu'ils tentèrent de lancer à travers une alliance avec le PSOE et la CNT via ce dernier.

Le catalaniste Cambó annonça que, malgré la suspension des garanties constitutionnelles, les parlementaires de la *Lliga Regionalista* inviteraient tous les députés et sénateurs d'Espagne à une réunion, dont le but avoué était de faire pression sur l'Etat ; une première réunion eut lieu à Barcelone, qui rassembla tous les élus, sauf les monarchistes. Leurs conclusions furent qu'ils souhaitaient la convocation immédiate des Cortès en formation constituante, afin d' "*obtenir un régime de pleine autonomie et de transformer l'organisation de l'Etat sur la base d'un régime d'autonomies (régions autonomes)*" pour enfin régler les problèmes qui font obstacle à la vie économique du pays.

Un ultimatum adressé au roi

Un délai de quinze jours était donné au gouvernement pour répondre favorablement, faute de quoi ils convoquaient l'Assemblée nationale des parlementaires. La réponse fut un refus brutal accompagné de la fermeture de quatre journaux. Sollicitées, les Juntas de défense se déclarèrent neutres dans cette affaire de partis.

A la réunion nationale vinrent 101 parlementaires de toute l'Espagne sous la protection de la population occupant

les rues d'une Barcelone militairement occupée. La Garde civile vint arrêter les présents réunis en conclave dans un grand restaurant, avec tous les honneurs dus à ces éminents personnages, lesquels furent aussitôt relâchés à la sortie du restaurant sous les ovations de la foule.

Les directions ouvrières se refusent à rompre avec les partis bourgeois

La CNT maintint ses relations avec la direction républicaine, même après la pantalonnade de la réunion dispersée sans effort par la police. Le PSOE, de son côté, essayait de toutes ses forces de maintenir la CNT dans une alliance avec l'Assemblée des parlementaires, qualifiée de "contre nature" par Manuel Buenacasa, haut responsable de la CNT. Quoi qu'il en ait été, on voit que la bourgeoisie tente d'imposer son pouvoir direct. Mais il est trop tard, la classe ouvrière et les couches opprimées ne lui en donnent ni le temps ni les moyens.

Les plus audacieux dans cette bourgeoisie (Ortega y Gasset, Manuel Azaña, Ramiro de Maeztú, Salvador de Madariaga, Fernando de los Ríos, Américo Castro et d'autres) étaient essentiellement de brillants intellectuels "républicains", écrivains de renom pour certains, qui constituaient des revues et des groupes d'éducation politique délivrant de précieux et judicieux conseils que personne ne recueillait, car la seule possibilité d'une révolution bourgeoise avait été étouffée dans l'œuf en 1868.

(Fin dans le prochain numéro)

Roland Corominas

**La législation
soviétique
(décembre 1917-
décembre 1918)
(deuxième partie)**

Nous publions ci-après trois textes de décisions prises par les bolcheviks au pouvoir. Les deux premières, prises au lendemain de la prise du pouvoir, définissent deux axes de leur politique :

— L'annulation des emprunts que le régime tsariste avait souscrits à tout va à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, et dont les révolutionnaires avaient annoncé que s'ils prenaient le pouvoir, ils ne les rembourseraient pas.

En octobre 1906, le Bureau socialiste international avait lancé un appel contre ces emprunts.

Jaurès les avait dénoncés dans *L'Humanité*.

— La transformation des entreprises travaillant pour la guerre (fabrication d'armes) en entreprises travaillant pour les besoins de la population.

La guerre civile déchaînée par les partisans de la propriété privée et de la poursuite de l'engagement de la Russie dans la guerre entrave l'application de cette deuxième décision.

En subordonnant tout à la lutte pour défendre la révolution menacée de toute part, elle ruine et affame le pays, et débouche entre autres sur le rationnement extrêmement sévère d'un ravitaillement de misère, dont les mesures prises à Petrograd donnent une image.

Pour la démobilisation des entreprises

A tous les travailleurs de Russie

Camarades !

Le Conseil des commissaires du peuple considère qu'il est de son devoir de porter à votre connaissance la situation réelle de l'industrie russe à l'heure présente. Depuis déjà presque trois ans et demi, l'immense majorité des usines travaille essentiellement pour les besoins de l'armée. Par ailleurs, ni le gouvernement tsariste ni aucun des gouvernements bourgeois n'ont pris la peine d'élaborer un plan de passage de l'industrie de guerre à une industrie civile (plan de reconversion), car tous ces gouvernements avaient l'intention de mener une guerre sans fin.

Aujourd'hui, conformément à la volonté des conseils de députés ouvriers, paysans et de soldats, le gouvernement ouvrier et paysan de Russie a conclu avec les grandes puissances européennes un armistice qui se transformera probablement bientôt en paix démocratique pour tous les peuples d'Europe. Il va de soi que fabriquer maintenant des équipements militaires serait un gaspillage inutile de travail et de biens. Ainsi, camarades, il faut cesser immédiatement une telle production et passer à celle d'objets nécessaires à la vie de tous les jours, dont notre pays a tant besoin. Mais

une telle transformation n'est immédiatement possible que dans certaines usines, parce que beaucoup d'autres ne sont adaptées qu'aux besoins de l'armée, et leur reconversion exige du temps et des moyens.

Pour alléger le sort des ouvriers qui, employés dans de telles usines, ne pourraient trouver immédiatement un autre travail dans le secteur civil, le Conseil des commissaires du peuple, dans l'attente de l'élaboration d'un plan général de reconversion, prescrit à toutes les institutions et individus concernés d'exécuter les décisions obligatoires suivantes :

1. Dans toutes les entreprises où le travail à des fins civiles est possible et au fur et à mesure de la démobilisation de l'armée et de l'arrière, celui-ci doit se faire aussi intensivement que possible, jusqu'au travail en trois huit (si les conditions de production le permettent).

2. Pour compléter les effectifs insuffisants dans de telles entreprises, les Bourses du travail doivent accorder la préférence aux ouvriers libérés des entreprises qui travaillent encore pour l'armée.

3. Les travaux exécutés à des fins militaires doivent l'être pour achever des projets en cours. Ainsi, les projectiles d'artillerie déjà usinés doivent être terminés. Mais on ne doit pas procéder à l'estampage de nouveaux projectiles, même si l'usine avait déjà effectué les travaux préparatoires. La décision quant aux travaux qui relèvent du présent arrêté

appartient au conseil local des députés ouvriers et soldats, en accord avec l'organe local de contrôle ouvrier. Dans les cas douteux, la question est tranchée par le commissariat du peuple à l'Industrie.

4. Tous les individus qui ont cessé de travailler pour l'armée sont considérés, en ce qui concerne leur appel sous les armes, comme en congé pour une durée de trois mois. Ceux qui sont embauchés comme ouvriers dans l'industrie minière, les entreprises de transport, les usines métallurgiques, les fabriques de matériel agricole, de travail du cuir, de fabrication de chaussures, de tissus (sauf la soie) bénéficient, de surcroît, du sursis accordé jusque-là au personnel des usines de guerre.

5. Dans les usines où l'on achève les travaux mentionnés au point 3, le temps de travail peut être réduit sur décision du collectif des ouvriers de l'entreprise en diminuant soit le nombre de jours travaillés, soit la durée quotidienne du travail, avec réduction correspondante du salaire mensuel ou horaire.

6. Compte tenu du danger de chômage qui menace avec l'arrêt des usines de guerre, les comités d'usines et les syndicats doivent considérer comme une question urgente et une nécessité impérieuse de prendre les mesures les plus énergiques pour trouver du travail, organiser le déplacement d'ouvriers dans l'Oural, dans le nord, etc., et donc de nouer les liens nécessaires avec les institutions correspondantes.

7. Les organes locaux de contrôle ouvrier doivent rendre compte de la mise en œuvre des arrêtés précités au Soviet panrusse de contrôle ouvrier, qui trans-

mettra régulièrement ces informations au Conseil de l'économie.

**Le Conseil des commissaires
du peuple,
9 décembre 1917**

La question de la reconversion de l'industrie a été posée par Lénine à la réunion du Conseil des commissaires du peuple du 27 novembre (10 décembre). En même temps, Lénine a fait la proposition de l'organisation d'une commission spéciale pour mettre en œuvre une politique socialiste dans les domaines financier et économique. Un des points de la proposition de Lénine adoptée par le Conseil des commissaires du peuple était le suivant : *"Envoyer deux ou trois ingénieurs au Conseil spécial de la défense pour élaborer et contrôler le plan général de reconversion de l'industrie."* Deux jours plus tard, cette question s'est posée concrètement pour les usines qui travaillaient pour la flotte. L'arrêté sur cette question a été rédigé par Lénine. Cet arrêté proposait l'organisation immédiate de commandes *"susceptibles d'être transmises aux usines employées à l'équipement et aux réparations de la flotte militaire"*. Lénine accordait une urgence particulière à la production de matériel agricole, à la production et à l'entretien des locomotives. Le Conseil des commissaires du peuple a adopté cet arrêté le 9 (21) décembre.

**(Dekrety Sovietskoi Vlasti, tome 1,
pp. 196 à 198)**

Finances : annulation des emprunts

Décret du 8-21 janvier 1918 sur l'annulation des emprunts

*(Journal du gouvernement
des ouvriers et des paysans,
23 janvier 1918, n° 20)*

Le Conseil des commissaires du peuple a approuvé, à la date du 1^{er} janvier, le décret suivant sur l'annulation des emprunts d'Etat.

1. Tous les emprunts d'Etat conclus par les gouvernements des propriétaires et bourgeois russes sont annulés à partir du 1^{er} décembre 1917. Les coupons de décembre des emprunts mentionnés ne sont pas susceptibles de paiement.

2. Sont également annulées toutes les garanties données par les gouvernements cités relativement aux emprunts des différentes entreprises et institutions.

3. Tous les emprunts étrangers, sans exception et sans conditions, sont annulés.

4. Les bons à court terme et les séries de la trésorerie d'Etat restent en vigueur. Les intérêts qu'ils comportent ne doivent pas être payés et les obligations elles-mêmes ont cours à l'égal des billets de banque.

5. Les citoyens peu fortunés, possédant des titres des emprunts d'Etat annulés pour une somme inférieure à 10 000 roubles (valeur nominale), reçoivent une rente annuelle se montant à la somme des intérêts des titres leur appartenant.

6. Les citoyens possédant des titres des emprunts annulés pour une somme supérieure à 10 000 roubles ne reçoivent aucun dédommagement lors de l'annulation des titres leur appartenant.

7. Les dépôts des caisses d'épargne nationales et leurs intérêts sont intangibles. Toutes les obligations des em-

prunts annulés, appartenant aux caisses d'épargne, sont inscrites au grand livre de la dette de la République paysanne ouvrière russe.

8. Les coopératives, les administrations locales et toutes les institutions démocratiques ou utiles au point de vue général possédant des obligations des emprunts annulés reçoivent des compensations déterminées par un règlement élaboré par le Conseil supérieur de l'économie nationale et les représentants de ces institutions, s'il est démontré que ces obligations ont été acquises antérieurement à la publication du présent décret.

Remarque : Les organes locaux du Conseil supérieur de l'économie nationale sont chargés de définir le caractère d'utilité sociale ou démocratique des institutions mentionnées.

9. La liquidation des emprunts d'Etat est confiée au Conseil supérieur de l'économie nationale.

10. Les opérations relatives à la liquidation sont effectuées par la banque de l'Etat, qui doit dresser immédiatement la liste des obligations des emprunts appartenant aux différents propriétaires, de même que la liste des autres titres susceptibles ou non d'annulation.

11. Les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans forment, d'accord avec les conseils locaux de l'économie nationale, des commissions chargées d'établir la liste des citoyens appartenant à la classe des peu fortunés.

Ces commissions ont le droit d'annuler toutes les économies acquises en dehors du travail personnel, même dans le cas où ces économies ne dépassent pas la somme de 5 000 roubles. Ce décret est porté à l'examen du comité central exécutif.

**Le secrétaire
du Conseil des commissaires
du peuple : N. Gorbounof**

Ravitaillement, organisation et approvisionnement

Règlement concernant la répartition des citoyens de la ville de Petrograd en catégories alimentaires à partir du 1^{er} janvier 1919

(Commune du Nord,
20 décembre 1918, n° 184)

1. Toute personne ayant droit à une carte de 1^{re} ou de 2^e catégorie est tenue de présenter à la section statistique du sous-rayon un certificat indiquant le lieu du service, le genre d'occupations ou tout autre motif légitimant le droit à une carte d'une des catégories supérieures (âge pour les enfants, etc.). Ne seront valables que les certificats délivrés : 1. Aux ouvriers, par les comités de fabriques ou d'usines, ou par les unions professionnelles. 2. Aux employés des institutions publiques, par les mêmes institutions. 3. A tous les autres employés et aux personnes exerçant des professions libres, par les unions professionnelles. 4. Aux agents responsables des institutions des soviets, par les collègues dirigeants sous deux signatures au moins. 5. A tout le personnel soignant les malades des sections contagieuses des hôpitaux et des ambulances, par le médecin-chef de l'hôpital ou de l'ambulance. 6. Au personnel armé du service de garde, par le commandement de cette garde. 7. Aux ouvriers sans travail membres d'unions professionnelles, par ces unions, et à ceux qui ne sont pas inscrits dans les unions, par les comités d'usine ou par l'institution où le sans-travail a été occupé en dernier lieu ; dans le dernier cas,

la présentation de la carte d'enregistrement à la bourse du travail est de rigueur. 8. A la jeunesse scolaire, par la direction de l'école. 9. Aux femmes nourrices ou enceintes (à partir du 5^e mois), par les médecins publics, c'est-à-dire par un médecin employé au service de l'Etat. 10. Aux invalides militaires, par les organes de l'assurance sociale, et aux invalides en général, par les médecins publics, la mesure d'incapacité au travail devant être signalée dans le certificat. 11. Aux ménagères ayant droit à la 1^{re} catégorie, aux enfants, aux mineurs, aux membres de la famille portés dans la 2^e ou la 3^e catégorie par le comité des pauvres de la maison. 12. Dans tous les cas non prévus ci-dessus, par le comité des pauvres de la maison, avec légalisation nécessaire du certificat par le soviét du rayon.

Remarque : Les certificats des unions professionnelles ne sont valables que si ces unions sont représentées au Conseil des unions professionnelles.

2. Les certificats seront obligatoirement délivrés sur les formules établies par le commissariat de l'Alimentation.

3. Le classement dans la 1^{re} et dans la 2^e catégorie sera fait dans les organes alimentaires du sous-rayon, par des personnes spécialement désignées.

4. Pour application plus uniforme dans toute la ville de Petrograd de la nouvelle liste des catégories alimentaires, il ne sera procédé à la répartition des citoyens dans la 1^{re} ou la 2^e catégorie, dans les organes alimentaires des sous-rayons, que sous le contrôle immédiat de la commission pour la mise en pratique du rationnement par classes ; les indications de cette commission seront obligatoires pour les organes des services alimentaires.

5. Tous les certificats délivrés conformément aux règles en vigueur doivent

être remplacés par de nouveaux dans le délai fixé par la section statistique.

6. Les personnes n'ayant pas droit à la 1^{re} ou à la 2^e catégorie, ou qui n'auront pas présenté de certificat, recevront des cartes alimentaires de la 3^e catégorie.

Liste des catégories alimentaires par professions

PREMIÈRE CATÉGORIE

1. Travaux de force.

2. Femmes nourrices et enceintes (depuis le 5^e mois). Femmes ménagères sans domestique dans les familles comptant trois membres au moins. Ménagères ayant à soigner un consommateur incapable de travailler (estropié, enfant ou vieillard de plus de 55 ans)

3. Enfants de 1 à 13 ans.

4. Tout le personnel armé du service de garde des institutions et bâtiments sociaux et publics, dans le cas où ils ne reçoivent pas de traitement en nature.

5. Invalides militaires et invalides du travail ne se trouvant pas dans des asiles ou des hospices ; personnes âgées de plus de 55 ans.

6. Toutes les personnes employées dans les hôpitaux et ambulances pour contagieux.

DEUXIÈME CATÉGORIE

1. Tous les salariés en général.

2. La jeunesse scolaire.

3. Les mineurs de 12 à 16 ans.

TROISIÈME CATÉGORIE

1. Personnes employant la main-d'œuvre salariée.

2. Personnes vivant du revenu du capital ou d'entreprises de toutes dénominations.

3. Personnes exerçant des professions libres (juristes, médecins, hommes de lettres, etc.) et tous les citoyens ne répondant pas aux conditions des deux premières catégories.

Remarque : 1. Les agents responsables des institutions des soviets tra-

vaillant sans limitation de la journée de travail ou sans rémunération des heures supplémentaires reçoivent des cartes de la 1^{re} catégorie contre certificats du collège dirigeant. 2. Les enfants au-dessous d'un an reçoivent une carte de lait au lieu de la carte de pain. 3. Les sans-travail jouissent des droits égaux à ceux des travailleurs. 4. Les membres des familles des personnes des deux premières catégories reçoivent des rations de la 2^e catégorie, à moins qu'ils n'aient personnellement droit à la catégorie supérieure.

Instructions pour l'application de la liste des catégories alimentaires par professions

1^{re} catégorie, § 3. — Les enfants de 1 à 12 ans sont subdivisés en plusieurs catégories d'âge et reçoivent des cartes qui leur facilitent l'acquisition de produits particulièrement nécessaires au développement de l'organisme infantile.

1^{re} catégorie, § 5. — On sous-entend sous la dénomination générale d'invalides toutes les personnes ayant perdu 50 pour 100 au moins de leur capacité de travail, quelle qu'en soit la cause (estropiés de naissance ou par accident, etc.).

1^{re} catégorie, § 6. — Est visé par cet alinéa tout le personnel soignant les malades dans les sections contagieuses des hôpitaux et autres institutions analogues.

2^e catégorie, § 2. — Ne sont compris sous la dénomination de jeunesse scolaire que les élèves des établissements du commissariat de l'Instruction publique. Les personnes qui suivent tels ou tels cours spéciaux ne peuvent se réclamer de ce paragraphe.

3^e catégorie, § 1. — On ne sous-entend sous la dénomination de personnes employant la main-d'œuvre salariée que celles qui exploitent le travail salarié pour réaliser des bénéfices.

3^e catégorie, § 3. — Les personnes exerçant des professions libérales sont classées dans la 2^e catégorie lorsqu'elles sont inscrites comme membres d'unions professionnelles représentées au Conseil des unions professionnelles.

1^{re} catégorie, § 2, et 2^e catégorie, remarque 4. — La ménagère est comptée dans le nombre des membres de la famille.

Explication à la remarque 1. — Sont compris sous la dénomination d'agents responsables des institutions des soviets tous les administrateurs responsables tels que : administrateurs d'institutions, secrétaires généraux, directeurs de bureaux et sections autonomes relevant de tel ou tel ressort, en un mot toutes les personnes dont les emplois sont compris dans le premier groupe (décret du Conseil des commissaires du peuple concernant la rémunération du personnel des institutions des soviets, les *Izvestia*, 18 octobre 1918, n° 227). Les spécialistes de toute sorte touchant des traitements majorés ne sont pas considérés comme agents responsables et n'ont conséquemment aucun droit aux cartes de la première catégorie.

La présente liste sera mise en vigueur, sans aucune exception, à partir du 1^{er} janvier 1919.

Pour le commissaire à l'Alimentation :
A. Legkich

Le secrétaire général : N. Hamilton

**Radiogramme adressé
à tous les comités
alimentaires
de gouvernements,
à tous les communistes
travaillant
dans les localités
pouvant fournir du pain**

**(Commune du Nord,
20 décembre 1918, n° 184)**

Le commissariat populaire de l'Alimentation a enjoint à tous les comités alimentaires de gouvernements, par son télégramme n° 8320, du 10 décembre,

signé "*Brukhanof*", de recommencer immédiatement l'envoi à Petrograd de trains alimentaires directs.

Cependant, pas un seul train n'est arrivé jusqu'à présent.

Petrograd souffre déjà de la faim. Il est à la veille des jours les plus durs.

La famine ne peut être justifiée par le manque de pain en province. Ce n'est pas le pain qui manque, c'est qu'on songe trop peu à Petrograd. Nous nous trouvons déjà dans une situation analogue à celle de l'hiver dernier : les conditions d'existence à Petrograd sont devenues actuellement extrêmement difficiles.

Le conseil de Petrograd vous adresse, camarades, la prière que voici : faites tout ce qui est humainement possible, sans perdre la moindre seconde, pour expédier incessamment des trains directs à Petrograd.

Le président du conseil de Petrograd :
G. Zinoviev

**Rations de pain
pour la population
du gouvernement
de Petrograd**

**(Commune du Nord,
21 décembre 1918, n° 185)**

RATION RENFORCÉE :
TROIS QUARTS DE LIVRE

Ouvriers occupés à la coupe des bois, à l'extraction de schistes combustibles ou de la tourbe. Ouvriers des usines : d'Ijora, de Schiusselbourg, de Sestroretsk. Aliénés de la maison de santé Siworitski.

PREMIÈRE CATÉGORIE :
DEMI-LIVRE

Tous les ouvriers des fabriques et usines. Employés et ouvriers des postes

et télégraphes. Malades hospitalisés dans les hôpitaux, ambulances, infirmeries, hôpitaux d'enfants, asiles de vieillesse. Femmes nourrices. Femmes enceintes de 4 mois. Enfants des ouvriers des usines et fabriques âgés de 3 à 14 ans. Pensionnaires des asiles d'enfants et des internats scolaires. Enfants de l'âge précité des villes, des bourgs et des villages. Personnes exerçant, à titre de métier, des travaux manuels dans les villes. Détenus. Ménagères s'acquittant du travail manuel du ménage (famille de 4 personnes, y compris la ménagère). Employés des institutions des soviets travaillant sans limite d'heures (agents responsables). Arpenteurs, infirmiers, agents d'assurances, personnel enseignant, vétérinaires et tous autres ouvriers qualifiés en service actif.

**DEUXIÈME CATÉGORIE :
UN QUART DE LIVRE**

Travailleurs intellectuels, employés de comptoirs et membres de leurs familles. Elèves de plus de 14 ans. Membres non occupés de travaux manuels du ménage des familles des ouvriers de fabriques et d'usines. Population agricole n'ayant pas d'approvisionnements de réserve. Personnes exerçant des métiers manuels dans les cantons et les villages.

**TROISIÈME CATÉGORIE :
UN HUITIÈME DE LIVRE**

Personnes employant des salariés pour réaliser des bénéfices. Personnes subsistant de leurs ressources ou de revenus de capitaux. Clergé de tous les

cultes. Tous les marchands. Le pain peut être délivré en outre, d'après les normes de la 3^e catégorie, aux réfectoires populaires, pour être servi aux repas, à condition que n'y ait droit d'entrée que la population ouvrière, avec exclusion des autres éléments actuellement admis.

Est aussi autorisée la délivrance de rations supplémentaires, d'après la norme de cette catégorie, dans les réfectoires d'enfants et dans les écoles, pendant les déjeuners chauds. La répartition ci-dessus n'oblige aucunement le commissariat gouvernemental de l'alimentation à délivrer nécessairement le pain ou ses succédanés d'après les normes précitées, lesquelles ne sont destinées qu'à servir de guide pour la répartition de la population en groupements uniformes, travail qu'il importe de faire de toute urgence. Si les quantités de pain fournies par le commissariat se trouvent être insuffisantes pour satisfaire toutes les catégories de consommateurs, il y aura lieu de ne délivrer que des rations réduites, en se conformant, toutefois, à l'ordre de succession des divers groupes adopté pour chaque catégorie dans la liste de répartition ci-dessus, tout en ayant en vue la nécessité de satisfaire pleinement, en tout premier lieu, les besoins de la population ouvrière des fabriques et des usines, ainsi que des établissements d'alimentation publique, et, en second lieu, ceux de la population agricole ne possédant pas de réserves d'approvisionnements.

**Le commissaire à l'Alimentation
du gouvernement de Petrograd**

ДЕКРЕТЫ
СОВЕТСКОЙ
ВЛАСТИ

Anna Pankratova :
La lutte
pour le contrôle
ouvrier

Anna Pankratova (1897-1957), historienne soviétique, a adhéré au Parti socialiste-révolutionnaire en 1917, au lendemain de la révolution de février, puis bolchevique en février 1919. Elle était l'épouse de l'un des dirigeants et des théoriciens de l'Opposition de gauche, Iakovine, liquidé au goulag en 1938. Elle fut accusée en 1944 de "déformation de la ligne marxiste" pour avoir été la rédactrice principale d'une *Histoire de la République soviétique du Kazakhstan* jugée en réalité antirusse. Malgré cela, elle est élue au comité central du PCUS. En 1956, au lendemain du rapport de Khrouchtchev sur "les crimes de Staline" au XX^e Congrès du PCUS, elle anime de nombreuses réunions : en tout, selon son décompte, neuf réunions rassemblant 5 930 présents, qui ont posé 825 questions. Rédactrice en chef de la revue *Voprossy Istorii* ("Questions d'histoire"), elle est attaquée par des partisans de Staline, ainsi que l'historien Bourdjalov, auteur d'articles antistaliniens. La direction du PCUS décide de limoger le comité de rédaction de la revue par une résolution du 9 mars 1957. Pankratova, effondrée, meurt peu après. Le texte publié ci-après est extrait d'une brochure qu'elle publie au lendemain de la révolution sur les comités d'usine, dont l'action est beaucoup moins connue que la bataille pour "*Tout le pouvoir aux soviets*".

“Le contrôle ouvrier écrasa l’autocratie du capital”

CE n’est pas tout de suite que le problème du contrôle ouvrier de la production et de la distribution devint le problème fondamental et définitif de la révolution.

Les tâches économiques de production avaient avancé graduellement avec l’élargissement du cercle vicieux dans lequel la domination anarchique du capital avait mis le pays. Dans les résolutions des premières réunions et conférences ouvrières, l’exigence du contrôle ouvrier, tel qu’il avait déjà été défini à la conférence des comités d’usines de Petrograd (30 mai-5 juin), n’est pas encore avancée. Par exemple, la conférence du 13 mars 1917, qui, pour la première fois, avait unifié les comités d’usines des plus grosses entreprises travaillant pour l’artillerie tombées entre les mains des ouvriers par suite de la fuite de l’administration, déclara que les ouvriers n’accepteront pas d’assumer la responsabilité de l’organisation technique administrative et économique de la production tant que ne sera pas réalisée la complète socialisation de toute l’économie étatique et privée.

La normalisation des rapports capital-travail

A ce moment, l’attention principale des organisations ouvrières était fixée sur la normalisation des rapports capital-travail, sur la nécessité de créer une administration ouvrière autonome. “*En ce*

qui concerne les rapports capital-travail et les règlements intérieurs de l’usine, dit la résolution de la même conférence, les ouvriers forment une organisation démocratique avec des comités élus par toute l’usine et par les corporations particulières dans le but de défendre les intérêts du travail.” Quand l’administration principale du département d’artillerie refusa, sous menace de lock-out, les revendications des ouvriers, ceux-ci répondirent : “*Les ouvriers ne travailleront pas dans les conditions de l’ancien régime.*”

Dans le premier document élaboré par le soviet de Petrograd sur les tâches des comités d’usines, on ne trouve pas un mot sur le contrôle ouvrier ni sur les fonctions économiques desdits comités. Ces tâches se limitaient “*à la solution des questions touchant les relations entre les ouvriers et les patrons ou leur administration*”.

Cependant, la vie élargit les limites préconçues et posa des problèmes nouveaux et plus complexes.

La production avait été ruinée au cours de trois ans de guerre

La production avait été ruinée au cours de trois ans de guerre, 40 à 50 % des valeurs matérielles du pays avaient disparu. La désorganisation de la production, la diminution du rendement du

travail, la faillite des finances, la désagrégation des transports, la crise alimentaire, le chômage grandissant, la paupérisation des masses travailleuses, tels étaient les symptômes de la proche catastrophe économique et de la ruine du pays. La politique économique destructrice de la bourgeoisie réagissant par peur du prolétariat contre toute tentative de normaliser la production n'avait fait que hâter sa décomposition.

L'ouvrier avait découvert un intérêt plus profond et plus vital dans le travail ininterrompu. Heureux de produire, sa pensée et son énergie se tournaient avec une insistance grandissante vers le maintien économique de l'activité de son usine. Cette identification avec le rétablissement avait commencé par la mise en place d'une garde chargée de surveiller les entrées et sorties des produits. Ce contrôle embryonnaire portait un caractère occasionnel. Il était dicté avant tout par l'instinct de conservation. Cependant, même les premières formes de contrôle rencontrèrent la résistance du capital. Celui-ci y voyait la réduction de son pouvoir et ne pouvait pas l'accepter. Une lutte s'engagea déjà autour de ces premières tentatives.

Intervention des comités ouvriers lors de l'embauche et du licenciement

Les ouvriers substituèrent aux postes de garde le contrôle jugé indispensable par les règlements intérieurs. Dès lors, les contradictions des relations capitalistes se révélèrent à eux avec une clarté impitoyable. Le passage du contrôle passif au contrôle actif était dicté par la même logique de conservation.

L'intervention des comités ouvriers lors de l'embauche et du licenciement fut le premier échelon vers l'ingérence active des ouvriers dans le processus de la production. C'est pourquoi les capitalistes opposèrent une telle résistance. Plus tard, le passage vers les formes supérieures du contrôle technique et financier devint inévitable.

Cela plaça le prolétariat devant un nouveau problème : la prise du pouvoir, le rétablissement de nouveaux rapports de production, la dictature économique et politique du prolétariat.

Le contrôle ouvrier, devenu entre les mains des ouvriers un lourd marteau, écrasa l'autocratie du capital dans le pays et à l'usine. Cette tâche mit fin au rôle historique de la bourgeoisie.

Ces traits généraux du développement du contrôle ont été confirmés par les faits.

Au cours de sa lutte opiniâtre contre la classe ouvrière, la bourgeoisie accusa celle-ci d'avoir des "*exigences excessives*" et de désorganiser la vie industrielle du pays. La presse bourgeoise dépeignait la classe ouvrière comme la seule coupable de la ruine économique.

La hausse des prix

Cependant, les faits prouvent le contraire. L'ouvrier, il est vrai, s'efforçait, grâce à la révolution, de maintenir son maigre budget au niveau du temps de paix ; mais il n'y réussissait guère. Voici les chiffres de la Bourse du travail publiés par la presse en décembre 1917 : de février à octobre, la hausse des salaires des ouvriers moscovites a atteint en moyenne 53 % et, dans quelques cas isolés, 100 %. Pendant le même laps de temps, les prix des produits de première nécessité ont augmenté en moyenne de 112 % ; pour le pain de seigle, la hausse fut de 150 %, pour les pommes de terre, de 175 %, pour les vêtements et les chaussures, de 170 % ; de plus, au début de la révolution, le retard des salaires sur les prix était inférieur à ce qu'il devint ensuite, surtout lorsque la résistance du capital augmenta sa pression pour obtenir une baisse des salaires.

Les capitalistes préfèrent fermer les portes

Voyons maintenant l'état de l'industrie pendant cette période. De mars à

juillet, 568 entreprises furent arrêtées, occupant 104 372 ouvriers, dont 53 500 travaillaient dans 49 grosses entreprises de cotonnades. Cause de fermeture : manque de matières premières et de combustible pour 367 entreprises, soit 82 882 ouvriers ; absence de commandes pour 47 des plus petites d'entre elles, soit 3 896 ouvriers. Les "exigences excessives" et "les malentendus avec les ouvriers" causèrent seulement 57 cas de fermetures d'entreprises occupant moins de 10 000 ouvriers. Les usines travaillant pour l'intendance de guerre furent les plus atteintes. Privées de fournitures, mais gardant d'énormes bénéfices, les capitalistes préférèrent fermer les portes plutôt que d'investir leurs capitaux afin de rééquiper.

Les industriels "patriotes" tentèrent de fermer les usines qui travaillaient pour la défense dès qu'elles cessèrent de leur donner des superbénéfices. Ce fut le cas de Goujon, Bari, Bramley à Moscou, de l'usine de construction de locomotives à Kharkov, des usines Maltsev ("à la suite de la révocation arbitraire de l'administration par les ouvriers à l'usine de Ditkov"). Au Donbass, 77 entreprises furent arrêtées. Le sabotage et le lock-out devinrent un système. Le célèbre "sabotage de Likinsk" peut être considéré comme une manifestation typique. Le propriétaire, l'ancien contrôleur d'Etat Smirnov, arrêta les usines, prétendument faute de combustible et évoquant l'urgence de réparation des machines. Cependant, l'enquête de la commission spéciale du conseil d'usine fit savoir qu'il restait du charbon pour trois mois et que les machines avaient seulement besoin de réparation courante. Le comité d'usine s'adressa à tous les organes créés par la révolution et aucun ne fut capable de l'aider dans sa lutte contre le sabotage du patron et d'obliger ce dernier à faire remettre en marche. Même le ministre du Travail admit devant les représentants des ouvriers de la manufacture de Likinsk qu'il s'agissait d'un "phénomène général" et il ne proposa aucune issue à la situation. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Paltchinski, proposa de résoudre le conflit relatif au retour des administrateurs congédiés à l'aide d'une

commission paritaire, suggestion acceptée par le patron.

Ainsi fut démasqué aux yeux des ouvriers le lock-out dissimulé et le sabotage de Smirnov, qui était à cette époque président du comité des industries de guerre de Moscou et membre de l'organisation patronale des filateurs de coton. Derrière lui se tenait tout le capital organisé de la région industrielle de Moscou, celui qui dictait la politique de sabotage. Même le pouvoir d'Etat était sans force devant lui, car, au lieu de diriger des poursuites contre les saboteurs, il proposait de se réconcilier avec eux dans une commission paritaire. Il est évident que les ouvriers n'avaient qu'une seule issue possible : prendre la production en main.

La politique de sabotage et de lock-out des industriels

La politique de sabotage et de lock-out des industriels cotonniers de la manufacture de Likinsk s'étendit à toute la région centrale et amena les ouvriers du textile à la grève générale.

Pour combattre le lock-out dans cette branche fut convoquée les 16 et 17 juin une conférence des comités d'usines des 164 entreprises textiles de la région industrielle centrale, partiellement ou entièrement soumises à l'action destructrice de la "politique de Likinsk".

"Le prolétariat du textile a très bien compris le plan des patrons qui ont recours au sabotage et au lock-out pour porter un coup aux intérêts essentiels de la classe ouvrière", déclara la conférence, qui appela à répondre coup pour coup par la résistance unanime (1).

Le "plan" fut effectivement compris par toute la classe ouvrière. Le prolétariat se trouva devant le dilemme : "se soumettre à la réduction de la production ou risquer d'être licencié en intervenant activement dans la production et en prenant en main le contrôle et la normalisation des travaux dans l'entreprise".

(1) *Social-démocratie*, n° 86, Moscou, 1917. "Le congrès pour la lutte contre le lock-out dans l'industrie textile."

Ainsi fut posée la question à la première conférence des comités d'usines par le délégué ouvrier de l'usine Poutilov, où 40 000 ouvriers travaillaient sous la menace constante de la fermeture de l'entreprise du fait du manque de combustible. Ainsi se présentait-elle devant tout le prolétariat russe.

Par la bouche des orateurs surgis directement de la masse des ouvriers, la conférence dévoila l'un après l'autre les faits de sabotage des capitalistes et parla de prendre en main le contrôle de la production et de la distribution des produits.

"Le contrôle est inévitable si nous voulons vivre seuls et sauver la production pour l'avenir." C'est ainsi qu'on peut formuler l'appréciation unanime de la conférence et sa manière d'aborder le problème du contrôle. *"La bourgeoisie est à la veille de la faillite. Elle a prouvé sa totale incapacité à prendre part à la création de nouvelles formes de la vie économique."* *"Le contrôle est indispensable, dit le député Naoumov, mais quel contrôle, organisé comment et par qui ?"*

Dans la réponse donnée par les délégués, on voit déjà la ligne de classe définie par la conférence et qui se fait jour à travers toutes les décisions.

Malgré les tentatives de quelques mencheviks de réduire tout à des mots sur *"le contrôle démocratique d'Etat"*, la résolution adoptée par la conférence d'après le rapport du camarade Zinoviev insiste sur le contrôle ouvrier d'une façon nette et décisive.

"Ce n'est ni par la voie bureaucratique, c'est-à-dire par la création d'une institution à prédominance capitaliste, ce n'est ni par la sauvegarde du bénéfice des capitalistes et de leur omnipotence dans la production que l'on peut se sauver de la catastrophe. La voie du salut réside uniquement dans le rétablissement d'un réel contrôle ouvrier."

Plus loin, la résolution contient tout le programme concernant ce contrôle, qui fut la cause ultérieure d'une guerre cruelle contre le capital passé à l'offensive.

Les points principaux de ce programme peuvent se résumer ainsi :

1) le contrôle ouvrier doit se développer dans la normalisation complète de la production et de la distribution ;

2) le contrôle ouvrier doit avoir son prolongement dans toutes les opérations financières et bancaires ;

3) le passage aux mains des ouvriers de la plus grande partie des bénéfices et des revenus de la grosse économie capitaliste ;

4) l'organisation de rechange des objets et machines agricoles contre les produits de la terre aux ouvriers par l'intermédiaire des coopératives ;

5) la réalisation du service obligatoire du travail, création de la milice ouvrière ;

6) diriger la force ouvrière vers la production de la houille, des matières premières et des transports, vers la fabrication des produits en vue de la reconstruction économique ;

7) prise du pouvoir par les soviets.

Tel était le nouveau programme prolétarien conduisant à ce bouleversement grandiose qui fournit à la nouvelle classe organisatrice les moyens et les instruments de production, et posa la première pierre de la nouvelle usine socialiste.

VI^e Congrès du Parti social-démocrate bolchevique

Ce programme reçut sa législation de principe et devint une plate-forme de combat pour le prolétariat à partir du moment où le VI^e Congrès panrusse du Parti social-démocrate bolchevique l'eût sanctionné.

Après le rapport du camarade Milioutine sur la situation économique et sur le contrôle ouvrier, le congrès décida : *"La seule issue à la situation critique est la liquidation de la guerre et l'organisation de la production non pour la guerre, mais pour la reconstruction de tout ce qu'elle détruit, non dans l'intérêt d'un petit groupe d'oligarchies financières, mais dans l'intérêt des ouvriers et des paysans les plus pauvres. Une telle normalisation de la production en Russie ne peut être accomplie que par une organisation placée aux mains des prolétaires et semi-prolétaires, ce qui suppose le*

transfert du pouvoir d'Etat à la classe ouvrière. En outre, il est indispensable de prendre des mesures révolutionnaires catégoriques."

Ce programme ébauché seulement par la conférence des comités d'usines s'éleva, lors du VI^e Congrès du Parti social-démocrate russe (b), aux dimensions d'un programme économique harmonieux adapté au prolétariat en lutte pour le pouvoir. Revendiquant un "rétablissement d'un contrôle ouvrier effectif", le congrès définit les objectifs suivants : "L'immixtion dans le domaine de la production en vue de la normalisation planifiée et de la distribution est nécessaire ; l'est aussi la nationalisation et la centralisation des banques, la nationalisation d'une série d'entreprises syndiquées (par exemple, entreprises pétrolières, houillères, sucrières, sidérurgiques et des transports). Pour appliquer le contrôle, il faut prendre des mesures préventives : suppression du secret commercial, les comptabilités des marchands, des industries, des banques doivent être ouvertes au contrôle. Le recel des documents doit être déclaré et puni comme délit de droit commun. Périodiquement, doivent être faits l'inventaire des réserves et la publication des disponibilités existantes avec l'indication des entreprises qui les possèdent. Pour lutter contre les lock-out secrets ou publics, une loi doit être promulguée interdisant la fermeture des usines ou la réduction de la production sans l'autorisation du soviet des députés ouvriers, des syndicats et des comités d'usines centraux" (2).

Le contrôle ouvrier devint le mot d'ordre fondamental du prolétariat se heurtant dans une bataille sans merci avec le capital, et qui se dressa classe contre classe avec des slogans précis.

Quelle était la position de la petite bourgeoisie devenue par l'ironie de l'histoire le "comité exécutif" des cercles impérialistes du capital financier russe ?

Les soviets opportunistes et les "ministres socialistes" s'efforcèrent de trouver une plate-forme "d'unification" et de "conciliation", sur laquelle ils essayèrent d'unir les intérêts du travail et du capital. Comme drapeau, ils mirent en avant le

principe paritaire. Dans ce but, ils créèrent un soviet économique où les intérêts de la bourgeoisie étaient représentés beaucoup mieux que ceux du prolétariat.

« Messieurs les capitalistes ont décidé de couper la route, écrit Lénine déjà le 7 mai dans la *Pravda*, en jugeant les premières tentatives gouvernementales pour introduire des mesures dans le but de normaliser l'industrie. Dans les cercles ouvriers, on prend de mieux en mieux conscience de la nécessité du contrôle prolétarien des usines et des syndicats. Et les brasseurs d'affaires "de génie" issus des milieux ministériels ou apparentés ont eu une idée "géniale" : coupons-leur la route, entraînonons dans notre sillage le soviet des députés ouvriers, but facile à atteindre tant qu'y prédomineront les populistes et les mencheviks. Etablissons un "contrôle public". Cela aura l'air si important, si étatique intelligent... Et cela enterrera tout contrôle en fait, tout contrôle prolétarien, à coup sûr, sans bruit... » (3).

Mis en face de la grave désorganisation qui ne faisait que s'accroître, non seulement le soviet opportuniste, mais aussi le gouvernement provisoire réalisèrent l'impérieuse nécessité d'intervenir dans le travail de destruction des capitalistes.

Selon le mot de Lénine, Skobelev, dans un discours qui se voulait d'envergure ministérielle, en arriva à dire qu'il fallait prendre 100 % de bénéfices chez les capitalistes.

"Nous irons encore plus loin", menaçait le ministre menchevique dans son emballement (verbal) dépassant même les bolcheviks : "Et si le capital veut garder sa manière bourgeoise de gérer l'économie, qu'il travaille alors sans pourcentage pour ne pas perdre la clientèle. Nous devons introduire un service obligatoire du travail pour messieurs les actionnaires, banquiers et industriels dont l'état d'esprit est morose, car, jusqu'ici, aucun stimulant ne les excitait au travail... Nous devons forcer messieurs les actionnaires à se soumettre à l'Etat

(2) Voir *Le Parti communiste russe, les résolutions de ses congrès et conférences*. Editions d'Etat, Moscou, 1922.

(3) La *Pravda*, n° 51, 7 mai 1917.

et, pour eux, il faut un service obligatoire du travail..." (4).

Le programme du gouvernement provisoire et de la "démocratie"

D'ailleurs, le sévère discours de Skobelev était sans doute destiné aux oreilles des délégués qui assistaient à la réunion du comité exécutif du soviet des députés ouvriers, ceux qui croyaient encore à la phraséologie révolutionnaire des opportunistes. En réalité, c'est "à l'inverse" qu'il faut comprendre le discours de Skobelev. Un autre ministre, un "socialiste" également, Prokopovitch, prenant la parole plus tard et à une réunion plus "honorable", prononça effectivement devant le Conseil d'Etat, à Moscou, le même discours avec les mêmes menaces, mais "à l'inverse". S'adressant non aux capitalistes mais au prolétariat, il proposa des restrictions et le service du travail non pour les patrons, mais pour les ouvriers. Voici ce programme du gouvernement provisoire et de la "démocratie" qui le soutenait dans la forme "rectifiée" par Prokopovitch et adopté le 12 août par l'organisation panrusse du capital :

1) garantir les droits des patrons dans leur activité directrice par voie d'explications détaillées des droits des ouvriers et de la protection des intérêts violés par les manifestations anarchiques au moyen de mesures appropriées prises par le pouvoir ;

2) établir un contrôle d'Etat de la production pour donner des garanties aux ouvriers qu'il n'y aura pas de mesures préméditées contre eux ;

3) établir des prix fixes pour les produits de consommation et des salaires fixes ;

4) limiter le bénéfice à un pourcentage normal, assurer le travail du capital monétaire dans l'industrie et préserver la population d'un enrichissement excessif des patrons à ses dépens ;

5) promulguer une loi générale sur le service du travail, établir le nombre minimum des jours de travail par mois et le minimum de la production journalière ;

6) coordonner les mesures dans un comité économique principal" (5).

Il est intéressant de noter que ce programme du "contrôle d'Etat" fut sanctionné par le capital anglo-français, qui dirigeait de loin la politique économique du gouvernement provisoire.

"Le capital français, belge et anglais investi dans les entreprises russes a déjà pris en considération la nécessité de se soumettre au contrôle, et les représentants officiels de ce capital allié ont déclaré au gouvernement provisoire qu'ils accédaient à ses désirs de normaliser et de contrôler leurs entreprises, ainsi que d'établir le bénéfice minimum." Telle fut la déclaration faite aux journalistes moscovites le 16 juin par le ministre russe du Travail après un entretien avec Arthur Henderson, ministre anglais du Travail, venu en Russie, selon sa propre déclaration, pour "aider le gouvernement par son expérience à résoudre les problèmes économiques et industriels à l'ordre du jour". C'était sous l'influence de cet enseignement dû à "l'expérience" du capital anglais dans sa manière de conduire la classe ouvrière que le ministre russe du Travail bâtissait maintenant son programme. Mais pour que l'on ne pense pas qu'il introduisait le socialisme, il se dépêcha de donner lui-même cette explication : "Lorsque nous parlons de l'intervention décidée dans la production dans le but de normaliser et de contrôler, il ne s'agit pas ici évidemment de la production socialiste ni de socialisme d'Etat, mais de ce minimum de mesures dont a besoin la vie économique du pays, et qui sont déjà appliquées en Angleterre."

En effet, toute une série d'entreprises aux capitaux à prédominance anglaise (6), prenant en considération précisé-

(4) La Pravda, n° 58, 16 mars. "La catastrophe inévitable et les promesses excessives."

(5) Prokopovitch : "L'économie nationale aux jours de la révolution". Editions d'Etat, La Coopération russe, 1918. Discours au Conseil d'Etat.

(6) Dans son Histoire de la deuxième révolution russe, Milioukov indique les entreprises que voici : "La filature de Neva, La Stéarinerie de Neva, l'usine cotonnière de Neva de Varonine, Lutch & Tchecher, l'usine cotonnière de Spassk, la brasserie de Kalininc, la raffinerie de pétrole russe, S. A. William Hartiey."

ment ce programme "anglais", adressèrent au gouvernement russe une proposition visant à accepter le contrôle sur la même base que celui pratiqué en Angleterre, cela afin que le gouvernement prenne sur lui la responsabilité d'établir les droits des ouvriers, de trouver "la solution au problème des salaires" et qu'il donne des "garanties contre la violation des personnes et des biens", "tant que la situation générale ne s'arrangerait pas et, en tous cas, jusqu'à la fin de la guerre". Il est probable que les capitalistes anglais croyaient que le "contrôle", d'après leur recette, les garantirait contre les mesures excessives des ouvriers dont on réduirait les droits en leur interdisant les grèves comme en Angleterre et, sous peine de prison et de déportation, toute "violation de l'ordre"; en fait, on détruisait la législation ouvrière.

Les capitalistes, aussi bien anglais que russes, ont fait un mauvais calcul en sous-estimant la force de résistance de la classe ouvrière, qui s'était mise, de ses propres mains, à transformer sa vie. Il est vrai qu'au début, une partie du prolétariat s'illusionnait encore sur le contrôle "démocratique". Ainsi, par exemple, la première conférence des comités d'usines de Moscou (23-25 juillet), contrairement à celle de Petrograd (30 mai-5 juin), croyait pouvoir se limiter au contrôle "démocratique", en l'occurrence par les comités régionaux de ravitaillement : "Les comités régionaux de ravitaillement sont appelés à faire tout leur possible pour lutter contre la fermeture des usines d'importance vitale, contre le sabotage de la production ; ils doivent être créés sur la base de la démocratie révolutionnaire", disait la résolution adoptée à la conférence sur la normalisation de l'industrie. Et toutes les résolutions donnaient la priorité à cette reconnaissance accordée aux "institutions démocratiques d'Etat".

Les comités d'usines devaient jouer seulement le rôle d'auxiliaire en travaillant en liaison avec les organisations d'Etat. Cependant, le développement de la lutte de classe enleva bientôt au prolétariat russe ses derniers restes de confiance dans les organes "démocratiques" et l'exigence d'un vrai contrôle

ouvrier devint l'exigence unanime de toute la classe ouvrière.

La deuxième conférence des comités d'usines de Moscou

A la deuxième conférence des comités d'usines de Moscou, qui eut lieu au début d'octobre 1917, la revendication d'une organisation de la production avec participation des comités ouvriers et passage sous contrôle du pouvoir révolutionnaire de toutes les entreprises pratiquant le lock-out devint le slogan de combat.

La conférence est d'avis que :

1) les soviets des députés ouvriers doivent prendre le pouvoir pour donner les terres aux paysans et aux comités agraires, pour établir le contrôle ouvrier, pour liquider la guerre, pour réorganiser la section de ravitaillement et convoquer l'Assemblée constituante ;

2) les soviets doivent tout de suite, de leur propre chef, décréter que les revendications des ouvriers seront satisfaites dans les branches de travail où, à l'heure actuelle, se prépare une grève ;

3) les soviets doivent ouvrir les entreprises fermées par le lock-out et tuer dans l'œuf toutes les velléités d'un complot organisé de la bourgeoisie ;

4) le soviet de Moscou doit envoyer ses délégués à Kiev, à Kharkov, en Sibérie, pour coordonner les actions contre Kalédine et pour ravitailler les grands centres en pain et en charbon.

La conférence déclare que les mesures prises par le soviet dans ce sens seront soutenues par toutes les forces du prolétariat organisé (7).

La même conclusion : la prise du pouvoir par les soviets

Dans sa lutte pour le contrôle ouvrier, le prolétariat des autres centres indus-

(7) *Izvestia du soviet des députés ouvriers de Moscou*, n° 191. "Deuxième conférence des comités d'usines de Moscou."

triels arriva à la même conclusion : la prise du pouvoir par les soviets. La grève des ouvriers du Donetz, qui dura près de six mois (avec interruption) et dont les exigences économiques les plus élémentaires avaient été rejetées déjà à la conférence de mai des patrons des charbonnages du Sud, mena le prolétariat du Donbass à la lutte révolutionnaire active contre le capital. La première conférence des comités miniers à Debaltsevo, le 1^{er} octobre 1917, constata les tristes résultats de la politique économique de la bourgeoisie et exigea une législation qui permettrait la réalisation du contrôle le plus strict de l'industrie et l'octroi aux organisations ouvrières des droits pour exercer le contrôle sur place.

Mi-octobre, une revendication semblable fut présentée par le congrès régional des soviets des députés ouvriers du bassin du Donetz. Il désigna une commission pour mener les pourparlers avec les patrons, donna l'ordre, en cas de refus, de se transformer en comité de grève et d'obtenir satisfaction par la grève générale. *"Nous considérons la grève gé-*

*nérale des bassins du Donetz et de Kri-
vorog comme le seul moyen d'attirer
l'attention de tout le prolétariat et de
l'opinion publique sur l'appui criminel
du gouvernement provisoire aux rois du
charbon, d'attirer l'attention sur la si-
tuation scandaleuse dans le bassin du
Donetz contre lequel le gouvernement
contre-révolutionnaire lutte par l'inter-
médiaire de l'expédition cosaque de Ka-
lédine et par la nomination d'un dicta-
teur avec pouvoirs absolus pour juguler
non les patrons, mais s'acharner contre
les masses ouvrières affamées."*

La lutte des comités d'usines dépassait depuis longtemps déjà les limites étroites de l'usine, tandis que les slogans et les revendications transformaient les exigences initiales de la constitution d'usine. Maintenant, la lutte se poursuivait pour le droit à une mise en ordre rationnelle et utile de toute l'économie du pays. La lutte pour le contrôle ouvrier amena la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir des soviets.

Anna Pankratova

**Le procès
des chefs
de l'Armée rouge
(juin 1937)**

(Jean-Jacques Marie)

Au lendemain du procès des huit chefs militaires condamnés à mort le 11 juin 1937, dont Toukhatchevski, Trotsky publie une déclaration reproduite après l'article sur ce procès. Cinq jours plus tard, il publie un article plus détaillé, intitulé "La décapitation de l'Armée rouge" (Œuvres, tome 14, pp. 133 à 147).

Il y affirme :

« Ceux qui ont aidé Staline à s'élever se révèlent de moins en moins susceptibles de le maintenir à la hauteur vertigineuse à laquelle il se hisse. Staline en est réduit à renouveler de plus en plus souvent les instruments de sa domination. Et il redoute que ces instruments renouvelés ne se donnent un autre chef.

Ce danger est surtout considérable dans l'armée.

Quand la bureaucratie échappe au contrôle du peuple, la caste militaire cherche inévitablement à se soustraire au contrôle de la bureaucratie civile. Le bonapartisme tend à la dictature du sabre.

Indépendamment des ambitions réelles ou prétendues de Toukhatchevski, le corps des officiers doit se pénétrer du sentiment de sa supériorité sur ses dictateurs en veston. Staline doit par ailleurs comprendre que le régime policier qu'il impose au moyen de sa hiérarchie de secrétaires pourrait être appliqué plus simplement et plus directement par un "maréchal" à travers l'appareil militaire. Le danger est évident. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de complot. Mais le complot est à l'ordre du jour. Nous venons d'assister

à un massacre préventif. »

Et ce n'est qu'un début : le massacre du corps des officiers est encore à venir. Il sera massif : Vorochilov avancera le chiffre de 40 000 cadres de l'armée éliminés (la plupart fusillés) de 1936 à 1938. L'historien russe Volkogonov donne le même chiffre. C'est une Armée rouge décimée que Staline livre ainsi aux coups de Hitler.

“Tous les fils mènent à Trotsky” (Vorochilov)

Des archives ouvertes...

Ioulia Kantor, spécialiste de l'histoire politique de la Russie au XX^e siècle, a eu accès au dossier personnel de Mikhaïl Toukhatchevski, le principal chef militaire fusillé à la suite du procès à huis clos du 11 juin 1937. Elle en a révélé les pièces essentielles dans *La Guerre et la Paix de Mikhaïl Toukhatchevski...* publié il y a deux ans à Moscou (1).

Un premier élément essentiel ressort de ces archives. On a longtemps avancé en Occident la thèse selon laquelle les services d'Hitler (l'Abwehr) avaient roulé Staline en lui faisant parvenir par l'intermédiaire du très complaisant président de la République tchécoslovaque, Benès, un dossier truqué étayant la thèse d'un complot entre les chefs militaires soviétiques et la Wehrmacht, au bénéfice, bien sûr, de cette dernière. Ce dossier aurait convaincu Staline de l'existence de ce complot, et, par un coup de maître, Hitler aurait ainsi décapité l'état-major de l'Armée rouge par la main de Staline lui-même. Le bruit s'est vite répandu à l'Ouest que, dans cette affaire, Staline a été dupé par Hitler. Le chef SS Schellenberg, dans ses Mémoires, a d'ailleurs largement diffusé cette version encore partagée par certains.

Pourtant, lorsque la Cour suprême de l'URSS réhabilitera les condamnés en

1957, elle constatera l'absence de toute pièce à charge dans le dossier. La Gestapo a peut-être fabriqué un faux dossier, mais il n'a pas trompé Staline, qui n'a pas jugé bon de l'utiliser. L'ouvrage de Ioulia Kantor, *La Guerre et la Paix de Mikhaïl Toukhatchevski*, rédigé à partir des archives soviétiques, le confirme amplement. Le complot est une invention de Staline pour liquider ces chefs militaires issus de la guerre civile.

« Nulle part, écrit-elle, dans “le dossier ultra-secret”, ne figure le faux dossier allemand, prétendument fabriqué et transmis à Moscou par Heydrich et Canaris. » Or comme le procès devait être à huis clos, son utilisation n'aurait posé aucun problème, et Ioulia Kantor conclut : “Même si le dossier falsifié par l'Abwehr a bien existé, Staline n'en avait aucun besoin” (2).

Un coup à double détente

Le 29 décembre 1936, le NKVD arrête Tomas Dombal, membre du comité central du Parti communiste polonais ré-

(1) Ioulia Kantor, *Voina i mir Mikhaïla Toukhatchevskogo*, Izdatelskii dom “Ogoniok”. “Vremia”, Moscou, 2005.

(2) *Ibidem*, p. 378.

fugé en URSS ; le NKVD l'accuse d'appartenir à "*l'organisation d'espionnage, de sabotage et de terrorisme polonaise dite Polska organizacja wojskowa*" et d'être un agent de l'état-major général polonais. Cette arrestation prélude à deux entreprises stalinienne majeures : la dissolution du Parti communiste polonais en mars 1938 et, chose plus surprenante au premier regard, la liquidation des principaux chefs militaires soviétiques.

Un mois plus tard, Dombal, roué de coups, répond aux exigences que lui présente le NKVD : il "avoue" avoir transmis aux services polonais une série de renseignements sur l'Armée rouge et sur l'état de ses armements grâce aux informations que lui aurait livrées le vice-commissaire à la Défense, le maréchal Toukhatchevski. Que Toukhatchevski n'ait pas eu de rapports avec Dombal importe peu : les fabrications stalinienne ne se soucient guère des détails.

"A voté pour une résolution trotskyste" !

Le NKVD arrête ensuite le commandant adjoint du district militaire de la province de Leningrad, Primakov. A la mi-février, Malenkov, jeune apparatchik formé à la lutte contre l'Opposition de gauche chez les étudiants, adresse à Staline une liste détaillée des membres du commissariat à la Défense et des académies militaires suspects d'avoir soutenu l'Opposition de gauche. Le nom de chacun est suivi de la mention précise de ses péchés : "*A voté pour une résolution trotskyste*", "*a soutenu les thèses trotskystes sur les questions de la vie interne du parti*", "*partageait le point de vue des trotskystes sur la question paysanne*", "*a voté en 1921 pour la ligne trotskyste sur les syndicats*", etc.

En avril 1937, le bureau politique a interdit à Toukhatchevski de se rendre à Londres pour assister, comme il le devait, aux cérémonies du couronnement du roi Georges VI, sous le prétexte — fallacieux, parce que totalement imaginaire — que les nazis prépareraient un

attentat contre lui. Un mois plus tard, Toukhatchevski est limogé de ses fonctions de vice-commissaire à la Défense.

Le NKVD arrête ensuite l'attaché militaire soviétique en Grande-Bretagne, Poutna. Primakov et lui avaient en 1923 soutenu l'Opposition de gauche dite trotskyste, mais avaient rompu avec elle en 1937. Le NKVD arrête enfin Kork, ancien attaché militaire en Allemagne.

Staline confie à Iejov, le chef du NKVD, la conduite musclée des interrogatoires. Le 16 mai 1937, Kork "avoue" que Toukhatchevski était lié à l'état-major allemand. Le 21 mai, Primakov dénonce l'appartenance de Toukhatchevski à un bloc des trotskystes et des droitiers qui a "*soutenu le sabotage koulak en 1930-1932*" et organisé en 1934 l'assassinat de Kirov, membre du bureau politique et du secrétariat du comité central, et dont l'assassinat dans des circonstances obscures fut pour Staline le prétexte du déclenchement de la première grande épuration d'opposants réels ou supposés du régime... Le NKVD arrête Toukhatchevski le 22 mai.

Roué de coups, Toukhatchevski avoue ce qu'on lui demande... en essayant d'abord de résister par l'ironie. Ainsi, le 26 mai, il signe le document suivant : "*J'ai été confronté avec Primakov, Poutna et Feldman, qui m'accusent d'être le dirigeant d'un complot militaro-trotskyste antisoviétique. Je demande que l'on me présente encore une paire de dépositions d'autres participants de ce complot, qui m'accusent aussi*" (3).

Mais le soir, il craque et accepte d'avouer l'existence de ce complot inexistant, et d'en attribuer la direction à Trotsky en faisant jouer à son fils Sedov le rôle d'agent de liaison entre son père et Poutna.

Staline suit personnellement le déroulement des interrogatoires et dicte à Iejov les aveux dont il a besoin, et que ce dernier doit arracher par tous les moyens. Le 27 mai, Toukhatchevski, sous la pression des coups, accepte de signer une déposition où il affirme avoir en 1932 "*reçu une directive de Trotsky sur la fondation d'une organisation anti-*

(3) *Ibidem*, p. 376.

soviétique dans l'armée" et avoir "établi personnellement une liaison avec le représentant de l'état-major général allemand, le général Adam" (4).

Toukhatchevski "avoue" encore notamment que Poutna lui aurait organisé à Londres "un rendez-vous avec Sedov". En cas de procès public, cela aurait été un signe du caractère truqué de ses aveux, Sedov n'ayant jamais mis les pieds à Londres. Le dernier procès-verbal d'aveux que Toukhatchevski signe le 9 juin est maculé de taches brunes, que les experts de la Cour suprême analyseront en 1957 comme étant des taches de sang.

"Tous les fils mènent à Trotsky" (Vorochilov)

Dans les jours qui suivent, plusieurs autres chefs militaires sont arrêtés : Iakir, Ouborevitch. Le 30 mai, chaque membre du comité central encore en liberté reçoit un formulaire signé Staline établi à son nom et à retourner contresigné. Dans ce document, qui est sans doute l'un des plus ahurissants de la prose stalinienne, on lit : "Vu les données (...) qui démasquent la participation de Iakir, membre titulaire du comité central, et d'Ouborevitch, membre suppléant, à un complot militaro-fascisto-trotskisto-droitier et leur activité d'espionnage au profit de l'Allemagne, du Japon et de la Pologne, le bureau politique soumet au vote (sic !) des membres titulaires et suppléants du comité central la proposition de les exclure des rangs du PCR(b) et de transmettre leur dossier au NKVD" (4).

Le membre du comité central qui aurait refusé de renvoyer ce formulaire signé de son nom aurait été immédiatement joint au prétendu "complot".

Gamarnik, chef de la direction politique de l'Armée rouge, se suicide le 31 mai 1937 à l'annonce de sa disgrâce.

Le 1^{er} juin, Vorochilov a dénoncé le complot, à la tête duquel, dit-il "se tenait bien entendu Trotsky. Tous les fils mènent à lui. Il en est l'âme, l'inspirateur" (5)... lequel était pourtant alors réfugié au Mexique après avoir été assigné en rési-

dence très surveillée en Norvège à partir de septembre 1936.

Staline réunit le 2 juin le conseil militaire du commissariat à la Défense, dont un quart des membres sont déjà sous les verrous, avec le bureau politique et 116 hauts gradés de l'armée. Il dénonce un complot monté avec l'état-major allemand par "Trotsky, Rykov, Boukharine (...), Roudzoutak (...), Karakhan, Enoukidzé, puis Iagoda, Toukhatchevski", plus cinq généraux. Bien entendu, "l'organisateur du groupe est Trotsky". Pour pimenter son accusation, il dénonce une Mata-Hari allemande, Josephine Guenzi, qui aurait enrôlé les soi-disant espions. "Elle est belle, elle répond très volontiers à toutes les propositions des hommes (...). Elle a aidé à enrôler Toukhatchevski" (6).

Dans la réunion, 42 gradés (dont 32 seront arrêtés et fusillés dans les 18 mois suivants) prennent la parole pour accabler les "comploteurs". Staline en choisit 9 pour constituer le tribunal qui va "juger" les accusés dix jours plus tard.

Le tsunami de la purge...

Le 11 juin 1937 au matin, s'ouvre le procès des généraux, à huis clos. Toukhatchevski, qui, sous la torture, a signé des aveux délirants, déclare néanmoins pour sa défense : "Je suis toujours, à toutes les occasions, intervenu contre Trotsky", ce qui est en partie vrai. Quant aux renseignements sur l'emplacement des divisions de l'Armée rouge à la frontière, il rappelle qu'"ils figurent dans un petit livre que l'on peut acheter en librairie" (7).

Le verdict est rendu le 11 juin au soir, à 23 h 25. Les accusés sont aussitôt fusillés. Le verdict implique deux autres chefs militaires : l'ancien chef d'état-major de l'Armée rouge pendant la guerre civile, Serge Kamenev, mort l'année précédente, et Gamarnik, nommé membre

(4) *Ibidem*, p. 379.

(5) *Ibidem*, p. 391.

(6) *Istotchnik*, 1994, n° 3, pp. 73-75. Voieny Arkhiv Rossii, 1993, volume 1, p. 45.

(7) Ioulia Kantor, *ibidem*, p. 394.

suppléant du Conseil de défense de l'URSS juste avant la décision de l'arrêter, et qui s'est suicidé pour éviter l'arrestation, la torture et les aveux. Le début de cette bacchanale répressive, qui va saigner à blanc l'encadrement de l'Armée rouge, prépare aussi d'autres décisions : la dissolution en 1938 du Parti communiste polonais, présenté comme un repaire d'agents de la Gestapo, de trotskystes et de luxemburgistes (8), et le troisième procès de Moscou de mars 1938, où seront jugés entre autres Boukharine, Rykov et Rakovski.

Le 12 juin 1937, la *Pravda* et les *Ivestia* annoncent la condamnation à mort des huit hommes par le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS.

L'Humanité du lendemain salue avec enthousiasme le verdict. Et le comité central du Parti communiste italien annonce dans un communiqué : *“Les communistes italiens s'unissent à tout le peuple de l'URSS dans son indignation contre le traître Toukhatchevski et ses complices, qui ont tenté de poignarder dans le dos la patrie socialiste des travailleurs du monde entier ; ils s'unissent à lui pour applaudir la justice populaire soviétique, qui a frappé inexorablement les criminels qui, liés à Hitler et à Trotsky, ont poussé leur rebutant cynisme jusqu'à vouloir provoquer les horreurs d'une nouvelle conflagration mondiale et la défaite de l'Union soviétique, puissant rempart de la paix, du progrès et du socialisme”* (9).

Une épuration préparée de longue date

En réalité, l'épuration massive des rangs de l'armée avait commencé en 1934. Au plénum du comité central de février-mars 1937, le commissaire du peuple à la Défense, Vorochilov, proche de Staline, annonçait l'arrestation récente de huit chefs militaires et ajoutait : *“Au cours des seules trois dernières années, 1934-1936 inclus, on a licencié de l'armée principalement des individus inaptes et politiquement non fiables, environ 22 000 individus, dont 5 000 opposants*

manifestes” (10). Ces sergents, sous-officiers et officiers révoqués n'avaient toutefois été ni publiquement qualifiés d'espions hitléro-trotskyistes ni condamnés à mort.

Le procès Toukhatchevski marque ainsi un tournant : la majorité des quelque 36 000 gradés de tous rangs chassés de l'armée après le vice-commissaire à la Défense seront fusillés ou envoyés au goulag. Sept des neuf dignitaires invités par Staline à juger Toukhatchevski seront eux aussi accusés de trahison et fusillés l'année suivante. Son procès n'est au fond que le début d'une vaste épuration publique, qui va décapiter l'Armée rouge et faciliter les succès initiaux de la Wehrmacht lors de l'invasion de l'Union soviétique, le 22 juin 1941.

Quand Deutscher répète les fables de Staline

Le biographe de Staline, Isaac Deutscher, affirmera que Toukhatchevski a effectivement monté un complot contre le secrétaire général. Il ose ainsi écrire sans le moindre indice ni le moindre élément de preuve : *“La vraie conspiration prit corps chez les chefs de l'armée, Toukhatchevski et ses compagnons.”*

Il ose même ajouter : *“Il n'est pas certain que les dirigeants civils semi-libéraux (?), comme Roudzoutak et Mejlaouk (...), se soient joints aux militaires. Les circonstances exactes du complot de Toukhatchevski et de son échec ne sont pas connues (sic !). Mais toutes les versions non staliniennes concordent sur un point : des généraux projetaient vraiment un coup d'Etat. Ils le faisaient pour des raisons personnelles et sur leur propre initiative sans s'être concertés avec une puissance étrangère.*

(8) Partisans de Rosa Luxemburg, fondatrice avec Karl Liebknecht de la Ligue spartakiste, puis, fin décembre 1918, du Parti communiste allemand. Assassinée avec Liebknecht sous le gouvernement social-démocrate allemand, le 15 janvier 1919.

(9) *Correspondance internationale*, 19 juin 1937. Photocopie dans Giuseppe Seniga, *Togliatti e Staline*, Sugar editore, 1961, p. 80.

(10) *Istoricheski Arkhiv*, n° 4, 1997, p. 67.

L'épisode principal de ce coup d'Etat devait être une révolte de palais au Kremlin aboutissant à l'assassinat de Staline. Une opération militaire décisive était également projetée en dehors du Kremlin : la prise d'assaut du quartier général de la Guépéou. Toukhatchevski était l'âme de la conspiration (...). Garmarnik, qui plus tard se suicide, faisait partie du complot. Le général Iakir, commandant de Leningrad, devait assurer la coopération de sa garnison. Les généraux Ouborevitch, commandant de l'Académie militaire de Moscou, Primakov, adjoint de Boudienny à la tête de la cavalerie, et quelques autres étaient également du complot" (11).

Passons sur le fait que Iakir, chargé, selon Deutscher, d'assurer la participation de la garnison de Leningrad au complot, commandait alors celle de Kiev, ce qui pour un complot est un peu fâcheux. Mais surtout, Deutscher ne s'appuie sur rien...

Des nostalgiques de Staline...

Sa version, celle de Staline améliorée ou corrigée, est néanmoins reprise aujourd'hui en Russie par des nostalgiques

de Staline. Un CD anonyme, où l'on voit interviewé l'historien ultra-nationaliste antisémite Serguei Semanov, affirme que Toukhatchevski et ses camarades auraient bien, en relation avec Trotsky et le complot juif mondial que ce dernier aurait dirigé — un vieux fantasme des nationalistes russes —, tenté de liquider Staline et son équipe. Ils auraient essayé de faire sauter lors du 1^{er} Mai 1937 la tribune du Mausolée de Lénine, où ceux-ci se tenaient pendant la parade. Staline aurait déjoué la tentative et puni les traîtres. Ce roman-feuilleton est dans la lignée des accusations invraisemblables de sabotages fantastiques qui égrènent les trois procès de Moscou de 1936, 1937, 1938. Il est, à sa façon, l'une des composantes de la campagne de calomnies et de boue déversée sur la révolution d'Octobre et sur tous ceux qui l'ont faite ou l'ont défendue dans la guerre civile : les chefs militaires soviétiques, quelles qu'aient été ensuite leur évolution politique et leur intégration dans la bureaucratie, en faisaient partie intégrante. C'est pourquoi Staline les avait liquidés.

Jean-Jacques Marie

(11) Isaac Deutscher, *Staline*, Gallimard, 1967, pp. 385-386.

Léon Trotsky : déclaration sur l'Armée rouge décapitée ⁽¹⁾ (12 juin 1937)

A PRÈS avoir décapité le parti et l'appareil soviétique, Staline a décapité l'armée. Vorochilov (2) n'est que l'instrument de Staline : il n'est ni une figure politique, ni un stratège, ni un administrateur. A la tête de l'armée se trouvait en fait Toukhatchevski (3), en qui tout le monde voyait le futur commandant suprême en cas de guerre, et Gamarnik (4), instructeur politique de l'armée. Gamarnik s'est suicidé et Toukhatchevski a été fusillé.

A la tête des deux plus importants districts militaires se trouvaient Iakir et Ouborévitch (5), stratèges de talent de la guerre civile, préparés depuis des années à leur rôle en cas de guerre avec la Pologne et l'Allemagne. Il faut leur ajouter Kork et le jeune Poutna, officier de l'état-major, et aussi Primakov, brillant général de cavalerie (6). Je ne connais pas dans l'Armée rouge un seul officier (sauf peut-être Boudienny [7]) qui puisse égaler en popularité, sans même parler des connaissances et des talents, les chefs fusillés. L'accusation que ces gens puissent être des agents de l'Allemagne est si bête et si éhontée qu'elle ne mérite pas de réfutation. Staline lui-même n'a pas espéré que l'Europe et l'Amérique croient cette accusation. Mais il lui faut justifier par des arguments frappants l'extermination de tous les hommes capables, distingués et indépendants devant les ouvriers et les paysans russes.

Quelles sont les véritables causes de l'extermination des meilleurs généraux soviétiques ? Je ne peux exprimer à ce sujet que des hypothèses sur la base d'un certain nombre de symptômes. Vu l'approche du danger de guerre, les com-

(1) Déclaration à la presse (T 4158-1).

(2) Klementi E. Vorochilov (1881-1969), métallo, vieux-bolchevik, avait été chef de partisans pendant la guerre civile et avait fait partie avec Staline du "groupe de Tsaritsyne" ; son appartenance à l'entourage de Staline expliquait sa rapide ascension : il avait succédé à Frounzé à la tête de l'armée, alors qu'il n'avait aucune compétence technique ni capacité de stratège.

(3) Mikhaïl N. Toukhatchevski (1893-1937), ancien officier de petite noblesse servant dans la Garde impériale, prisonnier de guerre évadé, membre du parti en 1918, était, depuis 1934, vice-commissaire du peuple à la Défense, et sa compétence était reconnue de tous.

(4) Ian B. Gamarnik (1894-1937), membre du parti depuis 1916, avait fait une carrière de commissaire et avait été nommé en 1929 à la tête des services politiques de l'Armée rouge. Il s'était suicidé le 31 mai.

(5) Iona E. Iakir (1896-1937), étudiant à Khar'kov puis Bâle, bolchevik en 1915, chef de gardes rouges en 1917-1918, puis commandant de division pendant la guerre civile, était l'un des chefs les plus instruits de l'Armée rouge. Il était membre du comité central du parti ukrainien. Il avait été arrêté le 1^{er} juin 1937. Léon P. Ouborévitch (1896-1937), officier d'artillerie pendant la guerre, devenu commandant d'armée dans l'Armée rouge, avait été arrêté le 22 mai.

(6) Avgust I. Kork (1887-1937), officier tsariste passé en 1918 à l'Armée rouge, devenu commandant d'armée, avait été arrêté en mai. Vitovt K. Poutna (1893-1937), officier de réserve, membre du parti en 1917, était devenu commandant de division, puis inspecteur général de l'Armée rouge et avait milité dans l'Opposition de gauche. Il avait été mis en cause par Radek dans son procès en janvier 1937, alors qu'il était emprisonné et interrogé depuis des mois. Vitali M. Primakov (1897-1937), fils d'instituteur, Cosaque zaporogue, membre du parti en 1914, avait commandé un corps de cavalerie pendant la guerre civile, avant de servir en Chine comme conseiller militaire. Il avait été arrêté en août 1936. Selon Claude Roy, mari de Lili Brik, la sœur d'Elsa Triolet, il était le beau-frère de Louis Aragon.

(7) Semion M. Boudienny (1883-1973) avait été, pendant la guerre civile, un des chefs de la cavalerie rouge.

mandants les plus responsables ne pouvaient pas ne pas être alarmés par le fait qu'à la tête des forces armées se trouvait Vorochilov. Certains des condamnés avaient-ils des conceptions particulières sur la politique extérieure de l'URSS, dans la question des rapports avec l'Allemagne en particulier ? Ce n'est pas exclu. Mais les désaccords avec la politique officielle, s'ils existaient, ne pouvaient sortir des cadres du patriotisme soviétique. Tout le passé des accusés en est garant. N'a-t-on pas été jusqu'à un "complot" contre Staline ? Je ne le crois pas. L'accusation même ne dit rien là-dessus. Mais il est fort vraisemblable que l'état-major ait tenté ou se soit préparé à exercer une pression sur le bureau politique avec le but de destituer Vorochilov.

Il faut dire que Staline lui-même ne se faisait aucune illusion au sujet de Vorochilov et soutint souvent contre lui Toukhatchevski en tant que personne plus capable. Mais quand Staline dut choisir, il pencha pour Vorochilov, qui ne peut être que son instrument, et trahit Toukhatchevski, qui pouvait devenir un adversaire dangereux.

La possibilité même d'un tel conflit est née de l'évolution du régime sovié-

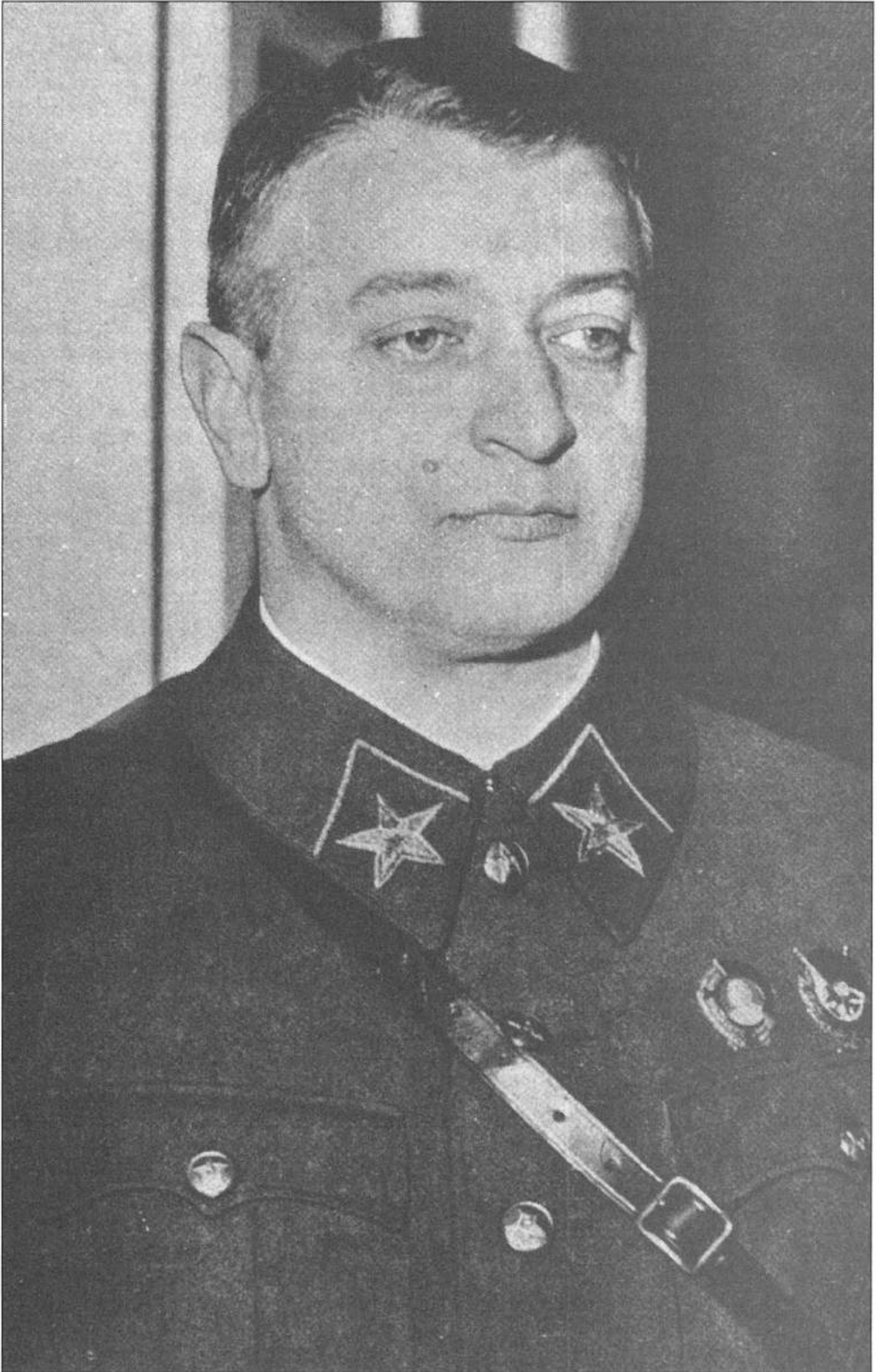
tique : 1) où la bureaucratie dans son ensemble est complètement indépendante du peuple, la bureaucratie *militaire* s'efforce de devenir indépendante de la bureaucratie *civile*. Le conflit entre les deux fractions de la bureaucratie, ou plus concrètement entre le bureau politique avec Vorochilov, d'une part, et la fleur du commandement soviétique, d'autre part, se trouve à la base du dernier procès.

Staline a porté à l'armée le coup le plus terrible qu'il soit possible d'imaginer. L'armée en a été abaissée de plusieurs têtes.

Elle est moralement ébranlée jusque dans ses fondements. Les intérêts de la défense du pays ont été victimes des intérêts de l'autoconservation de la clique dirigeante. Après les procès de Zinoviev et de Kamenev, de Radek et de Piatakov (8), le procès de Toukhatchevski, Iakir et autres marque le commencement de la fin de la dictature stalinienne.

**Léon Trotsky, Œuvres,
mai-septembre 1937, tome 14**

(8) Les deux premiers en août 1936, les deux derniers en janvier 1937.



Mikhaïl Nicolaïevitch Toukhatchevski (1893-1937).

**Benes
et la politique
d'épuration ethnique
à la fin
de la Seconde Guerre
mondiale**

(Liliane Fraysse)

Benès, Edouard

Homme politique tchèque né à Kozlany (1884), mort à Sezimovo-Usti (1948). Professeur de sociologie, collaborateur immédiat de Masaryk pendant la Première Guerre mondiale, ministre des Affaires étrangères (1918-1935), puis président de la République tchécoslovaque (1935).

Membre du Conseil (1923-1938) et président du comité de sécurité de la Société des nations (1927-1938). La Conférence de Munich porta un coup rude à cet ami de la France, lequel démissionna quelques jours plus tard.

Il fuit à l'étranger et, en 1940, il forme le gouvernement tchécoslovaque, en exil, à Londres. Il recherche une collaboration plus étroite avec l'URSS (traité de 1943). Elu à nouveau président de la République démocratique populaire de Tchécoslovaquie (1945), Benès démissionne en juin 1948. Elève et héritier de Masaryk, il jouit de beaucoup d'autorité dans sa patrie. Après Munich, il définit sa conception de la "révolution anti-allemande", s'intéressant toujours davantage aux problèmes sociaux. En 1945, il se déclare partisan d'une société socialisante, davantage mû par ses adversaires de gauche que par sa propre conviction. Une des plus grandes faiblesses de sa conception de la démocratie dérive de son nationalisme : il n'admit jamais l'existence de la nation slovaque et il s'opposa à la liquidation de l'hégémonie des groupes dirigeants tchèques en Slovaquie.

(Dictionnaire des grands contemporains)

“Une possibilité historique” !

DANS un récent article, publié dans le *Monde* (1^{er} octobre 2007), à propos de la politique d’alliance avec les populistes du Premier ministre slovaque, on pouvait lire :

« Bien que le Parlement slovaque ait adopté le 20 septembre une déclaration affirmant l’immuabilité des décrets Benes, qui avaient permis d’expulser des Hongrois de Slovaquie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il (le Premier ministre) affirme que ses relations avec le Premier ministre social-démocrate hongrois, Ferenc Gyurcsany, sont devenues “amicales et dynamiques”. »

Quels sont ces décrets, considérés par les parlementaires slovaques comme immuables ?

Un article intitulé *“Benes, la question hongroise et l’Union soviétique, 1943-1948”*, de Zselicky Bèla, publié dans la revue de l’Institut politique de Budapest *Múltunk* (“Notre passé”), retrace les conditions qui ont amené Benes à prendre ces décrets.

Rappelons d’abord que Benes, homme politique tchèque, présenté par les puissances occidentales comme un grand démocrate, dirigeant d’un parti social-national (*sic*) à partir de 1920, alterne les fonctions de Premier ministre de l’Etat tchécoslovaque et celles de président de la Société des nations (SDN), précurseur

de l’ONU. En 1938, après les accords de Munich, il se démet de ses mandats et se réfugie aux Etats-Unis, puis à Paris, et enfin à Londres.

Il s’autoproclame deuxième président de la République tchèque

Après l’occupation par Hitler de la Pologne en 1939, il s’efforce de se faire reconnaître comme le président de son pays. Et c’est aux Etats-Unis qu’il s’autoproclame deuxième président de la République tchèque. Ses projets européens sont caractérisés de longue date par sa volonté de démanteler la puissance allemande et celle de la Hongrie. Il constitue dans ce but avec la France, en 1920, une “petite Entente”, qui regroupe Tchécoslovaquie, Roumanie, et Yougoslavie.

La Seconde Guerre mondiale lui offre des opportunités nouvelles... Rappelons rapidement quelques faits. La bureaucratie stalinienne s’est alliée d’abord avec Hitler dans le pacte germano-soviétique d’août 1939. L’effondrement de l’impérialisme français et le pacte Hitler-Staline donnent à Hitler les moyens d’asservir d’abord la Pologne, puis l’Europe tout entière. L’attaque de l’Union soviétique

par les nazis en juin 1941 amène Staline à constituer avec l'Angleterre et les Etats-Unis "une grande Alliance".

Les premières défaites de l'impérialisme allemand en 1943 coïncident avec la renaissance de la vague révolutionnaire. Et ces premières victoires ont dépendu directement de la défense en URSS, par les ouvriers et les paysans soviétiques, des rapports de production issus de la révolution d'Octobre. C'est en s'appuyant sur ces conquêtes qu'au lendemain de la victoire de Stalingrad, les masses opprimées se sont mises en mouvement et ont commencé à bouleverser le rapport de forces entre les classes. Danger mortel tant pour l'impérialisme que pour la bureaucratie, en particulier chez les prolétariats et les peuples d'Europe orientale, des Balkans et du Danube, chez qui l'aspiration à une solution fédérative s'oppose radicalement au socialisme dans un seul pays. C'est dans ce cadre que le démocrate Benes va offrir ses services à Staline.

En 1943, Benes est à Moscou. Le 14 décembre, il explique à Molotov ses conceptions sur le règlement de la question hongroise. Le 18, ses propositions recevaient l'accord de principe de Staline et Benes quitte Moscou en laissant un mémorandum sur "l'évacuation d'une partie de la population de Tchécoslovaquie". Il obtient également l'assentiment des dirigeants staliniens tchécoslovaques séjournant à Moscou (Klement Gottwald, Jan Serma, Vaclav Kopecky et Rudolph Slansky).

Leur conclusion se résume ainsi : *"Nous pouvons résoudre radicalement la question allemande, et, pour cela, la défaite nous fournit une possibilité historique (...). Nous pouvons employer la même démarche contre les Hongrois, car, en plus, nous pouvons échanger la population hongroise avec les Slovaques de Hongrie, et cela nous facilitera la tâche..."*

Le 16 février 1945, Benes déclare à la radio : *"Il faut préparer la solution finale pour nos Allemands et nos Hongrois, car la nouvelle Tchécoslovaquie sera un Etat national..."*

Plus tard, dans un de ses livres, Gustav Husak, chef d'Etat tchèque, explique

que *"même si du point de vue communiste" j'ai "considéré comme détestable une telle proposition"*, j'ai été convaincu en janvier 1945 à Moscou de la nécessité d'une telle solution.

"Chassez-les !"

Staline approuve. Et au chef du gouvernement Fierlinger, ainsi qu'au secrétaire d'état aux Affaires étrangères, Vladimir Clementis, pour les rassurer au sujet des minorités allemande et hongroise, il leur dit : *"Nous n'allons pas vous contrarier. Chassez-les. Pourvu qu'ils fassent l'expérience sur eux-mêmes de ce qu'ils ont fait subir aux autres."*

Dès le mois de mai 1945, la résolution pratique du problème est commencée. Dans un discours radiodiffusé (16 mai), Benes souligne que, dans l'intérêt de la constitution d'un Etat-nation, il fallait expulser de Tchéquie les Allemands, et de Slovaquie les Hongrois. Benes, devenu président de Tchécoslovaquie, se met immédiatement au travail. Le dernier jour de la conférence de paix de Potsdam, le 2 août 1945, est rendu public le décret présidentiel n° 33 selon lequel les Allemands et les Hongrois étaient privés de leur citoyenneté. Les écoles hongroises de Slovaquie étaient fermées, les réunions interdites... Sur cette base, les autorités locales étaient autorisées à prendre toutes les décisions qu'elles souhaitaient, et elles ne s'en sont pas privées : expulsion de leurs maisons, réquisition de leurs terres, etc.

"Des paysans qui possèdent très peu de terre, des ouvriers agricoles et des ouvriers"

3 500 000 Allemands sont chassés du territoire des Sudètes.

400 000 Hongrois sont expulsés vers la Hongrie par convois, leurs seules valises à la main.

Mais il y a toujours une voix pour protester. Elle viendra — et ce n'est pas

rien — d'un rapport du commandement du deuxième front ukrainien à la direction générale de l'Armée rouge. Ce rapport s'insurge contre les exactions dont sont victimes les Hongrois de Slovaquie : *"Actuellement, les Hongrois sont 750 000 à 800 000. En général, ce sont des paysans qui possèdent très peu de terre, des ouvriers agricoles et des ouvriers..."* Le rapport précise, par exemple, que, dans l'usine Bata de fabrication de chaussures, à Nové Zamsky (Ersekujvar), 90 % des ouvriers sont Hongrois et que la direction leur a interdit de parler leur langue et a fait arracher des panneaux d'affichage les mots d'ordre en hongrois : *"Vive le maréchal Staline !"* Et ce sont ces dispositions qu'aujourd'hui le Parlement slovaque considère comme immuables !

Le peuple hongrois n'en est pas à sa première "punition" par les puissants de ce monde ! Le traité de Trianon, qui termine la Première Guerre mondiale, organise l'écrasement territorial de ce pays qui avait osé se constituer en République des conseils en 1919... La Hongrie perd les deux tiers de son territoire et de sa population — c'est-à-dire 3 500 000 Hongrois. La Hongrie paie donc le prix fort. Mépris pour les peuples et haine de classe... Un exemple, totalement passé sous silence, illustre bien cette volonté des Etats-Unis et de la France, celui du Burgerland.

"Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" : c'est l'un des principes des 14 points de Wilson, président des Etats-Unis pendant la Première Guerre mondiale... Cela ne s'appliquera pas à la Hongrie.

Aujourd'hui, le Burgerland est une plaine maraîchère et viticole qui s'étend de Vienne à la frontière hongroise et qui longe la Slovaquie. Le Burgenland, avant d'appartenir à l'Autriche, était une terre hongroise. Le président Wilson et Clemenceau derrière lui ont exigé que cette région soit rattachée à l'Autriche par le traité de Trianon. Vienne, inquiète des réactions éventuelles des populations, envisage l'organisation d'un référendum sur la question. Wilson le refuse, et le Burgerland est rattaché à l'Autriche qui n'en demandait pas tant, et qui, chose étrange pour un pays vaincu, gagne en territoire.

Il n'y a pas seulement dans cette annexion, imposée par les Etats-Unis et les puissances occidentales, la volonté de mettre une pomme de discorde entre les Hongrois et les Autrichiens, et d'interdire ainsi la jonction des mouvements révolutionnaires qui s'étaient développées récemment dans les deux capitales ; il y a surtout qu'il fallait dépecer le pays qui, après la Russie, avait osé fonder la République des conseils. Le lien entre ces événements, c'est en 1919 la volonté acharnée de l'impérialisme et en 1945 de l'impérialisme et de la bureaucratie de tout mettre en œuvre pour briser la montée révolutionnaire des peuples. Ce n'est pas un hasard si, en 1920 déjà, c'est un président américain qui impose ses conceptions d'organisation de l'Europe : destruction des Etats, opposition des peuples les uns contre les autres, mépris des peuples et haine de classe...

Liliane Fraysse

Qu'est-ce que l'éducation civique aujourd'hui ?

**(travail
sur les programmes de collège)**

(Thierry Martinez)

Handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page. The text is extremely faint and illegible.

Le formatage des élèves

POUR tenter de répondre, il faut examiner les exercices pédagogiques contenus dans le matériel scolaire et préciser dans quelle direction on fait réfléchir les élèves. Ensuite, il faut rappeler à partir de quels programmes et instructions officielles ces manuels sont conçus. Il faut même souligner l'importance actuelle accordée à l'éducation civique par ces instructions officielles, à l'intérieur de l'ensemble histoire-géographie-éducation civique.

“L'Europe, c'est chrétien”

Voici un exemple. La troisième et dernière partie du programme actuel de 4^e porte l'intitulé suivant : “*Les droits de l'homme et l'Europe.*” Le manuel du collègue où j'enseigne est le suivant : éducation civique, 4^e, Magnard, 1998. A l'intérieur de la partie : “*L'Europe et les droits de l'homme*” (1), une double page (pp. 82-83) propose à la classe d'étudier “*des valeurs communes*” ; il faut entendre “*communes aux Européens*”. En page de droite, trois documents sont accompagnés de questions auxquelles les élèves répondent. Le document 2 est une photo aérienne de la ville de Strasbourg. La première question est la suivante : “*Quel bâtiment de l'ancienne ville de Strasbourg témoigne de la civilisation européenne ?*” Pour les élèves et les enseignants qui ne connaissent pas personnellement la ville de Strasbourg, un seul bâtiment est identifiable sur cette photo :

il y a une cathédrale. Le style gothique est bien un témoin de l'originalité architecturale européenne dans le passé (encore qu'il exclut l'Europe du christianisme orthodoxe). Mais ce n'est pas le propos des auteurs du manuel. Il suffit de poser la question suivante aux élèves : “*Que veut dire l'auteur de l'exercice avec la cathédrale ?*” Les élèves qui répondent disent ceci : “*Que l'Europe, c'est chrétien.*” C'est bien le cheminement que vise l'éditeur. On peut le vérifier en lisant dans la double page “*La leçon*”, dont voici un extrait : “*Le christianisme, puis la pensée rationnelle développée lors de la Renaissance, les idées de liberté, de droits de l'homme, chères aux philosophes des Lumières, le goût pour la science, le libéralisme, la révolution industrielle ont forgé une certaine sensibilité européenne.*”

N'y a-t-il pas quelque chose de pernicieux à présenter ainsi les choses à des élèves de 13 ans environ ? Faut-il faire au lecteur adulte l'injure de rappeler que :

Primo : “*La pensée rationnelle développée lors de la Renaissance, les idées de liberté, de droits de l'homme chères aux philosophes des Lumières, le goût pour la science*” se sont affirmés dans un combat *contre* le christianisme. Les autorités qui le représentaient n'ont eu de cesse de condamner les progrès évoqués ici, aussi longtemps qu'il leur a été possible et utile

(1) *Bulletin officiel* du 13 février 1997, volume 1. Et il y a écrit “*droits de l'homme*”, pas de “*l'Homme*”.

de le faire. Par ailleurs, suggérer que “le goût des sciences” est spécifique “à la sensibilité européenne” est d’une rare outrecuidance à l’égard des autres populations du globe. Même si l’on parle du passé, c’est faire fi des connaissances et des techniques établies par les Mésopotamiens, les Egyptiens, les Chinois, l’Inde, la Perse et les Arabes.

Ce qui est plus spécifique à l’Europe, c’est que c’est d’abord et précisément en Europe qu’ont été menés les combats les plus conséquents pour libérer l’homme de la pensée religieuse (en l’occurrence, pour les Européens, du christianisme).

Deuxio : Le christianisme est né au Proche-Orient (où il est toujours présent), donc en Asie. Il s’est ensuite diffusé dans le sud de ce que nous appelons aujourd’hui l’Europe, et en même temps dans toutes les provinces africaines de l’Empire romain.

Si l’on parle du présent, le christianisme n’est pas moins américain (Amérique latine et Amérique anglo-saxonne) qu’européen. Il est également présent en Extrême-Orient (Philippines, Taiwan, etc.), en Afrique noire et en Australie...

Même si l’on veut considérer l’Europe d’avant les Grandes Découvertes, le christianisme coexistait (non pacifiquement) avec un judaïsme pluriséculaire. De nos jours, des localités bosniaques sont musulmanes depuis trois ou quatre siècles. Istanbul est en Europe. Des Juifs sont présents dans tous les pays d’Europe. Et que dire des millions d’Européens issus des vagues successives d’immigration organisées par les Etats et les entreprises européennes, en provenance d’autres aires géographiques ? Ils ne sont pas encore Européens ?

Pourquoi une telle schématisation ?

Pourquoi les auteurs de ce manuel procèdent-ils à une telle schématisation ? Peut-être pour induire dans l’esprit des élèves que “le christianisme est un élément constitutif de l’identité europé-

enne”. Dans quel but précis et concret, entre autres ? Chacun le devine : préparer le futur citoyen à considérer comme allant de soi une référence au christianisme dans le texte d’une “Constitution européenne”, et tenter d’annihiler toute objection critique à l’égard de cette mention. La convergence de certaines pages de manuels d’éducation civique avec les revendications de l’Eglise est à cet égard remarquable. En 2003, le secrétaire national de l’épiscopat français était complaisamment interviewé sur LCI dans une émission quotidiennement consacrée à l’économie (oui). Le saint homme répondait à des questions sur le projet de “Constitution” européenne. Il était question de la fameuse demande pontificale : le christianisme doit être mentionné dans cette “Constitution”, comme valeur et comme composante essentielle de l’identité européenne.

“Monseigneur” (c’est ainsi que le journaliste s’adressait à son invité) abondait évidemment dans ce sens, démontrant le caractère incontestable de l’exigence vaticane : le christianisme est d’abord et avant tout européen, il a largement contribué aux apports spécifiques de l’Europe à la civilisation, l’héritage chrétien est d’une grande valeur spirituelle, etc.

“Un peu moins européens” que les autres ?

Allons au bout du problème. S’il s’avérait que le christianisme soit mentionné comme élément constitutif de l’identité européenne et inscrit comme tel dans le texte de ladite “Constitution”, il y aurait alors une grave entorse au principe de laïcité. A un Slovène d’origine bosniaque, musulman, à un Juif espagnol ou tchèque, à un Français issu de l’immigration et ayant gardé quelque attache avec l’islam, il manquerait “un petit quelque chose” ; tous trois seraient “un peu moins européens” que les autres. Cette page ne contribue-t-elle pas à fourvoyer les élèves ? S’agit-il d’une erreur ?

Enfin, peut-on, à l'école publique, accepter de présenter le christianisme comme une valeur et un apport à la civilisation ? Pour l'Eglise, pendant des siècles, la femme n'a pas eu d'âme. Les hérétiques relaps étaient mis à mort, des cathares furent exterminés par milliers, des Juifs pogromisés en particulier lors de la première croisade, le premier totalitarisme institué par l'Inquisition, Copernic mis à l'Index, Giordano Bruno (univers infini) brûlé vif comme des dizaines d'autres humanistes, Michel Servet (circulation du sang) exécuté par les calvinistes, Galilée interdit de poursuivre des recherches en astronomie, la Saint-Barthélemy fut célébrée par des bulles pontificales, le chevalier de la Barre eut la langue arrachée et la main droite coupée pour impiété, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 fut condamnée à l'anathème en son temps. La contraception et l'usage du préservatif sont aujourd'hui toujours condamnés par le Vatican, même quand il s'agit de mesures sanitaires, de vie et de mort. Qu'entend-on alors par civilisation ? Que doit entendre l'élève par ce mot ?

Seulement du point de vue des Eglises

Par ailleurs, il semble que les manuels actuels d'éducation civique ne forment pas l'élève seulement du point de vue des Eglises. La deuxième partie du programme actuel de 4^e porte l'intitulé suivant : *"La justice en France."* Dans ce cadre, un autre manuel de 4^e, Nathan, série "Demain, citoyens" propose une bande dessinée en deux pages intitulée : *"Un petit boulot, c'est un vrai travail."* Il s'agit de faire découvrir aux élèves l'existence du conseil des prud'hommes au moyen d'un petit récit. Une jeune fille est embauchée par un copain dans une boutique café-sandwiches. Ce copain ne lui fait signer aucun contrat de travail et la licencie à la suite d'un petit accident du travail. Heureusement, il y a le conseil des prud'hommes (sous-entendu : auquel même le travailleur précaire peut recourir).

L'aspect le plus choquant est indiscutablement le titre. A qui est-il utile de faire croire aux élèves qu'"un petit boulot, c'est un vrai travail" ? Faisons l'affront au lecteur de suggérer ceci : c'est utile à tous les tenants du discours dont on abreuve les salariés depuis des années, en particulier ceux qui ont encore un "vrai travail", une convention collective ou un statut, discours dont le lecteur connaît le refrain : la sécurité de l'emploi, les qualifications précises, les salaires qui en sont le corollaire, les déroulements de carrière, les statuts, les pensions de retraite, tout cela est incompatible avec les nécessaires mutations de l'économie nationale et internationale. C'est utile à Coca-Cola, à Kentucky Fried Chicken, à Peugeot, à Bouygues et à Orange, au Medef, aux commissaires de Bruxelles et aux ministres. Ce discours passant mal auprès des adultes, des éditeurs ont eu la gentillesse de s'en faire les relais auprès des enfants.

Une dernière remarque sur cette page : si "un petit boulot, c'est un vrai travail", alors, pas besoin de diplômes. Conséquemment, pourquoi l'élève s'astreindrait-il aux efforts exigés par ses professeurs ? Encore une gentillesse ? Pour les enseignants ?

Il y a d'autres exemples. Répondons quand même et déjà, une première fois, à la question posée en introduction. L'instruction civique et les manuels "d'éducation civique" ne sont-ils pas devenus le véhicule d'un prêt-à-penser très orienté, plus encore que les manuels d'histoire et de géographie ?

Le problème dépasse de loin le contenu des manuels

Mais le problème posé par l'éducation civique dépasse de loin le contenu des manuels. A l'instar de l'histoire et de la géographie, les manuels traduisent fidèlement les instructions officielles. Ce qui est consternant, c'est que les instructions officielles elles-mêmes, semble-t-il, voudraient

Niveaux	Avant les dernières "réformes"	Maintenant
6°	<ul style="list-style-type: none"> — L'institution scolaire. — La vie démocratique dans la commune (étude détaillée des institutions municipales et de leur fonctionnement, dont le budget, les impôts locaux, les services et équipements municipaux, la commune et l'école, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> — Le sens de l'école : la vie au collège (contient "<i>une communauté organisée, des acteurs, des partenaires</i>") ; l'éducation est un droit pour tous. — Les droits et les devoirs de la personne (notez la connotation chrétienne, "personne", pas "homme et citoyen". — Responsabilité vis-à-vis du cadre de vie et de l'environnement. Sous-titre : les dimensions sociales de la responsabilité des élèves(mais il n'y a rien sur celle de l'Etat).
5°	<ul style="list-style-type: none"> — Le département et la région : organisation territoriale, décentralisation, institutions et fonctionnement, grands services du département et de la région ; services de l'Etat dans le cadre du département et dans celui de la région ; patrimoine. — Diversité et solidarités des hommes. 	<ul style="list-style-type: none"> — L'égalité. Contient "<i>La dignité de la personne</i>", sous-partie qui contient "<i>La prévention : alcool, tabac, drogue</i>". — La solidarité. Sous-parties : 1. "<i>L'esprit de solidarité</i>", qui contient "<i>La solidarité au collègue : l'entraide au quotidien</i>" ; 2. "<i>La solidarité instituée</i>", (dont sous-sous-partie "<i>La Sécurité sociale, des citoyens solidaires</i>". Il s'agit en réalité de travailleurs solidaires, mais le lecteur aura rectifié de lui-même. — L'Etat garant de ce système de protection (à la Commission nationale des programmes, ils ont beaucoup d'humour).
4°	<ul style="list-style-type: none"> — La conquête des libertés. — L'exercice des libertés dans la France d'aujourd'hui (9 sous-parties). — L'Europe (2 sous-parties, dont une "instructive" : la CEE : institutions, fonctionnement). 	<ul style="list-style-type: none"> — Les libertés et les droits. — La justice en France. — Les droits de l'homme et l'Europe.
3°	<ul style="list-style-type: none"> — La France, Etat républicain. — Les institutions des deux grandes puissances (Etats-Unis et URSS, c'était avant 1991). — Conclusion : les valeurs de la démocratie. 	<ul style="list-style-type: none"> — Le citoyen, la République, la démocratie. — L'organisation des pouvoirs de la République. — La citoyenneté politique et sociale. — Les débats de la démocratie. — La défense et la paix.

faire de l'enseignant d'histoire-géographie un idéologue, un vecteur du prêt-à-penser. Cela, par deux moyens : l'architecture générale ainsi que le contenu du programme d'éducation civique ; la place désormais dévolue à cet enseignement, *au détriment* de l'enseignement de l'histoire et de la géographie.

L'intitulé actuel et officiel de cet enseignement est lui-même significatif. C'est de l'éducation (civique), ce n'est plus depuis longtemps de l'instruction (civique). Toutefois, le changement de dénomination a précédé le changement de contenu. Un tournant radical s'est opéré dans les années 1995-1997 (2).

Une vaste substitution

Que voit-on apparaître en comparant les deux programmes publiés ci-contre ? Une vaste substitution. A la transmission des connaissances objectives sur le maillage politique et administratif de la République, aux connaissances précises sur les budgets, les attributions et le fonctionnement d'institutions politiques où siègent des élus, on a substitué une **litanie**. Celle-ci est scandée de titres qui renvoient tout autant (ou plus) à la **morale**, disons au mieux "aux sciences morales et politiques" qu'à l'étude de la cité. **L'élève étudie des "valeurs"** : la responsabilité, l'égalité, la solidarité (souvent assimilée à la charité), la sécurité, la liberté, la justice, la paix... Les instructions officielles l'assument pleinement : "*Les valeurs et les principes de la démocratie sont fondés sur les droits de l'homme. Ce sont eux qui ordonnent les contenus des programmes et qui en constituent la philosophie d'ensemble. Ces valeurs et ces principes correspondent à des concepts (...). Il s'agit d'éduquer le jugement (...) des élèves*". Il y a dans ce "éduquer"-là une résurgence du mot "éducation" au sens ancien d'apprentissage des bonnes manières. Il ne s'agit pas d'instruire les élèves, petit à petit et patiemment, de la 6^e à la terminale, pour qu'ils deviennent capables de juger par eux-mêmes, par étape, mais de façonner leur esprit avec le moule des

nouveaux bien-pensants et des politiquement corrects. Nous l'avons vu avec le premier exemple.

Adaptation des élèves aux grandes orientations libérales et maastrichtiennes

Le **deuxième but visé** est, nous l'avons vu avec le deuxième exemple, **l'adaptation des élèves aux grandes orientations libérales et maastrichtiennes**. Le lecteur aura également remarqué que l'étude sérieuse de la commune, des élections cantonales, du département, du conseil général, de son budget et de ses prérogatives, tout cela disparaît dans le même temps où la Commission de Bruxelles et nos gouvernements "subsidiaires" tentent à tout prix d'y substituer autre chose ("eurorégions", régions directement financées par l'Union européenne ; communautés forcées de communes, "pays", etc., sans parler du rouleau compresseur des directives).

Un **troisième but** est identifiable : utiliser l'enseignant d'histoire-géographie-éducation civique et une partie de son horaire par classe, pour, pêle-mêle, éduquer les élèves de manière à prévenir ou réduire les incivilités et vandalismes, inculquer à tout prix quelques idées indispensables à la cohésion sociale, et cela dans des établissements de communes laissées pour compte.

A quoi peut-on le vérifier ? Au contenu des manuels dont les éditeurs comprennent si bien les ministres. Le ton de ces manuels est très souvent incantatoire : il ne faut pas se bagarrer au CDI (Nathan, 6^e, 2000, page 22), le collège doit avoir un projet (construire un avion, même ou-

(2) Celles qui ont pour socle le *Bulletin officiel* commun à tous les enseignements en collège (n° 25, 20 juin 1996) et pour l'histoire-géographie-éducation civique, les textes suivants : arrêté du 22 novembre 1995 (6^e), *Bulletin officiel* hors série n° 1, 13 février 1997 (5^e et 4^e) et *Bulletin officiel* n° 10, 15 octobre 1998.

vrage, p. 29), l'élève doit s'engager dans des associations (même ouvrage, p. 60), trier les déchets ménagers et nettoyer une plage de la marée noire (p. 70), apprendre ce qu'est le POS (mais c'est déjà dépassé, maintenant c'est le PLU, le plan local d'urbanisme). Quant à l'élève, aura-t-il jamais appris ce qu'est réellement la commune ?

Par-dessus ce fatras, on abreuve les élèves, jusqu'à plus soif, de références incessantes aux diverses déclarations des droits (celle de 1789, de 1948, mais aussi celle des droits de l'enfant, etc.). Où est le problème ? L'élève est blasé sur ce sujet. En 4^e et en histoire (Ancien Régime, Révolution française, XIX^e siècle), quand vient enfin le moment de faire découvrir à l'élève *contre quoi* la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 a été conçue et promulguée, *quelle rupture fondamentale* elle incarnait et consommait avec l'arbitraire aristocratique et le despotisme clérical, quels anathèmes hystériques elle inspira aux Eglises, alors... l'enseignant constate que les élèves baillent déjà aux seuls mots de "Déclaration des droits" ou de "droits de l'homme".

Et il faut ici poser un autre problème fondamental, celui de la place désormais dévolue à l'éducation civique *au détriment* de l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Rappelons qu'il y eut un temps où l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'éducation civique se faisait avec pratiquement quatre heures par semaine pour chaque classe. C'est l'enseignant qui appréciait le temps à impartir à l'instruction civique, à l'intérieur de cet horaire. Des textes précisèrent que l'horaire global était à 3 heures et demie. D'autres textes ont ensuite contraint le professeur à consacrer une heure par semaine à ladite éducation civique. L'horaire d'histoire devenant égal à une heure un quart par semaine, et celui de la géographie également. Puis vinrent les "fourchettes" Bayrou, et enfin la réduction à 3 heures par semaine, pour accorder du temps aux "itinéraires de découverte". La plupart des collèges n'ont désormais que ces 3 heures hebdomadaires par classe et par

niveau, sauf en classe de 3^e, qui conserve les 3 heures et demie. Donc, en dehors des classes de 3^e, l'horaire hebdomadaire est d'une heure en histoire et d'une heure en géographie, quoique cela ne soit écrit nulle part, et que les parents l'ignorent. A quoi faut-il s'attendre à ce sujet quand viendra la prochaine refonte des programmes ?

Le résultat de cette érosion

En attendant, quel est le résultat de cette érosion de l'horaire d'histoire au bénéfice de l'éducation civique ? Une ignorance de plus en plus grande des élèves en histoire, de l'indifférence ou au contraire des réactions passionnées de rejet à l'égard même de cette éducation civique, si chère à ses concepteurs, et, plus grave, à l'encontre même de certaines des fameuses valeurs fondamentales. Un exemple : dans un collège du Val-de-Marne, un enseignant fait travailler sa classe de 3^e sur la partie du programme d'éducation civique qui a pour intitulé "*Le citoyen, la République, la démocratie*", sous-partie "*Les valeurs, principes et symboles de la République*". Document de référence, entre autres, la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Mais au seul mot de "laïcité" (prononcé par l'enseignant), une élève prend la parole à très haute voix, en colère, l'interrompt sans relâche pour répéter qu'elle ne veut pas entendre ce bla-bla, que la laïcité, c'est pour favoriser les chrétiens, c'est contre les musulmans, etc. Ne voulant pas exclure l'élève du cours (dans ce collège, l'aimable chef d'établissement vous ramenait l'élève en classe après lui avoir fait un sermon inoffensif), il a dû passer à de la géographie économique. Précisons que même si l'élève est d'une famille tunisienne, elle n'avait jamais donné le moindre signe d'adhésion à l'islamisme ou même à l'islam. Ajoutons que l'incident a eu lieu avant "*la loi sur le voile*" de 2004, comme l'appelle si bien *Le Monde*. Cette élève de 3^e ignorait tout du contexte dans lequel les lois scolaires de

1881-1882 et la loi de 1905 avaient été instituées, c'est-à-dire un contexte de lutte contre l'emprise encore très forte de l'Eglise de France et des congrégations sur les esprits, les écoles, et contre la République. Pourquoi ? Parce que son professeur de 4^e n'avait pas traité ou avait traité trop vite cette partie du programme qui s'intitule "*La France de 1815 à 1914*", qui arrive en fin d'année, et à laquelle sont officiellement dévolues 4 à 5 heures de cours. Un siècle d'histoire de France (et quel siècle !) qui, comme beaucoup d'autres parties du programme, a toutes les chances d'être simplement évoqué en l'état actuel des dotations horaires et de la structure du programme. Si l'enseignant ne sacrifie pas telle partie fondamentale du programme, alors, il en sacrifiera une ou plusieurs autres. Voilà, il semble, l'un des résultats des "équilibres" actuels.

Quelques réflexions complémentaires

L'"éducation" à l'"esprit de solidarité" en 5^e rappelle ce que l'on appelait "la charité". Emmaüs, les Restos du cœur, l'opération "Pièces jaunes", Médecins sans frontières, Handicap international sont très présents, mais, sauf exception, pas ou très peu de réflexion sur ce qui amène autant de gens à en dépendre. Magnard 2 000 termine le chapitre par un jeu. Chaque élève peut évaluer s'il est un "*solidaire de proximité*", "*solidaire donateur*" ou "*solidaire humanitaire*",

et, pour chacun, il y a une association, avec numéro de téléphone et site Internet. L'éducation à l'"esprit de solidarité" est instillé jusqu'en terminale, dont les manuels, en abordant le problème du chômage, font plus volontiers références à l'abbé Pierre (Bertrand Lacoste : ses deux "appels" de 1954 et 2004) et aux Restos du cœur qu'aux mouvements sociaux pour défendre la Sécurité sociale, les retraites et le pouvoir d'achat.

Quant à la "citoyenneté politique", elle envahit d'autant plus les manuels que les programmes d'histoire font une place restreinte à l'étude des périodes pendant lesquelles elle s'est construite et affirmée.

Il s'agit de transformer l'"élève" en "citoyen". Ce leitmotiv tenterait-il de masquer que le citoyen est de fait de plus en plus dessaisi de tout pouvoir réel, de tout moyen de contrôle ?

Exemple significatif, un stage proposé aux professeurs de l'académie de Paris en 2006, "*Le règlement intérieur, outil d'éducation à la citoyenneté*", montre bien la confusion entre citoyenneté et civilité. Prétendant "*aider les acteurs de l'établissement à mieux comprendre le règlement intérieur pour en faciliter l'appropriation*", il crée une confusion des situations. Destiné à "*aider l'élève à être acteur de sa citoyenneté dans l'EPL pour favoriser son entrée dans les apprentissages*", il génère la confusion entre démocratie et participation.

Thierry Martinez

**Quand
Soljenitsyne
regrette les réformes...
du tsar Alexandre II !**

(Marc Teulin)



“La révolution avait revêtu un sens planétaire, voire cosmique”

DANS ses *Réflexions sur la révolution de février* (1), écrites entre 1980 et 1983 et publiées seulement aujourd’hui en français, Soljenitsyne livre ce que l’on n’ose appeler le fond de sa “pensée” sur les raisons pour lesquelles la Russie a connu (pour lui, subi) la révolution de février. Il a trouvé la réponse, loin de ces historiens et intellectuels pour lesquels il ne nourrit qu’un mépris qu’il croit royal, dans la bouche des sages des villages.

“Ces troubles nous sont envoyés parce que le peuple a oublié Dieu”

« Je me souviens moi-même fort bien comme dans les années 1920 les vieux habitants des villages expliquaient avec conviction : “Ces troubles nous sont envoyés parce que le peuple a oublié Dieu.” Je pense que cette explication populaire des témoins est plus profonde que tout ce que peuvent atteindre, à la fin du XX^e siècle, nos recherches les plus savantes » (p. 116).

Si les vieux villageois barbus — souvent analphabètes — ont trouvé il y a quatre-vingts ans la réponse profonde que les recherches les plus savantes

(auxquelles Soljenitsyne semble pourtant vainement s’associer) ne sauraient approcher, inutile de perdre son temps dans les documents. La sainte simplicité est une clé universelle de la vérité.

Soljenitsyne juge néanmoins nécessaire d’explicitier, ou plutôt de préciser leur message.

“Etant donné la regrettable désorganisation qui avait suivi l’abolition du servage”

“Le pays, écrit-il, n’aurait pas été ébranlé par le séisme, l’abîme ne se serait pas ouvert de sous ses pieds si la paysannerie avait conservé ses mœurs patriarcales et sa crainte de Dieu. Mais dans les dernières décennies, étant donné la regrettable désorganisation qui avait suivi l’abolition du servage et les tentatives économiques désordonnées pour se frayer un chemin à travers la jungle des

(1) Alexandre Soljenitsyne, *Réflexions sur la révolution de février*, traduit du russe par Nikita Struve, Fayard, 2007, 138 pages, 12 euros.

injustices, une partie de la paysannerie s'adonnait à la boisson, l'autre brûlait d'une envie coupable de se partager les biens d'autrui" (p. 113).

Si l'on comprend bien ces lignes, Soljenitsyne regrette l'abolition du servage (qui a effectivement porté le coup décisif au maintien des mœurs patriarcales) décidée en 1861 par un tsar soucieux de moderniser une économie dont la nature obsolète avait provoqué la défaite de l'armée russe lors de la guerre de Crimée.

Ces lignes, par ailleurs, jettent une vive lueur sur les qualités de Soljenitsyne comme historien. Faire dater de l'abolition du servage en 1861 le fait qu'une partie (?) de la paysannerie s'adonnait à la boisson est une (mauvaise) plaisanterie. L'ivrognerie paysanne était une vieille tradition. Si Catherine II avait donné le monopole de la vente de la vodka à la noblesse, c'est très précisément parce que la vente de la vodka aux paysans par les cabaretiers que leurs intendants fournissaient était une source de profit.

Dans *Deux siècles ensemble*, Soljenitsyne reproduit d'ailleurs complaisamment les rapports de Derjavine (sous Alexandre I^{er}) accusant les cabaretiers juifs de ruiner les paysans en les enivrant à crédit. Autres objectifs, autres vérités...

"Futurs assassins et incendiaires"

Dénoncer ensuite *"l'envie"* (coupable) de *"l'autre partie de la paysannerie"* (partie qui ne s'adonnait donc pas à la boisson, elle ?) *de se partager les biens d'autrui*" relève là d'une simplification très abusive. Les paysans ne brûlaient pas de l'envie de se partager les terres des autres paysans, de leurs voisins, ils brûlaient de l'envie très particulière de mettre la main sur les terres des grands propriétaires terriens (fainéants) et de l'Église (tout aussi fainéante).

Soljenitsyne doit le reconnaître en évoquant ensuite les paysans, pardon...

"les futurs assassins et incendiaires qui bientôt se jetteraient sur les domaines des propriétaires terriens...".

Il ajoute : *"La longue propagande des couches instruites a elle aussi aliéné ce goût du partage des biens d'autrui, tout prêt à se déchaîner dans la paysannerie une fois qu'elle aurait perdu la mémoire des anciennes bases de sa vie"* (pp. 113-114).

Qu'il était beau, décidément, le temps du servage ! Par ailleurs, les paysans tenaient à l'écart ces "couches instruites" que Soljenitsyne oppose à leur sainte simplicité (perdue) et ne pouvaient guère subir leur influence.

Mais pourquoi ces paysans ont-ils oublié Dieu ? Apparemment, les vieux sages villageois ne le savaient pas. Soljenitsyne répond à leur place : *"Le déclin de la paysannerie a été la conséquence directe du déclin du clergé"* (p. 114). Pourquoi ce déclin ? Là, Soljenitsyne reste bouche cousue, à part une vague allusion au schisme du XVII^e siècle avec les vieux croyants, mais il se déchaîne contre le développement aux origines obscures de l'irréligiosité dans les campagnes : *"Dans le milieu paysan, les renégats (de qui ? de quoi ? alors que, jusqu'en 1905, le fait de quitter la religion orthodoxe pour une autre était puni d'une peine de prison — NDA) se multipliaient, certains encore silencieux, d'autres déjà grandes gueules"* (p. 114). Quiconque ne se soumet pas à la loi de l'Église est bien sûr un renégat et une grande gueule (la langue de Soljenitsyne alterne mécaniquement le vulgaire et le pâteux).

Il poursuit : *"C'est précisément au début du XX^e siècle que, dans les campagnes russes, on pouvait entendre des blasphèmes inouïs à l'adresse de Dieu et de la Vierge. Dans les villages, les jeunes se livraient à des esclandres aussi méchants que gratuits qu'on n'avait jamais vus auparavant"* (pp. 114-115).

Soljenitsyne n'hésite pas à reprendre le vieux thème éculé des jeunes garnements qui ébranlent l'ordre sagement défendu par les vieux. C'est pire encore, affirme-t-il, dans *"les villes où l'incroyance était enseignée dans les écoles"*

secondaires depuis les réformes des années 1860” (p. 115), c’est-à-dire les réformes abolissant l’esclavage et accordant une certaine autonomie de gestion aux universités.

Mais — ce que Soljenitsyne omet de dire — dans les écoles, au lycée, à l’Université, l’enseignement religieux était obligatoire ! Il y avait une épreuve de religion dans les examens. Comment pouvait-on donc enseigner “l’incroyance” ? Qui ? Où ? Quand ? Tout est dit ou presque dans ces trois pages.

Soljenitsyne fournit néanmoins ce que l’on n’ose appeler une analyse de la révolution de février, “*qui a, selon lui, tragiquement changé non seulement les destinées de la Russie, mais tout le cours de l’histoire universelle*” (p. 7).

Pour lui, il n’y a pas eu de révolution, “*la dynastie s’est suicidée pour ne pas provoquer une effusion de sang, ou, qu’à Dieu ne plaise, une guerre civile. Jamais le souverain ne s’était pardonné la fatale effusion de sang*” du 9 janvier 1905 (pp. 34 et 36). Ah ! la brave — mais aveugle — dynastie des Romanov !

Soit dit en passant, Nicolas II a tenu un journal pendant ces événements et après. Même le plus puissant des microscopes ne peut y déceler l’idée qu’il ne se serait jamais pardonné d’avoir fait fusiller plus d’un millier de manifestants de tous âges, et même de badauds...

“De l’argent non identifié destiné à des comites de grève”

Tout le reste n’est qu’une bordée d’exécutions contre tout le monde : l’entourage du tsar (mais pas le bon et brave — mais faible — tsar lui-même, dont il célèbre “*le cœur pur et aimant*”, p. 50 !), ses ministres, son frère Michel, les révolutionnaires, les membres du soviét (“*une bande de vauriens, semi-intellectuels, semi-révolutionnaires, qui n’avaient été élus par personne*” (p. 72) (et par qui le tsar avait-il donc été élu ?),

etc., tout le monde a sa place dans la litanie d’invectives soljenitsyennes, même, bien sûr, les ouvriers qui font grève et contre qui Soljenitsyne reprend les ragots policiers les plus éculés (il évoque “*les arrêts de travail dans les usines, confortés depuis plus d’un an par de l’argent non identifié destiné à des comités de grève anonymes et que les agitateurs n’interceptaient pas*”, p. 15).

Salards de travailleurs payés par on ne sait qui pour faire grève contre un tsar si aimant...

“L’argent allemand... bien qu’en ce qui concerne ce dernier, aucun document ne l’atteste !”

Puis, Soljenitsyne évoque comme moteur de la révolution de février “*les agents allemands et l’argent allemand*”... tout en se sentant contraint d’ajouter : “*Bien qu’en ce qui concerne ce dernier, aucun document ne l’atteste, tout au plus en a-t-on quelques indices*” (p. 101)... que Soljenitsyne se garde bien de fournir, et qu’il remplace par un raisonnement pas très subtil : « *Indubitablement, compte tenu des méthodes de la diplomatie allemande, de la guerre totale, de la lente décomposition de leur adversaire, on peut ne pas douter (sic !) que les efforts des Allemands et leur argent aient été résolument destinés à provoquer une explosion dans la Russie en guerre. Ils ont donc eu à payer des gens et ils ne sont pas restés sans influence sur le vaste mouvement de grève de Petrograd ; à coup sûr, ils attisaient également les rumeurs sur le pain (mais le slogan “A bas la guerre !” n’est pas uniquement d’origine allemande, il était pleinement inspiré par un ras-le-bol de la guerre)* » (pp. 101-102). Et ainsi de suite.

Ensuite, nous quittons le domaine du tripatouillage des faits pour entrer dans celui de la farce.

Pour Soljenitsyne, la révolution de février est le début de l’apocalypse, ou,

si l'on veut, l'avènement de l'Antéchrist : *"Aujourd'hui, nous voyons que tout le XX^e siècle a été cette même révolution étendue au monde entier. Elle devait éclater sur toute l'humanité qui s'était privée de Dieu. Elle avait revêtu un sens planétaire, voire cosmique"* (p. 116) (cosmique ! ce cosmique relève du comique).

Reste une question brûlante : *"La volonté de Dieu aurait pu ne pas commencer par la Russie. Mais nous aussi avons péché et mécréance en suffisance"* (p. 116) (sic !, fidèlement reproduit ! Il y a sans doute une inversion du "et" et du "en"...).

Si les Russes "aussi" ont péché... comme les autres, cela n'explique pas

pourquoi Dieu s'est déchaîné précisément contre eux. En fait, c'est qu'il a commencé par eux, avant de frapper tout le monde. Le Dieu d'amour a de ces ruses...

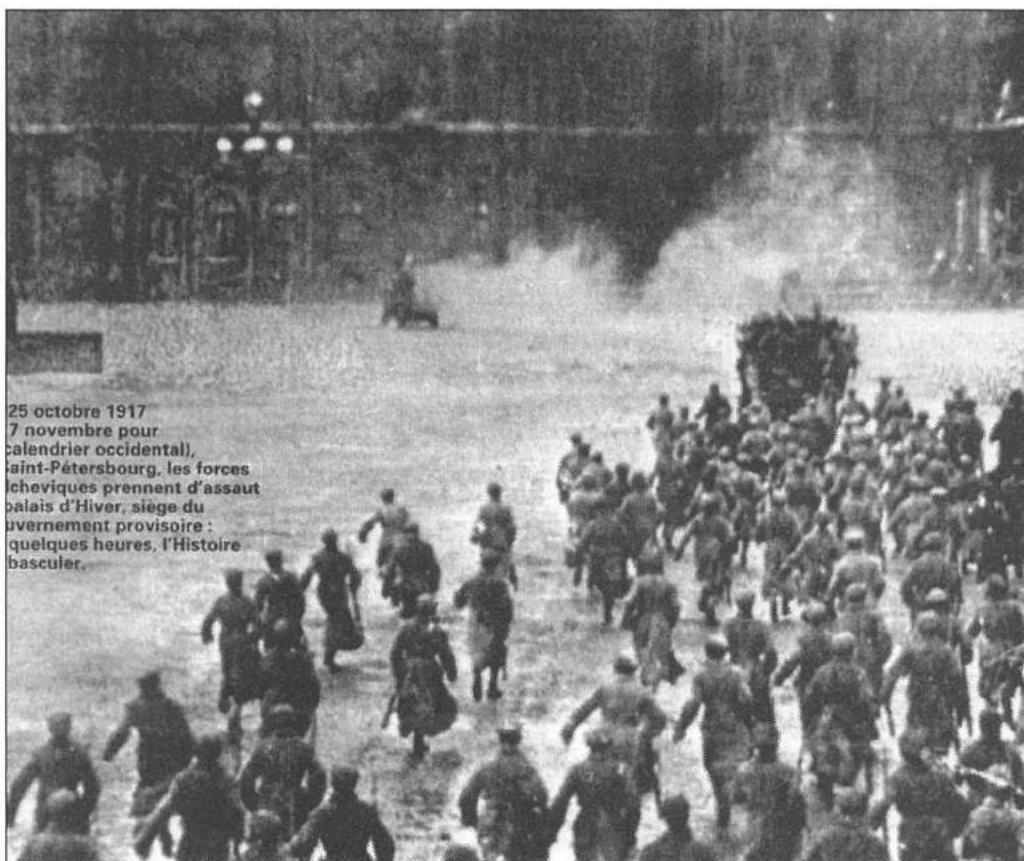
Pourquoi la Russie, néanmoins ? Pour répondre, Soljenitsyne cite une phrase du prêtre Serge Boulgakov : *"La Russie n'a pas mérité une telle destinée : elle est comme l'agneau qui porte le poids des péchés de l'Europe. C'est là un mystère qu'il faut accepter dans la foi"* (p. 117).

Une telle réponse rend inutile toute tentative d'explication, puisque, par définition, le mystère relève de l'inexplicable.

Marc Teulin



Chronique des falsifications



25 octobre 1917
7 novembre pour
calendrier occidental),
Saint-Petersbourg, les forces
bolcheviques prennent d'assaut
le palais d'Hiver, siège du
gouvernement provisoire :
quelques heures, l'Histoire
basculer.

Démocratie en apparence, totalitarisme en réalité

cipes du « socialisme scientifique », protestent ses principaux acolytes ! Comme d'habitude, Lénine emporte le morceau. Son slogan choc : « *Tout le pouvoir aux soviets.* » Un piège à gogos qui va fonctionner.

Démocratie en apparence, totalitarisme en réalité : le marxisme-léninisme vient de naître. Rares sont ceux qui comprennent la portée de l'événement dans cette Russie, « *pays le plus libre du monde* », où la presse et la rue peuvent dire ce qu'elles veulent, et qui se transformera bientôt en univers ubuesque, dont l'humour lui-même va devenir l'ennemi : Amandine Regamey, dans *Proletaires de tous les pays, excusez-moi !* (3), donne maints exemples de cette résistance par le rire.

En juin 1917, Lvov lance l'armée dans une offensive générale. Ancien socialiste-révolutionnaire, modéré mais très imbu de lui-même, son ministre de la Guerre, Alexandre Kerenski, attend beaucoup de cette attaque. Trop, car, comme l'explique un témoin, Claude Anet, dans un livre-reportage récemment réédité, « *la révolution, dont il (Kerenski) a été l'un des principaux chefs, a ruiné la discipline ancienne, soutien de l'immense armée russe* » (4). L'assaut tourne à la boucherie. L'armée se désagrège. Les moujiks sous l'uniforme abandonnent le front et rentrent en masse dans leurs villages, molestant les officiers au passage. Les garnisons des

grandes villes s'effondrent dans l'anarchie. Il était déjà interdit de tuer ; cette fois, c'est commander qui devient défendu. Kerenski tente, pour les anciennes classes dirigeantes, le calvaire que décrira Catherine, fille du prince Sayn-Wittgenstein, dans son journal (5), réédité lui aussi.

En juillet, le régime démocratique semble à deux doigts de sa perte face aux militaires mutinés et aux manifestants qui envahissent la rue, encouragés par l'appareil bolchevique. Mais le flot retombe. Pour avoir trop hésité à s'emparer du pouvoir, Kerenski doit plonger dans la clandestinité tandis que Kerenski rentre à Lvov, démissionnaire, à la tête du gouvernement.

Lénine veut le pouvoir, tout de suite

Les bolcheviks ont-ils perdu la partie ? Dans son exil finlandais, Lénine se ronger les sangs. Mais Kerenski multiplie les bêtises. S'allie-t-il, fin août, ce qui restait du corps des officiers en s'alliant le général Kornilov, partisan affirmé d'un retour à l'ordre, d'une tentative de putsch imaginaire. C'est tout bénéfique pour les bolcheviks, lesquels se refont une santé en mobilisant les ouvriers, sous prétexte de menace « contre-révolutionnaire ». Le 1^{er} septembre, Kerenski proclame la République. Quinze jours plus tard, Trotski adhère au parti bolchevique

Un sous-Courtois...

UN sous-Courtois... Est-ce possible ? Est-il possible de faire aussi bien, voire mieux, que l'homme qui a inventé le prétendu "génocide de classe" pour le comparer au "génocide de race" nazi (l'extermination des Juifs) et ainsi relativiser ce dernier ?

Le Monde en donne la preuve.

Trafics en tous genres

Les trois articles de Jan Krauze sur la révolution russe, dans *Le Monde* des mardi 6, mercredi 7 et jeudi 8 novembre, sont un modèle du genre : omissions de faits essentiels, distorsion de faits, fabrication de citations à partir de bouts de phrases extraits de leur contexte, soigneusement découpés et recollés dans le plus grand arbitraire, tout cela couronné par une absence soigneuse de références.

Peut-être, feuilletant en hâte *La Révolution russe* de l'historien anglais Orlando Figes, récemment publié aux éditions Denoel, Jan Krauze est-il tombé sur une phrase que cite l'historien anglais : "*Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie*" (1). S'il ne cite pas cette phrase, ses trois ar-

ticles publiés dans *Le Monde* semblent pourtant s'en inspirer. Il y prétend, en effet, à grand renfort d'affabulations puisées dans la presse monarchiste blanche des années vingt — dont *La Terreur rouge en Russie*, de Melgounov — ou le *Livre noir du communisme*, de faits inventés ou au contraire occultés, de rumeurs invérifiables et de citations tronquées, privées de toute référence permettant de contrôler ses assertions, montrer que la révolution russe en général et Lénine en particulier auraient mis en œuvre un tel programme sanglant.

Le plan d'extermination... d'un général blanc

Mais l'auteur de cette phrase est le général blanc Kornilov, que l'historien anglais qualifie d'"*idole des jeunes officiers*" et de "*partisan d'une tactique plus audacieuse (...) que celle d'Alexeïev*" (autre général blanc) (2). Plus audacieuse, si l'on veut, mais en tout cas Kornilov, cette "*idole des jeunes officiers*" (blancs)

(1) Orlando Figes, *La Révolution russe*, Denoël, 2007, p. 692.

(2) *Ibidem*.

donne la dimension que lesdits blancs, soutenus par les gouvernements français, anglais, américain, japonais et autres, voulaient donner à leur combat pour renverser la révolution : une guerre d'extermination à laquelle les bolcheviks ont dû répondre.

Au début du troisième article (jeudi 8 novembre 2007), Jan Krauze écrit que *“les bolcheviks, à peine parvenus au pouvoir, se sont retournés avec une brutalité inouïe contre toutes les catégories sociales”* qui avaient fini par rejeter le gouvernement provisoire (*“les soldats mutins, les ouvriers de Petrograd, les déserteurs, les paysans qui s'étaient d'eux-mêmes appropriés les terres, et même la petite bourgeoisie des intellectuels”*).

Comme la Tcheka ne sera créée que le 7 décembre et que, pendant les six mois qui suivent, elle ne constitue qu'un détachement de quelques centaines d'hommes sans grand pouvoir, comme l'Armée rouge n'existe pas encore et que le Parti bolchevique est paralysé par la crise que suscite en son sein la discussion sur la paix de Brest-Litovsk (faut-il signer ou non cette *“paix infâme”* ?), on se demande sur quelle force se serait alors appuyé le régime du Conseil des commissaires du peuple s'il s'était effectivement attaqué à toutes les forces vives du pays !

Le menchevik Martov avait une autre vision des choses que le plumitif Jan Krauze. Martov écrivait en effet le 19 novembre à son ami Axelrod : *“Presque tout le prolétariat est du côté de Lénine et attend que la révolution débouche sur son émancipation sociale”* (3). Et d'ailleurs, Lénine, le 5 novembre, appelle les travailleurs à prendre le pouvoir partout : *“Camarades travailleurs, écrit-il dans un appel, rappelez-vous qu'à présent, c'est vous-mêmes qui dirigez l'Etat. Nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez pas en main toutes les affaires de l'Etat. Vos soviets sont désormais les organismes du pouvoir d'Etat, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision (...). Mettez-vous vous-mêmes à l'œuvre à la base sans attendre personne”* (4). L'historien Orlando Figes note à ce propos que les

paysans resteront indifférents à la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche pour cette raison même : *“Le pouvoir du soviét s'était enraciné au village en tant que système de gouvernement local et la Constituante apparaissait maintenant comme un Parlement lointain. Les paysans avaient accueilli sa fermeture par les bolcheviks dans un silence assourdissant”* (5).

Partisans de l'unité... contre les soviets

Le menchevik Dan donnait la clé de la politique des ennemis de la révolution quand il déclarait en pleine réunion du comité central des mencheviks, le 3 novembre 1917, qu'il fallait parvenir à un gouvernement de coalition de tous les socialistes, en précisant : *“Le sens de l'accord est de contraindre les bolcheviks à renoncer à l'idée du pouvoir des soviets”* (6). Le journal libéral *“modéré”* (?) *Dien* dit la même chose en annonçant la menace de Kornilov, quand il écrit : *“Smolny (le siège du soviét) doit être désarmé, réduit à l'impuissance, et, s'il ne se soumet pas aux ordres du palais de Tauride (où doit siéger la Constituante), détruit.”*

Certes, la guerre civile va modifier les données.

Kornilov, on l'a vu, en donne la dimension que la contre-révolution veut lui donner. Mais Krauze veut en imputer non seulement la responsabilité, mais la volonté même de la déchaîner à Lénine. Selon Krauze, Lénine, en septembre 1917, *“exalte la future guerre civile (...), forme la plus aiguë de la lutte de classes, et les fleuves de sang qui donneront au parti une victoire certaine”*. Qui-conque lira ou relira les lettres de Lénine auxquelles Krauze fait référence (*Œuvres complètes*, quatrième édition, tome 26, pp. 10 à 19, 63 à 69, 138-139) n'en

(3) *Politicheskie deiateli Rossii* v, 1917, Moscou, 1993, p. 207.

(4) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 35, p. 66 (édition russe).

(5) Orlando Figes, *op. cit.*, p. 710.

(6) *Politicheskie deiateli Rossii*, p. 96.

pourra croire ses yeux. A l'épreuve du résumé de texte du français au bac, Krauze aurait un zéro pointé. Pour ne prendre qu'un exemple, dans sa lettre au comité central du 1^{er} octobre 1917 (texte à usage interne, et donc dénué de tout soupçon de propagande !), Lénine affirme : "La victoire est assurée, et, il y a neuf chances sur dix, sans effusion de sang" (7), ce qui lui paraît un argument supplémentaire pour la prise du pouvoir alors que les campagnes se soulèvent pour prendre la terre.

Lénine, le 4 novembre 1917, déclare : "Nous ne voulons pas de guerre civile (...). Nous sommes contre la guerre civile" (8). D'ailleurs, les premières mesures du gouvernement soviétique visent à préparer la paix. Ainsi, le décret du 9 décembre organisant la transformation de la majorité des usines travaillant pour la guerre en usines fabriquant des objets de première nécessité pour la population. Mais tous ceux qui, en Russie comme à l'étranger, veulent que la Russie continue à s'enfoncer dans une guerre sanglante et ruineuse pour les seuls intérêts des impérialistes français et anglais, qui ne supportent pas que la terre soit aux paysans ou que les banques soient nationalisées, que les bolcheviks aient décrété la séparation de l'Eglise et de l'Etat, confisqué les 15 millions d'hectares de terres sur lesquels s'engraissait l'Eglise orthodoxe, tous ceux-là veulent la guerre civile et la déclenchent, au risque, parfaitement conscient, d'achever la ruine du pays et de le démembrer. Ainsi, le patriarche Tikhon dénonce-t-il le 19 janvier 1918 les dirigeants soviétiques comme des "rebuts du genre humain" avec lesquels il interdit aux fidèles toute coopération sous peine d'excommunication.

Claude Anet : une source fangeuse...

Peut-être Jan Krauze, avant d'écrire, a-t-il malgré tout tenté de se renseigner sur un sujet qu'il connaît manifestement très mal. Ainsi, pour évoquer Lénine, il cite longuement le journaliste Claude Anet, sans être apparemment gêné par

l'antisémitisme de ce correspondant de presse français (un confrère, il est vrai). Ainsi Claude Anet, participant à une réunion des dirigeants bolcheviques le 9 décembre 1917, évoque "Sverdlov (...) Judas, le mauvais apôtre (...), le nez crochu", "tout un tas de figures (...) des fils d'Israël qui ont abandonné la synagogue pour l'assemblée du peuple" (9), puis s'attarde sur "Trotsky recevant des subsides allemands", en affirmant : "Je veux que Trotsky ait reçu de l'argent" (donc, si Claude Anet le veut, il en a reçu !), "l'argent est impérial" (10). Avec un pareil inspirateur, Krauze peut confondre sans difficulté histoire et délire, et, bien entendu, ne jamais évoquer les pogromes au cours desquels les blancs et les nationalistes ukrainiens ont éventré, brûlé vif, assassiné près d'un demi-million de Juifs pendant la guerre civile.

C'est chez Claude Anet qu'il trouve la légende des élèves officiers "blanc et rose" (sic !) que les gardes rouges "massacrent". Les élèves officiers se sont soulevés à l'appel des partisans du gouvernement provisoire, à peu près unanimement détesté et renversé. Ils sont battus, et certains ont été tués dans le combat. Ce sont les quelque 300 gardes rouges du Kremlin qui, se rendant aux blancs dirigés par le maire socialiste-révolutionnaire Roudnev, sont abattus sans défense ; au même moment, les bolcheviks libèrent sur sa parole de se tenir tranquille l'ataman Krasnov, qui formera bientôt dans le sud une armée contre-révolutionnaire financée et armée par les Allemands, puis constituera pendant la Seconde Guerre mondiale une division SS de cosaques, qui incendiera, pillera et massacrera à tout va. Jan Krauze ignore tout cela.

Après l'exécution du général blanc Bogaievski, le 1^{er} avril 1918, Lénine pense que la guerre civile est terminée et

(7) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 26, p. 139 (édition française).

(8) *Ibidem*, Lénine, tome 35, p. 53 (édition russe).

(9) Claude Anet, *La Révolution russe*, Phébus, 2007, p. 564.

(10) Serguei Adamets, *Guerre civile et famine en Russie*, Institut d'études slaves, 2003, p. 43.

s'en félicite, car il pense ainsi pouvoir consacrer toute l'énergie de son gouvernement à la construction économique pacifique...

Jan Krauze ignore l'existence de tous les vautours de la guerre civile, de Kornilov et de ses semblables, et des gouvernements anglais et français qui élaborerent des plans de partage du pays en zones d'influence. Que les bolcheviks doivent se débattre pour faire face à tous ces dangers, Krauze l'ignore encore. Le chercheur Sergueï Adamets, qui ne manifeste pas une sympathie particulière pour les bolcheviks, note dans son ouvrage fondamental, *Guerre civile et famine en Russie* : "Avec le krach industriel et militaire, les illusions démocratiques des bolcheviks s'envolent et cèdent la place à une pure dictature ministérielle" (11).

Au cas où les bolcheviks et Lénine auraient nourri des illusions sur le sort qui les attendait, eux et tous les partisans de la révolution, les événements de Finlande (province russe devenue indépendante le 18 décembre 1917) le confirment. Les ouvriers finlandais, dirigés par des sociaux-démocrates de gauche, se soulèvent en janvier. Leur mouvement est écrasé avec l'aide de la division de marine allemande du général Von der Goltz. Quatre-vingt mille d'entre eux sont internés dans les premiers grands camps de concentration de la guerre civile, environ vingt mille d'entre eux sont abattus à la mitrailleuse ou fusillés pendant que la bourgeoisie finlandaise envoie un émissaire à Berlin pour solliciter l'envoi d'un prince allemand de sang royal.

Jan Krauze ignore bien entendu tout cela. Il ignore aussi la décision prise en mars 1919 par la conférence spéciale près le général Denikine condamnant à mort toute personne ayant contribué au pouvoir du Conseil des commissaires du peuple. En revanche, il cite partout des chiffres hallucinants : 200 ouvriers des usines Poutilov fusillés en mars 1919 ; 40 otages pendus ici, 150 là. De 2 000 à 4 000 ouvriers et soldats désobéissants noyés (?) à Astrakhan on ne sait quand, puisqu'il n'indique aucune date (Lénine serait partisan "d'exécutions massives" pour briser une grève de cheminots).

Krauze n'indiquant jamais ses sources et ne donnant aucune date pour les fragments de phrases, il se protège ainsi contre les risques de vérification et de réfutation. La méfiance est de rigueur : l'une des rares fois où il cite une date, elle est fautive (un texte de Lénine, qu'il date de décembre 1918, date de décembre 1917).

Parfois, néanmoins, on peut le prendre la main dans le sac.

Ainsi, il évoque les révoltes à la campagne "réduites par tous les moyens — tortures, exécutions, villages brûlés, voire gazés — et surtout par la famine, une famine si extrême qu'elle conduit notamment dans la région de la Volga à l'apparition, à assez grande échelle, du cannibalisme, des désespérés en venant à manger leurs propres enfants". Et une grande photo montre deux paysans plantés devant deux têtes, dont une tête d'enfant, avec la légende : "Famine et massacres se répandent dans les campagnes. Région de la Volga, 1920-1921."

Or dans *Guerre civile et famine en Russie*, Sergueï Adamets a établi que la famine effroyable qui a ravagé la région de la Basse-Volga était due essentiellement à une sécheresse exceptionnelle. Ses calculs établissent un fait : d'avril à juin, il était tombé en moyenne 108,3 millimètres d'eau au cours des 17 années précédentes. Même lors de la sécheresse de 1911 (et de la famine qui s'ensuit), il était tombé pendant ces trois mois 35 millimètres d'eau. 1921 bat tous les records avec 7,1 millimètres de pluie en trois mois. Tout est brûlé, calciné sur des centaines de kilomètres... Jan Krauze transforme une catastrophe climatique en politique délibérée des bolcheviks pour écraser des révoltes paysannes qui, d'ailleurs, s'étaient produites ailleurs...

Jan Krauze, enfin, transforme une difficulté de la révolution que Lénine et les bolcheviks ont tenté systématiquement de combattre en caractéristique même de cette révolution. Ainsi, il affirme : "La Tcheka compte rapidement beaucoup plus de criminels pervers que de révolutionnaires inflexibles." On ne sait d'où vient cette pseudo-statistique.

(11) Claude Anet, *op. cit.*, pp. 566-567.

Bien entendu, le séisme social qu'est une révolution brasse toutes les couches de la population, et de ce que Gorki appelait les "bas-fonds" monte une écume, produite par la vieille société en décomposition, que les adversaires de toutes les révolutions ont toujours tenté de présenter comme étant l'essence même de cette révolution. Ainsi, pour Hippolyte Taine, Louis Madelin ou Pierre Gaxotte, la prise de la Bastille a été le fait essentiellement de vagabonds (réduits à cet état par la famine, rappelons-le !), de gibiers de potence et de malfrats. Hippolyte Taine écrit ainsi à propos de cette journée : "La lie de la société monte à la surface." Il affirme : "C'est le propre d'une insurrection populaire que (...) les héros n'y peuvent contenir les assassins" (12). Après quoi, il présente la Révolution comme surtout une œuvre d'assassins...

Des éléments douteux, des voyous, des malfrats ont utilisé la décomposition de la société aggravée par la guerre désastreuse déclenchée par la monarchie et poursuivie par le gouvernement provisoire "démocratique", soumis à Londres et à Paris, pour s'infiltrer dans la Tcheka. Lénine, alerté sur cette réalité, a tout fait pour la combattre. En janvier 1919, apprenant que des tchékistes de Petrograd ont été convaincus d'ivrognerie et de viols, il exige par télégramme que Zinoviev, président du soviét de Petrograd, les fasse arrêter et n'en libère aucun, et que "les coupables dans cette affaire soient démasqués et fusillés". L'épuration régulière de la Tcheka — dont Krauze ne dit évidemment pas un mot — vise à éliminer ce que Lénine appelle même un jour "la saloperie tchékiste". Ainsi, envoyée en mission d'enquête à Astrakhan en janvier 1919, la vieille bolchevique Evguenia Boch constate qu'en quatre mois, la Tcheka locale a été renouvelée

quatre fois et que la plupart des membres des trois premières équipes sont en prison. En octobre 1921, Lénine, alerté sur des malversations d'agents de la Tcheka en Arménie, exige "d'arrêter les tchékistes galeux, d'amener les coupables à Moscou et de les fusiller" (13). Mais il considère à bon droit que cet instrument est indispensable pour lutter contre la contre-révolution, dont la victoire se traduirait par un gigantesque bain de sang, celui qu'elle répand partout où elle s'installe un moment. Faut-il rappeler que le dernier ordre, dit n° 15, du baron blanc Ungern ordonnait d'"exterminer les commissaires, les communistes et les Juifs avec leurs familles" (14) ? L'état-major nazi n'eut qu'à recopier ces instructions...

Le Monde est décidément toujours fidèle à lui-même. Lorsque Staline fabriqua le prétendu complot des médecins assassins en janvier 1953 pour déclencher une vaste épuration en URSS, *Le Monde* (18-19 janvier 1953) publia un long article intitulé : "Les médecins assassins de Moscou auraient-ils été les instruments d'un nouveau centre terroriste clandestin ?" Nouveau, car, pour *Le Monde*, le précédent centre terroriste clandestin était le prétendu centre terroriste des trotskystes et des droitiers démasqué par le troisième procès de Moscou... *Le Monde* est décidément toujours prêt pour servir.

Jean-Jacques Marie

(12) Hippolyte Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, Bouquins, 1986, p. 345.

(13) *Neisvestny Lenin*, Moscou, 1999, pp. 476-477.

(14) Leonid Youzefovitch, *Le Baron Ungern*, Editions des Syrtes, 2001, p. 224.

A propos du goulag...

THE HISTORY OF STALIN'S GULAG

Late 1920s – Early 1950s

Collected Documents in 7 Volumes

Editorial Board

**Yu. N. Afanasiev, A. O. Chubar'ian, R. Conquest,
E. Danielson, T. Emmons, P. Gregory, O. V. Khlevniuk,
V. S. Khristoforov, V. A. Kozlov, V. P. Kozlov (chairman),
S. V. Mironenko, A. I. Solzhenitsyn,
A. K. Sorokin, A. N. Yakovlev**

**Moscow
ROSSPEN
2004**

ИСТОРИЯ СТАЛИНСКОГО ГУЛАГА

Конец 1920-х – первая половина 1950-х годов

Собрание документов в семи томах

Редакционный совет издания:

**Ю. Н. Афанасьев, П. Грегори, Е. Даниелсон,
В. А. Козлов, В. П. Козлов (председатель), Р. Конквест,
С. В. Мироненко, А. И. Солженицын, А. К. Сорокин,
О. В. Хлевнюк, В. С. Христофоров, А. О. Чубарьян,
Т. Эммонс, А. Н. Яковлев**

**Москва
РОССПЭН
2004**

La propagande hostile à la révolution prétend que le goulag a été inventé par Trotsky et Lénine en août 1918. *L'Histoire du goulag stalinien* en sept volumes, publiée à Moscou en 2004, au titre déjà significatif, date le goulag de "la fin des années 1920". Parmi ses responsables, Alexandre Soljenitsyne...

Mise au point

Jean-Jacques Marie,
36 rue de Picpus,
75012 Paris

A madame la Rédactrice en chef
de *La Revue russe*,
le 25 octobre 2007

Madame la Rédactrice en chef.

J'ai lu avec beaucoup d'étonnement la longue et très élogieuse recension du livre de Vaksberg rédigée par Philippe Comte dans le n° 29 de *La Revue russe*.

Le livre de Vaksberg se distingue en effet par deux traits notables :

a) Pour se débarrasser de toute entrave superflue dans sa démonstration, l'auteur n'a indiqué aucune note, aucune référence, aucun renvoi précis à aucune source, rien. Le lecteur est invité à faire confiance aveuglément à l'auteur de cette pratique propre aux journalistes pressés.

b) Des naïfs croyaient peut-être que le travail de l'historien consiste à étudier les documents, à vérifier leur fiabilité, à les confronter avec d'éventuels témoignages oraux, dont il faut tout autant sinon plus encore vérifier la fiabilité et la vraisemblance (tant la mémoire est capricieuse et la vanité personnelle infinie...), en s'interrogeant sur qui dit quoi à qui, quand et pourquoi, en multipliant les recoupements et en tenant compte des circonstances dans lesquelles un événement s'est passé.

Arkadi Vaksberg balaie tout cela. Arguant du fait que "*Staline comprenait parfaitement le caractère criminel de ses actes : aussi évitait-il soigneusement de laisser des traces documentaires*" (p. 23), il affirme deux principes méthodologiques :

1) "*On se servira davantage de raisonnements psychologiques que de*

sources écrites. Pour les criminologues, il n'y a là nulle incohérence : un ensemble d'indices est considéré comme une base de preuves aussi fiable qu'un document, facile à falsifier d'ailleurs" (p. 23). Les documents seraient donc moins fiables que les raisonnements psychologiques, pourtant souvent bien aventureux ?

2) Il couronne cette démarche par une seconde, plus surprenante encore : il faut attacher, écrit Vaksberg, beaucoup d'importance à la rumeur, car « *l'existence même des "rumeurs" incite à les prendre au sérieux. Elles n'apparaissent jamais sans raison, selon l'adage il n'y a pas de fumée sans feu* ». Il ajoute : "*La rumeur comme phénomène social est propre aux sociétés fermées, car une société libre n'en a nul besoin*" (p. 24).

Vraiment ? Vaksberg n'a donc jamais entendu parler de la fameuse "rumeur d'Orléans", imputant à des commerçants juifs d'une ville libre dans une société libre l'enlèvement de jeunes clientes pour les livrer aux marchands de chair fraîche ? Et l'on pourrait allonger la liste des "rumeurs" fantastiques qui se développent dans lesdites sociétés libres. La rumeur selon laquelle le gouvernement américain aurait lui-même organisé (ou laissé faire) l'attentat du 11 septembre 2001 est ainsi largement répandue. Elle ne prouve évidemment rien dans aucun sens... sinon la profonde défiance dans le gouvernement de Bush et de ses acolytes.

Vaksberg raconte l'assassinat — probable — en 1926, ordonné par Staline, du commissaire à la Défense, Frounzé, après une opération inutile. Pour les besoins de sa cause, Vaksberg présente abusivement Frounzé comme en excellente santé, alors que, comme tous les autres dirigeants de la guerre civile, il avait l'estomac abîmé par un régime de vie et une alimentation exécra-

dant quatre ans. Mais surtout, il explique : “*Existe-t-il une preuve absolue de la véridicité de la version proposée ? Non, si l'on considère comme preuve uniquement un document écrit, signé et estampillé. Oui, si l'on prend pour base un très grand nombre de témoignages et le fait remarquable en soi que cette prétendue rumeur se maintient depuis quatre-vingts ans*” (p. 24).

Si les “rumeurs n'apparaissent jamais sans raison”, si leur durée les valide plus ou moins et s'il n'y a pas de fumée sans feu, à quelle raison et à quel feu Vaksberg attribue-t-il la rumeur sur les crimes rituels attribués aux Juifs qui se développe à partir du XII^e siècle en Europe, et qui va en Russie déboucher sur les pogromes à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles ? Chacun le sait, c'est une rumeur de ce type sur l'assassinat rituel prétendu d'un adolescent chrétien qui provoque l'effroyable pogrome de Kichinev en 1903, puis le procès Beilis, accusé de meurtre rituel en 1913, et d'autres encore.

La question est d'autant moins rhétorique que, dans *Deux siècles ensemble*, le prix Nobel Soljenitsyne, évoquant la fameuse affaire Beilis, se montre très évasif sur la réalité ou non des prétendus meurtres rituels et se contente d'affirmer que “*les charges pesant contre Beilis étaient douteuses*” (*Deux siècles ensemble*, tome 1, p. 491).

Avec une telle méthode, Arkadi Vaksberg peut écrire n'importe quoi et ne s'en prive pas.

Il nous décrit une longue liste de morts déclarées suspectes (dont certaines le sont probablement et d'autres inventées, mais à peu près aucune prouvée ni prouvable), et qu'il déclare dues à un empoisonnement d'autant plus évident qu'il est indétectable ! Le chef du Guépéou, Menjinski, dont Vaksberg écrit pourtant qu'il “*était gravement malade*” (p. 37), meurt-il en 1934, il a été empoisonné pour laisser la place à son adjoint, Iagoda. Preuve ? Aucune. Document ? Aucun. Indice ? Aucun. Au mieux, la sainte rumeur...

L'un des auteurs du massacre de la famille impériale, Ourkovski, est-il en

1937 brusquement emmené à l'hôpital, où il meurt ? Pas de doute, il a été mystérieusement empoisonné ! En 1937, le NKVD arrêta chaque jour des fournées entières de dirigeants grands, moyens et petits du Parti communiste, déclarés trotskystes, agents de la Gestapo et du Mikado, saboteurs, etc. Pourquoi aurait-il dû se gêner avec Ourkovski et monter une opération pour le liquider en douceur ? (Remarquons que, selon Soljenitsyne, Ourkovski est mort de mort naturelle. Faute du moindre indice, pourquoi choisir l'empoisonnement ?)

Ces inventions mènent Vaksberg à jouer avec la chronologie sans gêne excessive. Ainsi le docteur Mairanovski, spécialiste des poisons, que Vaksberg appelle “*Docteur la Mort*”, exilé au Daghestan, écrit au cours de l'été 1964 à Khrouchtchev pour lui rappeler, affirme Vaksberg, leur rencontre en 1947, lorsqu'ils préparaient l'empoisonnement de l'archevêque Romji. Erreur fatale selon Vaksberg, en décembre 1964, Mairanovski vient à Moscou, est hospitalisé et meurt... bien entendu empoisonné. Aucun indice ni aucune preuve, bien sûr. Seulement le flair de l'auteur du *Laboratoire des poisons*. Or Khrouchtchev, limogé le 14 octobre 1964, n'avait plus aucun moyen de faire payer à Mairanovski un rappel historique douteux qu'il n'avait — s'il est bien réel — bien entendu pas ébruité. Brejnev avait d'autres soucis que de laver l'honneur souillé de son prédécesseur, qu'il avait aussitôt condamné à l'oubli.

Parfois, Vaksberg commet l'imprudence de parler d'un fait vérifiable. Il évoque “*un épisode relaté par Boukharine en 1932 lors de la rencontre avec les écrivains communistes chez Gorki (...). D'après Boukharine, Staline aurait raconté aux membres du Politburo que Lénine lui avait demandé du cyanure du Cabinet spécial pour mettre fin à ses jours*” (pp. 35-36). Hélas ! le compte rendu écrit de cet épisode auquel Vaksberg renvoie sans le citer (par l'écrivain Zelinski, in *Minuvchee*, n° 5, 1991, p. 73) n'évoque aucun “*Cabinet spécial*” et ne prononce pas le mot “*cyanure*” (seulement le mot “*poison*”). Vaksberg enrichit ainsi le document écrit de deux

détails. Il ajoute : “*Il est très probable (?) que Staline ait eu recours à l’arsenal du Cabinet spécial pour accélérer le dénouement.*” De plus, “*des (?) historiens russes actuels pensent (sic !) que Piotr Pakaln, le chef des gardiens qui assuraient la sécurité de Lénine à Gorki (...), a pris part au meurtre. D’ailleurs, il connut bientôt le même sort*” (p. 35). Penser, c’est bien, mais démontrer ou prouver, ce serait quand même nettement mieux, n’est-ce pas ?

Pour donner une certaine validité à des hypothèses dénuées de preuves, Vaksberg peut écrire aujourd’hui l’inverse de ce qu’il écrivait quelques années plus tôt. Peut-être le dirigeant communiste bulgare Dimitrov est-il bien mort de façon suspecte dans l’hôpital de Barvikha, près de Moscou, en 1949. Mais Vaksberg écrit : “*On n’attendit pas l’autopsie pour communiquer la cause officielle du décès : une cirrhose du foie, alors que Dimitrov n’était pas un alcoolique*” (p. 141). Or, dans *L’Hôtel Lux*, Vaksberg faisait un portrait peu élogieux du dirigeant bulgare et citait un témoignage du dirigeant de l’Internationale Kuusinen affirmant : “*Dimitrov ne s’intéressait qu’aux buveries et aux jupons*” (p. 65). Alcoolique hier en cas de besoin et plus du tout lorsque le besoin change. C’est une méthode typiquement journalistique ou politicienne...

Parfois, on tombe d’ailleurs au niveau du journalisme people. Vaksberg évoque ainsi la mort de la fille du secrétaire général du Parti communiste bulgare, Lioudmila Jivkova, fort critique, dit-il, à l’égard du régime. Peut-être sa mort est-

elle effectivement suspecte. Mais on se demande dans quel type de roman policier on patauge quand on lit : “*Plus tard, sa femme de chambre affirma que la turquoise de sa chevalière, dont Lioudmila ne se séparait jamais, avait blanchi peu de temps avant sa mort. Les propriétés de cette pierre sont légendaires ; elle pâlit lorsque son propriétaire ingurgite du poison. Cette aptitude à prédire la mort par empoisonnement est décrite dans le poème d’Orphée Les Pierres. Selon certains témoignages (?), Lioudmila avait remarqué la pâleur croissante de sa chevalière, mais son fatalisme l’avait empêché de prendre des précautions*” (p. 165). Une femme de chambre et Orphée réunis dans la preuve du meurtre... quel juge prendrait cela au sérieux malgré les “*certaines témoignages*” laissés dans le plus parfait anonymat et la plus totale obscurité ?

Le journalisme people permet tout. Ainsi Vaksberg évoque-t-il avec le plus grand sérieux “*l’impuissance dont souffraient les plus hauts dirigeants du parti*” (p. 37), et dont il nous épargne les preuves ou les témoignages ; il affirme ensuite que Beria “*avait plusieurs centaines de maîtresses*” (p. 80)... Certes, l’exception confirme la règle, mais quand même !

On est là au niveau de *Gala*, *VSD* ou autres publications du même tonneau, certainement pas à celui de *La Revue russe*.

Avec mes sentiments les meilleurs.

Jean-Jacques Marie

Petite falsification...

LE *Nouvel Observateur*, ayant publié des extraits d’un livre de Bernard-Henri Lévy sur la gauche, a suscité des réactions de lecteurs que le responsable de la chronique “*Correspondance*” de cet hebdomadaire commente dans le numéro du 25 octobre.

Un lecteur reprenant la phrase de Jean-Pierre Chevènement qualifiant Bernard-Henri Lévy de “*milliardaire déguisé en philosophe*”, le journaliste du *Nouvel Observateur* s’insurge et écrit : “*Mais depuis Engels, bien des gens de gauche furent riches. Est-ce pourtant un défaut ?*” (p. 46).

Laissons de côté la comparaison entre la "richesse" d'Engels, nommé par son père directeur de son usine de Manchester, et celle de l'homme d'affaires milliardaire, soutien et conseiller de Ségolène Royal lors de la dernière élection présidentielle. La comparaison politique, en revanche, relève, elle, de la falsification : Engels est un constructeur du mouvement ouvrier visant à rassembler et organiser ceux qui vendent leur force de travail contre ceux qui la leur achètent au prix le plus bas possible et à les rassembler et organiser pour instaurer la propriété collective des moyens de production, donc l'abolition de la pro-

priété privée. C'est nettement affirmé dès le *Manifeste du Parti communiste* de janvier 1848. Or le conseiller-soutien de M^{me} Royal est tout aussi nettement partisan de la propriété privée, partisan de l'Union européenne, qui en est le défenseur acharné au point d'interdire toute nationalisation, partisan de la guerre en Irak déclenchée par Bush, etc. Sans parler même de la différence béante de stature intellectuelle, il n'y a rien de commun entre les deux hommes.

Les rassembler sous le vocable de "gauche" est une escroquerie grossière, qui vise à effacer les frontières du mouvement ouvrier.

Le Monde
Jeudi 8 novembre 2007

Récit

21

1917

3/3 La révolution bolchevique

A peine parvenus aux commandes, les dirigeants bolcheviks se retournent contre ceux qui leur ont permis d'accéder au pouvoir. Une incroyable violence ensanglante la Russie

JAN KRAUZE

« Tout est permis »



Famille et massacres se répandent dans les campagnes. Région de la Volga, 1921

Seul, le Parti bolchevik aurait été bien incapable de s'emparer du pouvoir. Les soviets, qui méconnaissent l'existence d'un gouvernement provisoire, les soldats marins et les ouvriers de Petrograd, les dirigeants, les parents qui s'occupent d'eux, même les petits bourgeois des intellectuels d'où venait la plupart des militants révolutionnaires, avaient tous, à leur manière, saisi le régime « démocratique » né de la révolution de Février. C'est précisément contre toutes ces catégories sociales que les bolcheviks, à peine parvenus aux commandes, se sont retournés avec une brutalité inouïe.

La liquidation de l'opposition parlementaire politique, de ceux qui croyaient encore aux principes du « tout le pouvoir aux soviets », fut aussi facile que rapidement exécutée. Dès le 8 novembre, lendemain du coup d'État, tous les parlementaires socialistes non bolcheviks de Petrograd sont fermés. Les élections à l'Assemblée constituante, organisées en novembre et décembre 1917, montrent que le parti de Lénine est très minoritaire dans le pays. L'Assemblée elle-même, ouverte pour la forme en janvier 1918, est immédiatement dissoute.

Trois jours plus tard, une manifestation de protestation est dispersée à la mitrailleuse, au prix d'une dizaine de morts ; c'est la dernière fois depuis s'effondrement du tsarisme qu'un titre sur une feuille d'émancipation. Il est le visage de Lénine et d'Illichovitch, et c'est le chef bolchevik qui répondre : « C'est exactement ça, mais nous ne pouvons pas le faire... »

« Avec les ouvriers, l'usine prend un peu plus de temps. Dans les usines travaillant par l'automatisme mais que Lénine a mises sous l'autorité de l'État, le pouvoir d'achat des ouvriers est en chute libre et le ravail-

ement catastrophique. Des grèves éclatent. Dès le mois de mai, on tire sur une foule d'ouvriers dans son laboratoire de Petrograd, une maison de grève générale sur laquelle on jette des bombes et des grenades et meurtres sont encouragés. Hier, dans toute la Russie, la résistance des ouvriers qui refusent le travail forcé le dimanche, protestent contre un rationnement de farine ou simplement révoquent le travail est brisé par la force.

En mai 1919, 30 000 ouvriers des usi-

nes Postel se rassemblent pour dénoncer « la dissolution des soviets centraux et de la bolchevisme ». L'usine est prise d'assaut, 200 ouvriers sont passés par les armes. Dans le Sud, à Astrakhan, un régiment d'infanterie refuse de tirer sur une manifestation ouvrière : la Tcheka se débarrasse et tue entre 2 000 et 4 000 ouvriers et soldats déshabillés.

En début de 1920, on lit dans la Pravda que « le meilleur plan pour un grainier, se moultier jaune et rouille, est le camp de concentration ». Lénine est plus radical, qui exige « des exactions massives » pour briser une grève de charbonniers. Le ministre de l'Économie, chef de bureau de Trotski, rend toute grève assimilable à une trahison. On en arrive à des exactions à peine imaginables, comme l'exécution d'ouvriers « des ouvriers » si les quotas de production font à l'usine n'est pas été remplis.

La pratique de la prise d'otages est l'une des constantes de cette période révolutionnaire. On prend des milliers d'otages, dans les familles des prêtres, celles des déserteurs ou simplement parmi les classes sociales considérées comme nuisibles. Les journaux de la Tcheka, la commission extraordinaire chargée de la répression sous les ordres de Dzerjinski, publient avec satisfaction des statistiques sur le nombre d'otages tués ou pendus — 40 ici, 150 là...

Brève part pourtant les massacres n'atteignent des proportions aussi importantes qu'à la campagne. Dès 1918, et au moins jusqu'en 1923, la pratique généralisée des réquisitions agricoles — les engrais étant parvenus à la production — assente des centaines de villages. Elles sont réchues par tous les moyens — tortures, exécutions, villages brûlés, voire gazés — et surtout par la famine, une famine si extrême qu'elle conduit, notamment dans la région de la Volga, à l'apparition, à une grande échelle, du cannibalisme — des déshérités en viennent à manger leurs propres enfants.

C'est l'effondrement de la révolution paysanne, et de celles des Cosaques, considérés comme une classe à liquider, qui explique dans une large mesure la très rapide progression des armées blanches en Russie méridionale et en Ukraine. En 1919, en dépit de la très forte supériorité numérique de l'Armée rouge. Mais les blancs pratiquent une très haute classe de bureaucra-

tie par les chefs révolutionnaires. « C'est cette classe qui m'empêche de leur profit les bolcheviks. En ce cas, Dzerjinski, de « ne sont là que pour annuler et diriger le droit légitime de vengeance des opprimés ».

Seul que dans la réalité, dans cela, il s'agit de protéger une dictature, et que cette manière de « canaliser » la haine desotage les ont dérivés les plus ignobles. La Tcheka compte rapidement beaucoup plus de exécutions perennes que de réhabilitations inoffensives. Haïtoursent, ils violent, arrêtent de manière arbitraire, transfèrent leurs locaux en « situations interdites où ils commencent les interrogatoires », se livrent à des tortures de masse, « iront de violence et de sang », pour reprendre les termes utilisés à Péquignac par des inspecteurs du parti. Après tout, pourquoi pas, puisque, comme Pierre le Grand rouge, journal de la Tcheka de Kiev, « pour nous, tout est permis ».

Le « travail » de la Tcheka prend des proportions telles que ses effectifs sont rapidement augmentés. Dès octobre 1918, Dzerjinski est discrètement envoyé se reposer une année dans la paisible Suisse. Là en d'ailleurs on voit peu comme de ces tout premiers temps du régime : ses dits adhérents très vite un mode de vie qui n'est strictement rien à voir avec celui des « masses », en partie la plus misère misère, Lénine, Illichovitch et Trotski, entre autres, ont leurs propres domaines, avec suite de domestiques allemands. Trotski s'est retiré celui du prince Lénine. Sous la forme d'un train blindé dans lequel, pendant la guerre civile, il parcourt la Russie pour ramener le moral des troupes, il dispose d'un appartement raffiné et d'une cuisine de premier chef.

Petrograd, Zinoviev traite paraitrait derrière lui des « bourgeois de position ». « Seul les commissaires se laissent dominer par les temps en viennent à manger leurs propres enfants. « C'est l'effondrement de la révolution paysanne, et de celles des Cosaques, considérés comme une classe à liquider, qui explique dans une large mesure la très rapide progression des armées blanches en Russie méridionale et en Ukraine. En 1919, en dépit de la très forte supériorité numérique de l'Armée rouge. Mais les blancs pratiquent une très haute classe de bureaucra-

Pour Marc Ferro, la bureaucratie... c'est "l'émergence des milieux populaires"

DANS le quatre-pages de *L'Humanité* qui pose la question "Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ?" (7 novembre 1917) en se gardant d'y apporter la moindre réponse, on trouve une question à laquelle l'un des trois invités, Marc Ferro, apporte une réponse.

La question est la suivante : "Trotski qualifiait le système stalinien de contre-révolution. Qu'en pensez-vous ?"

Marc Ferro : "Cette idée de contre-révolution n'a pas de sens, car on assiste en vérité à l'émergence des milieux populaires qui installent dans la société leur vision du monde. Un paysan n'est pas pour le mariage libre dans aucun pays du monde. Il n'est pas non plus pour l'art d'avant-garde. Il n'y a donc pas eu de réaction ou de régression, mais un changement qui n'est pas spécialement lié à la personne de Staline, mais à la montée populaire. Staline accompagne et soutient cette montée populaire dans la mesure où elle lui permet d'entretenir l'émulation, de s'appuyer

sur elle et d'organiser un turn-over des cadres de l'appareil."

Si l'on comprend bien, l'interdiction de l'avortement (juin 1936), l'inégalité sociale croissante, la collectivisation forcée, la loi d'août 1932 dite des "cinq épis", qui condamne à mort quiconque est convaincu même d'un tout petit larcin au détriment de la propriété d'Etat ou koklhozienne, les brutales mesures anti-ouvrières (la prison ou le goulag pour trois retards de vingt minutes au travail)... tout cela reflète une "montée populaire" ! Le peuple serait bien masochiste.

Dans son *Histoire de la révolution russe*, dans le deuxième tome consacré à octobre 1917, Marc Ferro consacrait un chapitre à "L'Etat : des soviets à la bureaucratie" (pp. 291 à 337) installée dès l'hiver 1917.

Si l'on comprend bien l'évolution de la pensée de Marc Ferro, en octobre 1917 se formait une bureaucratie, mais la "montée populaire" sous Staline a balayé cette bureaucratie naissante.

“Trotskyisme légal” ?

House of Romanov again raps prosecutor general’s refusal to rehabilitate Tsar

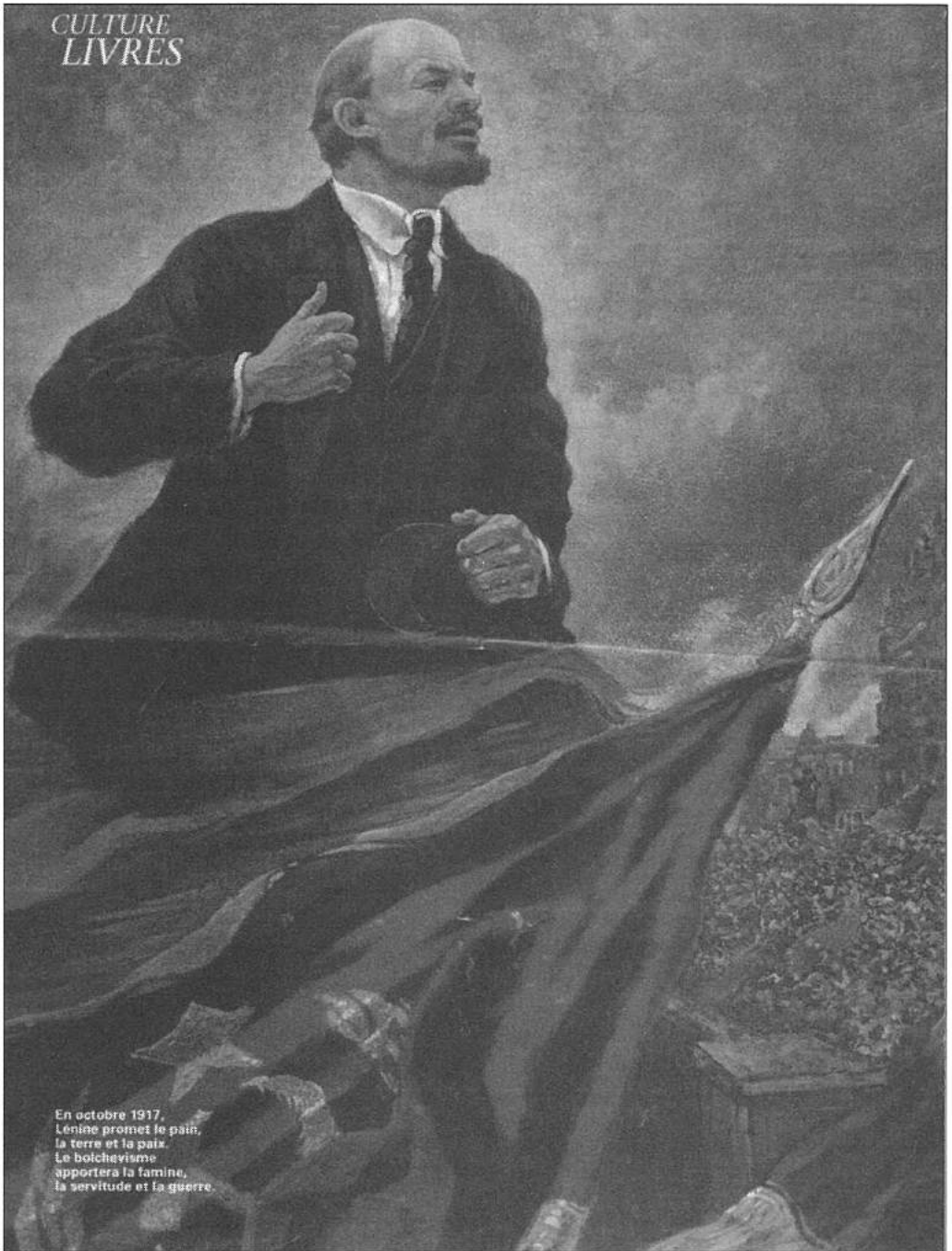
MOSCOW, Nov 7 (agence Interfax) — The refusal of the Russian Prosecutor General’s Office to acknowledge family members of Tsar Nicholas II of Russia as victims of political repressions is an example of “*legal Trotskyism*” and is unjustified, German Lukyanov, a lawyer for the House of Romanov, has said.

“This decision is political, and it is not based on the law. A conclusion of the Russian Prosecutor General’s Office forwarded to the Supreme Court does not refer to legal provisions”, Lukyanov told a news conference in Moscow on Wednesday.

“A legal case comes to the political sphere when a law enforcement agency makes a decision with no references to certain laws”, Lukyanov said.

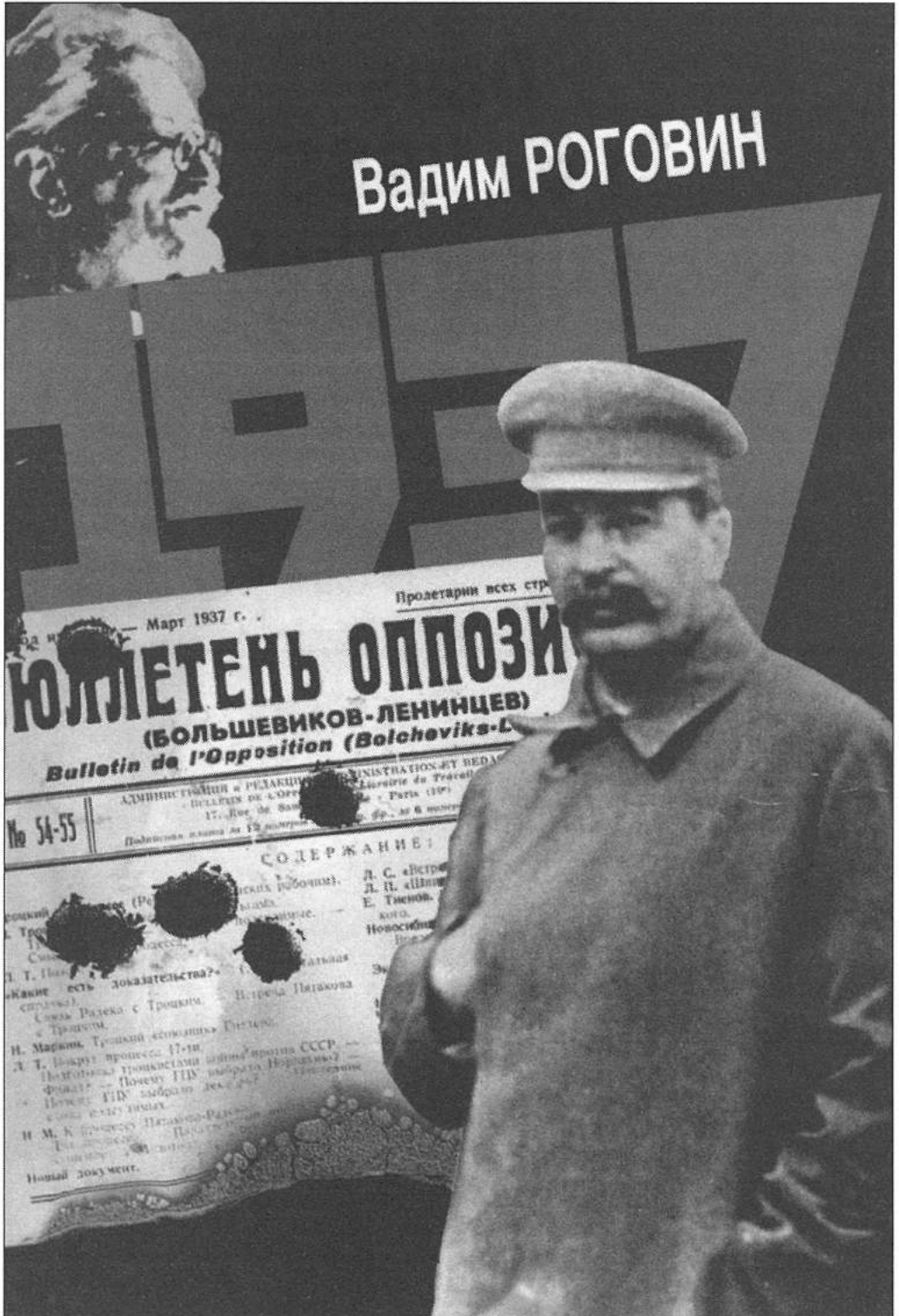
The Russian Supreme Court “*will find itself in a peculiar situation*” on November 8 when it hears the issue concerning the rehabilitation of the Tsar’s family, the lawyer said. *“How can it defend a position of a state agency which has no evidence ?”* he said.

If the Supreme Court grants the motion of the Russian Prosecutor General’s Office, representatives of the Russian Imperial House are going to appeal at the Supreme Court presidium. It is possible that the Russian Imperial House will go to the international law. At the same time, head of the Russian Imperial House’s chancellery Alexander Zakatov expressed hope that *“justice will be restored in motherland’s courts”*.



“En octobre 1917, Lénine promet le pain, la terre et la liberté. Le bolchevisme apportera la famine, la servitude et la guerre” (Le Figaro Magazine, 13 octobre 2007).

**Dans
l'ex-URSS
aujourd'hui**



**“Les organisations trotskistes
sont utilisées
pour lever des fonds
dans le but de déstabiliser
tel ou tel régime politique.
C’est un fait avéré”
(André Issaïev)**

ANCIEN anarchiste, André Issaïev est député à la Douma du parti de Poutine après avoir été député de la liste du maire mafieux de Moscou, Loujkov (“Notre patrie”), président de la commission des affaires sociales de la Douma, membre du secrétariat du syndicat officiel dit par antiphrase Fédération des syndicats indépendants de Russie (1).

André Issaïev a dénoncé la grève des ouvriers d’AvtoVAZ en août 2007 et porté contre les trotskystes, auxquels le FSB (ex-KGB) a attribué de façon parfaitement abusive la responsabilité de la grève, des calomnies tout droit issues de l’inépuisable fonds du stalinisme.

Nous reproduisons ci-dessous un article publié à ce sujet en Russie.

**“Les trotskistes,
les oligarques
et leurs concurrents”**

(Denis Kvassov)

Hier, à Togliatti, une conférence de presse était organisée par des dirigeants du mouvement syndical de l’entreprise automobile AvtoVAZ en la présence de leurs collègues fédéraux et d’Andrei Issaïev, député et vice-président de la Fé-

(1) Ce “syndicat”, héritier direct de l’ancien “syndicat” stalinien d’Etat, est le plus important en nombre de la Confédération syndicale internationale. Lors de son congrès, en juin, il a invité Poutine et un représentant du patriarcat orthodoxe à prendre part à ses travaux.

dération des syndicats indépendants de Russie. Les participants ont informé les quelques journalistes présents du succès qu'ils avaient obtenu dans leur combat pour les droits des ouvriers du géant de l'automobile et ils ont accusé de tous les maux leurs concurrents du syndicat indépendant *Edinstvo*.

Le motif officiel de la rencontre était de débattre du travail accompli par les dirigeants syndicaux avec la direction d'AvtoVAZ concernant la situation sociale et économique des employés. Le dirigeant du syndicat ASM, Nikolai Karaguine, s'est félicité de la négociation avec le nouveau président d'AvtoVAZ, Boris Alechine, et a donné quelques chiffres pour prouver l'efficacité de son action. Il a expliqué que, cette année, dans le cadre de l'élargissement de la convention collective, les subventions pour la médecine du travail des employés avaient augmenté (de 5 millions de roubles), ainsi que les allocations au logement (de 19 millions de roubles), et que le prix des séjours en sanatorium et en clubs de vacances avait diminué de 50 à 70 %. Enfin, on avait obtenu la suppression du coefficient de réduction dans l'indexation des salaires sur l'inflation. Celle-ci est à présent totalement compensée (alors qu'avant, elle ne l'était qu'à 0,725) et, au cours du premier semestre, les traitements ont augmenté de 9,8 %, ce qui équivaut à l'inflation pour cette période dans la région de Samara.

Il a reçu le soutien du président du syndicat ASM, Andrei Fefelov. Celui-ci a déclaré que le principal objectif de l'ensemble du syndicat, qui réunit les sections de nombreuses entreprises automobiles, est d'améliorer la situation sociale et les conditions de travail des travailleurs du secteur. La tâche actuelle est de porter le salaire minimum dans l'automobile à une fois et demie le minimum vital de la région. Remarquons que, dans ce cas, le salaire minimum chez AvtoVAZ devrait être porté à environ 6 500 roubles (2) (le minimum vital dans la région de Samara s'élevait à 4 374 roubles, selon les chiffres du premier trimestre 2007 fournis par le site officiel de gouvernement régional), ce qui ne cor-

respond pas du tout aux attentes des travailleurs. Il est vrai que, sur le même site, l'administration régionale donne un autre chiffre : le budget minimal de consommation est de 9 608 roubles, ce qui est déjà plus proche des prix qui permettent de ne pas se sentir pauvre.

Une fois terminée cette énumération des succès obtenus dans la lutte pour les droits du prolétariat d'AvtoVAZ, les participants s'en sont pris aux "collègues concurrents", tâche à laquelle ils ont consacré la plus grande partie de la rencontre, qui a duré environ une heure. Celui qui en a pris le plus pour son grade et de la part de tous est le dirigeant du syndicat indépendant d'AvtoVAZ, Piotr Zolotariev. Nikolai Karaguine a expliqué que les activités de son collègue étaient dictées par des considérations politiques et non par la volonté d'aider ses collaborateurs. La preuve en est, selon lui, que les représentants de *Edinstvo* ne prenaient même pas part aux discussions sur la convention collective. Le dirigeant de la Fédération des syndicats indépendants de Russie, Mikhaïl Chmakov, est allé jusqu'à dénier à Zolotariev et à son organisation le droit de se revendiquer comme militants syndicaux. Ils rappelèrent à *Edinstvo* son action du 1^{er} août, en l'accusant de provocation. Chmakov affirma même qu' "*une organisation ne pouvait se revendiquer comme syndicat quand elle incitait les gens à une action de protestation, puis les abandonnait à leur malheur et rentrait dans l'ombre en déclarant qu'elle n'avait fait que consulter les initiateurs des désordres*".

D'ailleurs, la grève qui s'est déroulée chez AvtoVAZ le 1^{er} août fut pratiquement le sujet central de la conférence de presse. Après s'être vu coller l'étiquette de "*provocateur politique*" (ce avec quoi, d'ailleurs, on peut être globalement d'accord), Zolotariev a subi les assauts du député et militant de *Edinaïa Rossia*, Andrei Issaïev, pour qui l'action organisée par Piotr Zolotariev était une pure opération de relation publique sans aucun rapport avec la lutte réelle pour les

(2) Soit environ 200 euros !

droits des travailleurs de l'usine. "C'était une action organisée pour se montrer. Pourquoi, par exemple, a-t-on vu arriver à Togliatti le jour de l'action une foule de journalistes, pour qui on avait retenu des chambres d'hôtel ?", s'intéressa Issaïev, indigné.

On a envie de citer mot à mot ses paroles sur les "commanditaires" supposés des troubles : « On peut échauffer différentes hypothèses, nous n'avons pas de données des organes d'enquête. Mais voyons un peu qui peut avoir intérêt à cette déstabilisation chez AvtoVAZ. La première idée qui me vient à l'esprit, c'est qu'il pourrait s'agir de concurrents. Aujourd'hui qu'AvtoVAZ présente un programme sérieux de modernisation, qu'il peut devenir leader dans l'économie russe, il y a des concurrents qui sont intéressés. C'est une méthode éprouvée, celle où les concurrents créent un pseudo-syndicat qui travaille contre l'entreprise, déstabilise la situation, essaie de casser les commandes, d'interrompre les investissements, etc. La seconde variante, ce seraient des forces politiques intéressées à déstabiliser la situation dans notre pays. Je peux dire que, à propos de cette action qui a mobilisé 200 personnes, on a écrit pendant un mois, on a gaspillé une quantité de pages dans les journaux et une station radio a quasiment fait un direct pour dire qu'une révolution avait lieu. Une telle attention suscite déjà en soi l'étonnement. Les médias qui ont fait gonfler cette histoire appartiennent à un pool qui a été créé en son temps et qui est soutenu par des oligarques en disgrâce. L'un d'entre eux a d'ailleurs à voir avec AvtoVAZ. Ces oligarques disent depuis longtemps qu'ils sont intéressés par une "révolution orange" en Russie. Cette entreprise est à mon avis totalement vouée à l'échec, mais ils y investissent tout de même des forces, du temps et de l'argent. Et l'une des manières de déclencher ce genre de révolution pourrait bien être à leurs yeux de provoquer des désordres ouvriers. A ce propos, je voudrais dire qu'on a vu apparaître ici toute une littérature d'organisations extrémistes en tout genre, dont des trotskistes.

A l'Ouest, les organisations trotskistes sont utilisées pour lever des fonds dans le but de déstabiliser tel ou tel régime politique. C'est un fait avéré qu'on ne peut pas ignorer (3). C'est peut-être ce qui s'est passé. Enfin, on pourrait avoir affaire à des forces et des opposants politiques internes, qui n'agissent pas toujours honnêtement. Il y a eu des cas de ce genre à Samara, dont on parle d'ailleurs beaucoup aujourd'hui. Je pense aux actions de l'administration de la ville au sujet des licenciements de directeurs d'école. Je regrette que certaines forces politiques tentent d'utiliser ces méthodes dans leur combat. En fait, les directeurs ont été licenciés précisément quand ils ont refusé d'adhérer à Spravedlivaïa Rossia. »

Après ce monologue, au cours duquel Andreï Issaïev a trouvé moyen d'accuser tous les ennemis de *Edinaïa Rossia* et en même temps d'envoyer une pique au maire contestataire de Samara, Victor Tarkhov, membre de *Spravedlivaïa Rossia*, qui gêne le "parti du pouvoir", il est évident qu'on ne parlera plus de la situation réelle chez AvtoVAZ. Malheureusement, les nombreuses campagnes électorales de cette année nous portent à penser qu'il faut s'attendre à une nouvelle spirale de démagogie politique dans tous les domaines, y compris dans l'économie. Les 110 000 employés d'AvtoVAZ constituent un trop beau morceau de choix sur le plan électoral pour que les politiciens russes ne s'y engouffrent pas.

En ce sens, les déclarations ultérieures d'Andreï Issaïev sur le projet de préparation à *Edinaïa Rossia* sous le nom de code de "production automobile de Russie" ont été comprises comme pure propagande électorale. Dans un mois, selon un député de la Douma, le projet doit être bouclé et concerté avec la direction du parti, après quoi il sera présenté officiellement à l'opinion publique. On peut avoir différents points de vue sur ce genre d'initiatives. Probablement, s'ils touchent une partie de l'argent de la caisse électorale de *Edinaïa Rossia*, AvtoVAZ pourra boucher un trou de son budget,

(3) Souligné par la rédaction.

mais, à notre avis, il ne faut pas trop compter sur des relations partenariales à long terme avec un parti plongé dans la frénésie préélectorale. Il n'y a pas à ce jour de véritable politique d'Etat dans le secteur réel de l'économie et on n'en attend pas dans un avenir proche. Ce qui

nous fait craindre une fois de plus pour le sort de l'industrie de construction de machines, et en particulier du secteur automobile.

<http://www.expert.ru/articles/2007/09/28/vragi/>

Note de lecture



A propos de l'*Histoire de la révolution russe*, d'Orlando Figes : “*Les spectres de 1917 n'ont pas trouvé le repos*”

ORLANDO FIGES conclut sa monumentale (1 010 pages !) histoire de la révolution russe (1) par une phrase lapidaire : “*Les spectres de 1917 n'ont pas trouvé le repos.*” En un mot, la révolution d'Octobre n'est pas morte, ou, pour le dire autrement, la période ouverte par la révolution d'Octobre n'est pas close...

Son ouvrage se distingue avantagement de la production courante sur ce thème, dont le niveau moyen ne dépasse pas les grossières élucubrations et les falsifications du *Livre noir du communisme*, et de l'innombrable littérature que ses prolifiques auteurs n'ont cessé d'accumuler depuis lors en répétant sans cesse, sous divers titres, les mêmes clichés journalistiques et les mêmes chiffres fantaisistes et fantastiques sur les prétendus “crimes du communisme”.

Non qu'Orlando Figes manifeste une vive sympathie pour les bolcheviks, mais le tableau qu'il dresse de la Russie tsariste, de la Russie en guerre, de l'époque du gouvernement provisoire de Kerenski et de la guerre civile, de la politique des bolcheviks et des divers groupes de blancs est suffisamment riche

de faits — parfois peu connus — pour permettre à chacun de se faire une idée — et même son idée — de la complexité et de l'ampleur des problèmes posés par l'histoire de la Russie à cette époque.

Le récit d'Orlando Figes embrasse une longue période, de la fin du règne d'Alexandre III et de la famine de 1891 qui ravage les campagnes (suivie de plusieurs autres jusqu'à la guerre) à la mort de Lénine.

Les “*pilliers instables*” de la Russie tsariste

Il nous montre une Russie tsariste reposant sur ce qu'il appelle des “*pilliers instables*” et dirigée sous Nicolas II (à partir de la mort d'Alexandre III, ce “colosse aviné”, en 1894) par un tsar à la fois incapable et désireux d'exercer un pouvoir absolu. “*S'il y eut vacance du*

(1) Orlando Figes : *La Révolution russe, 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*. Préface de Marc Ferro. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, 1 108 pages, Denoël, 39 euros.

pouvoir au cœur du système de gouvernement, Nicolas fut ce vide. En un sens, la Russie eut avec lui le pire des deux penchants : un tsar déterminé à régner depuis son trône, mais bien incapable d'exercer le pouvoir" (p. 59), et qui n'en est que plus brutal...

Les piliers instables, ce sont l'énorme bureaucratie de l'Etat, la noblesse terrienne en pleine décadence économique et à laquelle la bureaucratie est subordonnée, sans prise réelle sur le pays, une noblesse rétive à toute réforme et qui fournit l'encadrement des "vestiges d'une armée féodale", et une Eglise orthodoxe étroitement soumise aux intérêts de la monarchie. Les rapports de l'aristocratie terrienne avec la masse des paysans, qui fournissent la chair à canon de l'armée, sont illustrés par la brutalité des châtiments corporels infligés aux paysans-soldats à ce double titre : par le propriétaire terrien en tant que tel lorsqu'ils empiètent sur les bois ou parties jadis communes qu'il a confisqués, et par l'officier (propriétaire sous l'uniforme) pour la moindre incartade. Le soldat, même en dehors de son service, rappelle Orlando Figes, n'avait aucun droit (interdit de monter dans un tram, d'aller au restaurant, etc.). A l'entrée des parcs, on pouvait lire : "Entrée interdite aux chiens et aux soldats." Au lendemain de la révolution de Février et plus encore de celle d'Octobre, la vengeance des paysans-soldats sera terrible... et terrifiante. Figes s'attache avec beaucoup de bonheur à reconstituer la vie, les mœurs et les coutumes de cette paysannerie à travers les différentes périodes de 1891 à 1924. Il raconte à cet effet l'existence de deux d'entre eux.

Un gouvernement provisoire sans légitimité démocratique

L'un des clichés de l'histoire officielle de la révolution d'Octobre la présente comme un coup d'Etat de type militaire qui aurait renversé un gouvernement démocratique, et donc légitime. Or Figes constate : "Le gouvernement provisoire

n'était pas un gouvernement démocratique (...). Jamais il n'eut la légitimité qui ne peut venir que des urnes." Il ne sortait en effet d'aucune sorte d'urne, il n'avait été élu par personne, par aucune instance législative. Il émanait d'un groupe de membres de la quatrième Douma d'empire élue en 1912, dont le mandat été arrivé à échéance et qui disparut au cours des événements sans que personne ne s'en aperçoive. Il n'a promulgué à peu près aucune réforme démocratique (même pas le droit au divorce !) en renvoyant toute mesure au lendemain de la victoire : donc, la guerre (de conquête impérialiste) d'abord, les réformes — très éventuelles ! — après... dans un pays ruiné et déstabilisé par la poursuite de la guerre. Le Conseil des commissaires du peuple constitué le soir du 26 octobre 1917 émane, lui, d'un congrès des soviets dont les délégués ont été élus par vingt millions d'ouvriers et soldats-paysans, et il prend les mesures immédiates auxquelles la population aspire (décrets sur la paix, la terre, sur le contrôle ouvrier).

Guerre ou paix ?

Dans sa description des sept mois d'activité du gouvernement provisoire, vite présidé par Alexandre Kerenski, Figes met en évidence que l'aspiration profonde des masses était que tout le pouvoir soit assumé par les soviets, aspiration reprise par Lénine et les bolcheviks dans leur slogan "Tout le pouvoir aux soviets !". Il souligne : "A plusieurs reprises (février, avril, juillet et septembre), les dirigeants du soviet auraient pu prendre le pouvoir, alors que la foule était dans la rue et leur demandait expressément de le faire, mais à chaque fois ils se déroberent aux responsabilités du gouvernement. Ainsi laissèrent-ils passer leur chance de donner à la révolution une issue démocratique et socialiste. Et ce sont les bolcheviks qui en recueillirent les bénéfices" (p. 425).

Ces dirigeants firent tout pour pousser cette foule dans la rue, c'est-à-dire les masses contre eux. Alors que les soldats ne veulent plus de la guerre, ce gou-

vernement provisoire, répondant aux exigences de l'état-major allié, les lance en juin dans une offensive catastrophique en Galicie, que Gorki juge nécessaire d'appuyer en déclarant : *"Je suis pacifiste, mais je me réjouis de l'offensive à venir dans l'espoir qu'elle puisse au moins apporter quelque organisation au pays"* (p. 511). Étrange idée que la poursuite de la guerre impérialiste de pillage puisse apporter une quelconque organisation au pays... sauf la dictature éventuelle de l'armée pour prolonger le carnage. Qu'apporta-t-elle, selon Orlando Figes, dont les chiffres sont là — pour une fois — nettement exagérés : *"Des centaines de milliers de soldats étaient tombés. Des millions de kilomètres carrés étaient perdus."* Et il ajoute : *"Plus que toute autre chose, l'offensive d'été poussa les soldats vers les bolcheviks, le seul grand parti qui se prononçait sans compromis pour l'arrêt immédiat des hostilités"* (p. 515).

Gorki se plaindra quelques mois plus tard de la sauvagerie des paysans-soldats. Le carnage de la guerre et de l'offensive de juin n'était vraiment pas fait pour les civiliser un peu ! Les soldats en avaient assez de servir de chair à canon pour une guerre dont les buts leur étaient étrangers.

Un gouvernement de coalition... entre adversaires et partisans de la guerre ?

Orlando Figes le souligne fort bien. Aussi peut-on s'étonner qu'il reproche à Lénine et aux bolcheviks à la fin d'octobre 1917 d'avoir refusé un gouvernement de coalition avec les autres partis socialistes, dont le plus important d'entre eux, les socialistes-révolutionnaires (S-R) de droite. Les bolcheviks étaient pour la paix immédiate, les S-R pour la poursuite de la guerre aux côtés de Londres et Paris, continuant ainsi à plonger le pays dans la ruine. Les mencheviks étaient partagés entre les partisans de la guerre (Plekhanov) et ses ad-

versaires (Martov, l'homme que Trotsky appelait, vu ses vagues-hésitations permanentes, *"le Hamlet du socialisme démocratique"*). Comment rassembler dans un même gouvernement des partisans de deux politiques aussi contradictoires ? La contradiction se poursuivra longtemps. Les S-R de droite constitueront à Samara au cours de l'été 1918 un gouvernement intitulé le Komoutch, dont Figes rappelle qu'il voulait la reprise de la guerre avec l'Allemagne, et cela, à l'évidence, au mépris des intérêts vitaux d'un pays incapable de soutenir le choc de l'armée allemande. Il souligne : *"L'appel du Komoutch à la reprise de la guerre contre l'Allemagne, six mois après la cessation des combats, se heurta au pacifisme étroit de la paysannerie"* (p. 717). Étroit peut-être, mais parfaitement rationnel et raisonnable !

D'où vient la terreur rouge ?

Orlando Figes souligne : *"La terreur surgit d'en bas. D'emblée, ce fut un élément à part entière de la révolution sociale. Les bolcheviks encouragèrent la terreur de masse : ce ne sont pas eux qui la créèrent. Les grandes institutions de la terreur furent toutes des réponses, au moins en partie, à ces pressions de la base"* (pp. 650-651).

Donnant la dimension de la guerre civile, il cite la phrase du général blanc contre-révolutionnaire Kornilov : *"Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie"* (p. 692). Un programme on ne peut plus clair, dont le caractère génocidaire est assez net.

Assemblée constituante et pouvoir des soviets

Les socialistes-révolutionnaires de droite, pour qui avaient voté nombre de paysans en bloc (sous la direction des

anciens du village), voulaient poursuivre la guerre dont les paysans ne voulaient plus. Les socialistes-révolutionnaires installant leur pouvoir (le Komoutch) dans la région de Samara en juin 1918 annoncent en effet clairement la couleur : *“La poursuite de la guerre contre l’Allemagne, qui était leur objectif, passait par l’élimination des bolcheviks du pouvoir”* (p. 712) à Samara. *“Si les libertés d’expression et de réunion ainsi que la liberté de la presse furent rétablies, il était difficile de les respecter dans les conditions d’une guerre civile, et les prisons de Samara furent bientôt pleines de bolcheviks. Ivan Maiski, le ministre menchevik du Travail, compta 4 000 détenus politiques. Les doumas et zemstvos municipaux furent rétablis, et les soviets, en tant qu’organes de classe, tenus à l’écart de la vie politique”* (pp. 713-714).

Les paysans voyaient dans le pouvoir du soviet au village leur pouvoir. Aussi n’est-il pas étonnant que la dissolution de l’Assemblée constituante — rejetant le pouvoir des soviets — après son unique séance, le 6 janvier, les ait laissés indifférents : *“Le pouvoir du soviet s’était enraciné au village en tant que système de gouvernement local, et la Constituante apparaissait maintenant comme un Parlement lointain. Les paysans avaient accueilli sa fermeture par les bolcheviks dans un silence assourdissant, loin de l’explosion d’indignation populaire qu’avaient attendue les S-R”* (p. 710).

Orlando Figes souligne : *“Les objectifs nationaux du Komoutch étaient très étrangers à la masse des paysans (...). La restauration de la Constituante ne signifiait pas grand-chose pour eux quand ils avaient déjà la terre et la liberté”* (p. 717).

Des socialistes-révolutionnaires... contre-révolutionnaires !

Non contents de vouloir la reprise — criminelle — d’une guerre dont le

peuple, lui, ne veut pas, les S-R remettent en cause dans les faits le décret sur la terre du deuxième congrès des soviets.

Orlando Figes souligne en effet : *“Le Komoutch répugnait également à approuver la saisie de la terre des hobereaux par les paysans. Certes, il confirma la réforme agraire adoptée lors de la première et unique session de l’Assemblée constituante (...). Mais un décret ultérieur, adopté le 22 juillet, permit aux anciens propriétaires terriens de reprendre les champs d’hiver qu’ils avaient ensemencés. Dans les faits, cela revenait à casser un tiers des réquisitions de terre arable. Souvent, la troupe dut intervenir pour faire appliquer le décret (...). Cela donna l’impression, surtout chez les paysans les plus pauvres qui avaient hérité de la plupart des champs de la petite aristocratie, que le Komoutch voulait restaurer l’ancien régime sur la terre.”* D’ailleurs, souligne Figes, *“certains hobereaux du coin virent dans le décret la licence de prendre la loi en main. Avec l’aide d’une brigade de l’armée, voire de leur milice privée, ils récupéraient leurs biens ; parfois même, ils faisaient fouetter les chefs paysans en public, histoire de leur donner une leçon”* (p. 715).

La guerre civile

Il est impossible d’évoquer ici tous les aspects du livre foisonnant de Figes. Il souligne ici et là quelques points décisifs. Ainsi, quand il évoque les pertes de la guerre civile, il rappelle une évidence trop aisément oubliée : *“Dans l’Armée rouge (et aussi, d’ailleurs, dans l’armée blanche), plus de soldats furent emportés par la maladie qu’il n’en tomba au combat dans la guerre civile. Le typhus, la grippe, la petite vérole, le choléra, la typhoïde et les maladies vénériennes furent les principaux tueurs, mais bien d’autres hommes souffraient de poux, de virus intestinaux, de dysenterie et de rages de dents.”* Outre les problèmes d’hygiène (manque d’eau et de savon), *“la pénurie chronique de médecins et d’infirmières, d’alcools chirurgicaux, de*

bandages et de médicaments rendait la situation bien pire" (p. 737).

La Russie tsariste n'avait quasiment pas créé d'industrie pharmaceutique et achetait ses médicaments à l'Allemagne... approvisionnement que la guerre évidemment suspendit. Et le tableau que Figes trace pour la guerre civile commence à se dessiner pendant la guerre elle-même. Enfin, en janvier 1919, l'Angleterre et la France décrètent le blocus de la Russie soviétique : interdit de lui acheter et vendre quelque marchandise que ce soit, y compris des médicaments. Ces gouvernements, dont l'aide militaire aux armées blanches a été en grande partie paralysée par le refus des ouvriers et des soldats de leurs pays d'aller se battre contre les "rouges", portent ainsi leur part de responsabilité dans l'effroyable nombre de morts de la guerre civile.

La révolution mondiale... une illusion "naïve" ?

Les analyses politiques de Figes sont moins incontestables que le tableau qu'il brosse. Il écrit ainsi : *"Dans tout ce qu'il fit, le dessein ultime de Lénine était la conquête du pouvoir. Pour lui, le pouvoir n'était pas un moyen, mais une fin en soi. Pour paraphraser George Orwell, il n'instaura pas une dictature pour sauvegarder la révolution, mais il fit la révolution pour instaurer la dictature"* (p. 626). Il affirme pourtant quelques pages plus loin que les bolcheviks avaient comme objectif la victoire de la révolution mondiale.

Orlando Figes souligne une évidence aujourd'hui bien oubliée : les bolcheviks n'ont jamais un seul instant cru à la perspective stalinienne ultérieure du prétendu "socialisme dans un seul pays", déguisement idéologique des aspirations très matérielles de la bureaucratie (ou nomenklatura) désireuse de répartir la pénurie à son avantage.

Il écrit : *"Dans l'idée des bolcheviks, la campagne de paix était inextricablement liée à la propagation de la révolu-*

tion à l'Ouest. C'était cela qui, de leur point de vue, mettrait fin à la guerre... ou plutôt la transformerait, comme l'avait prédit Lénine, en une série de guerres civiles qui verraient tous les ouvriers du monde s'unir pour renverser leurs dirigeants impérialistes. La croyance en l'imminence d'une révolution mondiale était au centre des réflexions des bolcheviks à l'automne 1917. En bons marxistes, il était pour eux inconcevable que la révolution socialiste pût survivre longtemps dans un pays arriéré de paysans comme la Russie sans le soutien du prolétariat des pays industriels avancés de l'Ouest. Livrés à eux-mêmes, sans base industrielle pour défendre leur révolution et entourés d'une paysannerie hostile, les bolcheviks se croyaient voués à l'échec. La prise du pouvoir d'Octobre se fondait sur la prémisse, si naïve qu'elle puisse paraître aujourd'hui, qu'une révolution socialiste mondiale était à portée de main" (p. 665).

Il ajoute : *"Le décret sur la paix était un appel populaire à la révolution. Il invitait les peuples de tous les pays belligérants à se révolter contre la guerre et à forcer leurs dirigeants à engager des pourparlers de paix"* (p. 666).

Il faudrait savoir. Si l'objectif de Lénine était la révolution mondiale, comme le dit ici Figes, il ne pouvait être d'instaurer sa dictature personnelle. Ensuite, l'affirmation que la révolution mondiale était une illusion naïve repose sur le seul constat de son échec, dont Orlando Figes, la réduisant à une illusion naïve, n'analyse pas les raisons. Mais à l'époque, les dirigeants des grands pays du monde la craignaient comme la peste.

Ils en avaient tous peur !

Le 16 janvier 1919, le président des Etats-Unis, Wilson, explique ainsi au Conseil supérieur de guerre allié à Paris : le bolchevisme est un mouvement de protestation et de colère dû à la misère excessive et à l'inconscience des classes dirigeantes. Chaque pays, même l'Amérique, peut être menacé par le bolche-

visme. Ce même jour, Conrad Adenauer, bourgmestre de Cologne et futur chancelier de l'Allemagne, déclare à l'envoyé du *Matin* : *"L'Allemagne ne présente plus qu'un danger, mais grave, le bolchevisme."* Henry Wilson, chef de l'état-major général de l'Empire britannique, note dans son journal en date du 17 janvier : *"Nous sommes assis sur une mine qui peut sauter d'une minute à l'autre."* Clemenceau déclare le 21 janvier : *"Le bolchevisme s'étend (...). L'Italie aussi est en danger (...). Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie, et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un grand danger."* Quelques semaines plus tard, Henry Wilson, face aux grèves à répétition qui agitent son pays et aux troubles qui secouent l'Empire britannique, écrit à l'amiral Touan, commandant de la flotte anglaise de la Baltique : il faudrait *"retirer nos troupes d'Europe (continentale) et de Russie, et concentrer nos forces sur les centres d'où partent contre nous des tempêtes, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Irlande, l'Égypte, les Indes"*. L'Angleterre est ravagée par une tempête sociale, l'Irlande, l'Égypte, les Indes par l'aspiration à l'indépendance nationale, chargée d'un profond contenu social. Tous ces gens étaient-ils donc eux aussi des naïfs ?

La révolution russe... un phénomène purement russe ?

Là se révèle la principale faiblesse du livre de Figes, malgré sa très grande richesse documentaire et la talent narratif de l'auteur ; elle n'est pas dans le caractère contestable de telle ou telle affirmation, mais dans le fait qu'il étudie la révolution russe à peu près uniquement comme un phénomène russe, comme un épisode de l'histoire de la Russie. Or elle n'est pas seulement et peut-être pas d'abord le produit de l'histoire propre de la Russie, mais le produit de la Première Guerre mondiale, qui a disloqué la Russie, mais aussi l'Autriche-Hongrie et

plus ou moins profondément ébranlé l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre...

Aujourd'hui, il est très à la mode de présenter le régime soviétique, dès avant sa dégénérescence stalinienne, comme un carcan imposé par la terreur à un peuple rétif. Orlando Figes cite à la fin de son ouvrage les propos que tint en novembre 1923 le prince Lvov, noble propriétaire terrien, monarchiste constitutionnel, le premier président du gouvernement provisoire : *"Le peuple et le pouvoir sont, comme d'habitude, deux choses différentes. Mais, plus que jamais auparavant, la Russie appartient au peuple (...). Certes, le gouvernement est hostile au peuple et à ses sentiments nationaux pour autant qu'il incarne des objectifs internationaux, abuse le peuple et en fait des esclaves, mais il n'en reçoit pas moins le soutien de ce peuple opprimé et asservi. Le peuple soutient le pouvoir soviétique, ce qui ne veut pas dire qu'il en est satisfait. Mais tout en se sentant opprimé, il voit aussi que ce sont les siens qui entrent dans l'appareil, et cela lui donne le sentiment que le régime est le sien"* (p. 1 000).

Certes, ces lignes sont par bien des aspects discutables. Elles devraient néanmoins pousser les tenants de la conception du totalitarisme à réfléchir sur les racines réelles du système soviétique dans la population à la veille du processus de sa dégénérescence.

Lénine et Staline...

Après une longue analyse du communisme de guerre, de la politique paysanne du gouvernement bolchevique, Orlando Figes évoque le dernier combat de Lénine engagé contre Staline, qu'il conclut par un jugement lapidaire : *"Si la dernière attaque de Lénine ne l'avait pas empêché de prendre la parole au congrès de 1923, le nom de Staline ne figurerait plus que dans les notes en bas de page des livres d'histoire de la Russie"* (p. 990). On ne sait s'il a lu les lignes que Victor Serge a écrites quelques semaines avant de mourir. Serge,

dans une sorte de testament politique intitulé *Trente ans avant la révolution russe*, mais sous forme plus allusive, y formule une conclusion similaire. Bien qu'il considère alors que le bolchevisme appartient au passé, Victor Serge avait alors écrit les lignes suivantes, plus actuelles que jamais : "Un auteur américain, M. James Burnham, s'est plu à soutenir que Staline est le véritable continuateur de Lénine. Le paradoxe poussé à ce degré hyperbolique ne manque pas d'un certain attrait stimulant à l'endroit de la pensée paresseuse et ignorante... Il va de soi qu'un parricide demeure le continuateur biologique de

son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible, ce qui, au reste, peut convenir à des intellectuels brillamment obscurantistes" (*Œuvres de Victor Serge*, Robert Lafont, p. 865).

Jean-Jacques Marie



Courrier des lecteurs

Lettre sur Noske

CHERS CAMARADES, une réflexion concernant “*Noske dès 1907*”, paru dans un des derniers numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Il s'agit d'une “note” de Gérard Bloch apportée à la biographie de Marx par Mehring. Elle présente un grand intérêt, puisqu'elle montre que les forces qui ont détruit la II^e Internationale en 1914 œuvraient déjà largement avant, en particulier en Allemagne. Il y avait une aile gauche, dont Mehring faisait partie, une aile droite largement présente chez les élus, dont Noske faisait partie, et un centre unificateur — un peu à la Jaurès — que dirigeait Auguste Bebel.

Cela dit, présenté ainsi, “*Noske dès 1907*”, avec une condamnation sans autre forme de procès de Bebel telle qu'elle s'exprime dans l'article de Bloch, ne reflète pas forcément correctement tout le problème.

D'abord, parce que Auguste Bebel est mort en 1913, avant la débâcle, on peut lui laisser le bénéfice du doute. Karl Liebknecht — qui était le fils de Wilhelm Liebknecht, avec qui Bebel a été emprisonné pour s'être opposé à la guerre de 1870 — n'était pas toujours exempt de positions gauchistes, comme Rosa Luxemburg le lui reprochera souvent. Cela n'enlève rien à son vote juste contre les crédits de guerre en 1914, mais il n'est pas possible de l'ériger en 1907 en pur contre Bebel qui aurait déjà à moitié trahi.... Il faut savoir qu'à cette époque, Bebel était député de

Strasbourg, élu parce qu'il se prononçait pour le droit des Alsaciens-Mosellans d'être Français.... C'était — me semble-t-il — tout à fait autre chose que la social-démocratie d'aujourd'hui, qui est celle qui a voté les crédits de guerre en 1914.

Oui, en 1907, il y avait déjà Noske, comme en 1903 il y avait déjà la scission dans la social-démocratie russe, comme avant cela même il y avait le socialiste Millerand — que Jaurès a soutenu longtemps —, qui participait à un gouvernement bourgeois.

Mais le parti de 1905 n'est pas celui de 1914. Que le parti de 1905 soit déjà le parti de 1914, c'est la thèse de l'ancien directeur du *Monde*, Edwy Plenel, ancien responsable de la LCR. Pas plus — me semble-t-il — que le Parti bolchevique était le futur parti de Staline... La chose me paraît importante, car si l'on pense que le parti de 1905, qui contenait il est vrai déjà sa négation, y amenait automatiquement, on ne peut pas construire le parti des travailleurs.

Bien entendu, ma remarque ne peut être une critique posthume de la note de notre camarade Bloch, puisqu'il l'écrivait avant la discussion sur la nécessité de construire un parti des travailleurs sur le mode de celui de 1905. Mais je voulais apporter cet éclairage pour éviter que l'on prenne cette note de façon trop unilatérale...

Bien à vous.

Georges Hoffmann

Marx et la guerre de 1870

UNE petite information en passant. J'ai visité cet été la citadelle de Bitche, en Moselle, qui a été, en 1870, un lieu de combats acharnés entre l'armée française de Napoléon III et les armées allemandes.

La visite a été complètement transformée en mai 2006 : salle après salle, ce sont des séquences d'un film qui a été spécialement tourné à des fins touristiques sur les combats autour de la citadelle qui sont projetées.

Au cours de ce film, il est dit un moment par l'un des acteurs qui joue un sol-

dat français : "A cette époque, tous les Allemands étaient pour la guerre. Même Marx."

Cela mériterait déjà d'être relevé. Mais surtout, il faut savoir que le réalisateur du film en question est Gérard Mordillat, membre ou ancien membre du Parti communiste français.

Il serait souhaitable, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, d'apporter des précisions sur la position de Marx à l'égard de la guerre de 1870.

Bien à toi.

Jean-Michel Delaye

A propos du 7 novembre

LA *Nouvelle République* (mercredi 7 novembre) publie une interview du président de l'université de Tours, M. le professeur Michel Lussault, qui s'exprime sur la récente grève avec occupation votée par une assemblée générale de 800 étudiants hier.

Le président Lussault, vice-président de la CPU, est évidemment un ardent partisan de la réforme Péresse des universités, dite loi "LRU", dont les étudiants et les principales organisations syndicales enseignantes demandent l'abrogation.

Peu soucieux de faire preuve d'originalité dans l'analyse, le président Lussault dénonce avec indignation un mouvement qui a "des perspectives uniquement idéologiques".

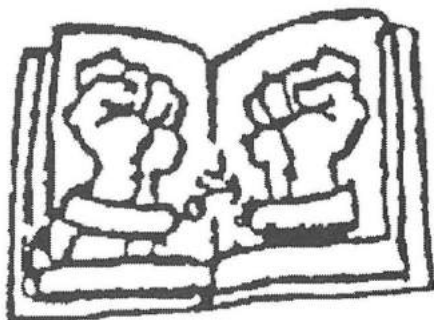
Mais comme il est aussi géographe de formation, et donc également un peu historien (forcément !), il a garde d'oublier que ce jour du 7 novembre marque exactement la date anniversaire de la ré-

volution d'Octobre, et, d'après *La Nouvelle République*, prononce donc cette condamnation sans appel sur le mouvement en cours : "Quant à la position des étudiants acquise hier en assemblée générale, le président de l'université n'hésite pas à comparer la valeur démocratique de ce type de vote à celle d'un soviét" (c'est nous qui soulignons).

Comme on peut le constater, cet éminent universitaire a un tel sens de l'opportunité historique et de la pondération que nous sommes un certain nombre à souhaiter que les étudiants, enfin rejoints par l'ensemble des enseignants et des personnels dans le rejet de cette loi, finissent un jour par lui donner raison !

Frank La Brasca,
professeur à l'université de Tours,
militant syndical du SNESup (FSU),
partisan de l'abrogation
inconditionnelle
de la loi Péresse

Liste des thèses déposées au CERMTRI



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

**Cette liste des thèses a été mise à jour
le 20 novembre 2007**

- ARCHER : *Trotskyism in Britain, 1931-1937*. Année universitaire 1979. Microfilm avec compte rendu des réunions de la IV^e Internationale, 1929.
- ARCHIVES DES BOUCHES-DU-RHONE : *Les étrangers à Marseille (1880-1939)*, projet d'action éducative, collège Thiers, à Marseille, 1988.
- Eric ATTIAS : *Les trotskystes sous le Front populaire*.
- Eric AUNOBLE : *Les communes de Kharkov de 1917 à 1933*.
- Vanessa AUROY : *Le rôle du POUM durant la guerre civile et ses relations avec les communistes et les anarchistes : l'exemple de la Catalogne*. Mémoire de maîtrise, université d'Angers, octobre 2000.
- Gaïané AVTANDILOVA : *Approche de la dramaturgie de Ljudmila Petrushevskaja*. Paris-IV, 1989-1990.
- Jean-Jacques AYME : *Les Jeunesses socialistes*. Année universitaire 1980-1981.
- Nathalie BAUVERT : *L'Algérie et les socialistes*.
- Lakhdar BENCHARKAT : *L'Algérie dans Le Monde, 1945-1954*. Mémoire de maîtrise, université de Nancy, 1998.
- Jean-Jacques BECKER : *L'antimilitarisme vu par les pouvoirs publics avant 1914*. Le Carnet B.
- Dweira BERNSON : *Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière (Lille, 1899)*. Pour l'auteur, voir le *Maitron* à VERHAEGHE, son mari.
- BERTAUD : *1792-1795*. DEUG histoire 1994-1995.
- Nicole BOSSUT : *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*. Thèse de doctorat, université Paris-I, 1994.
- Philippe BOURRINET : *Le courant bordiguiste, 1919-1999*.
- Jean-Michel BRABANT : *Les partisans de la IV^e Internationale en France sous l'Occupation*. Paris-VIII, 1976.
- Emmanuel BRANDELY : *L'OCI-PCI de 1965 à 1985 : contribution à l'histoire nationale d'une organisation trotskyste*. Université de Dijon, juin 2001.
- Mathilde BRAVO-CASTRO : *Le PSU en Tarn-et-Garonne, des origines à 1973*. Mémoire de maîtrise d'histoire, Toulouse, 1975-1976.
- John BULAITIS : *Renault, Boulogne-Billancourt, April-May 1947* (en anglais). Queen Mary and Westfield College, University of London, April 1999.
- John BULAITIS : *"It is forbidden to die or fall ill", a history of the Syndicat Democratique Renault, 1947-1950*. Royal Holloway, University of London, septembre 2000.
- Jean-Pierre CASSARD : *Les trotskystes français pendant la Deuxième Guerre mondiale*. Année universitaire 1980-1981.
- Emmanuel CHALARD : *Estimation de modèles de vitesse 3D en sismique réflexion*, 1999.
- Pierre CHEVALIER : *Aux origines de la pensée et de l'action de Jean Rous (1908-1934)*. Année universitaire 1980-1981.
- Pierre CHEVALIER : *Jean Rous (1908-1985). Une vie pour le socialisme et la décolonisation*. Thèse de doctorat, université de Perpignan, 1999.
- Christophe CHICLET : *Le PC grec pendant la guerre civile grecque de 1944-1949*. 1979.
- Emmanuel CHOINEL : *Le sursaut républicain. L'Assemblée consultative provisoire (1943-1945)*.
- Michel CHRIST : *L'idée européenne dans le mouvement ouvrier de 1905 à nos jours*.
- François CHOUVEL : *Des oppositionnels dans le PCF – Unir pour le socialisme (1952-1974)*. Année universitaire 1984.
- Paul COLLIN : *Thèses de 1971 sur Raffin-Dugens. Pèlerin de Kienthal à travers trois Internationales*.
- COLLOQUE tenu à Montréal en 1990 : *L'engagement des intellectuels dans la France des années trente*.
- Christian COUDENE, René REVOL, Jean-Paul JOUBERT : *Trotsky, l'Opposition de gauche et le groupe bolchevique-léniniste en France*.
- Gilles COULAMBON : *L'Humanité et le procès des seize*.

- Stéphane CROZET : *Le système financier des agences de l'eau et la TGAP*. DESS, université Robert-Schuman, Strasbourg, 1997.
- Alain CUENOT : *Biographie intellectuelle d'un révolutionnaire marxiste, Pierre Naville (1904-1993)*. Thèse de doctorat d'histoire contemporaine, université de Paris-XIII-Villetaneuse, octobre 2002.
- Julien CYNOPER : *La presse trotskyste en France de la Libération à la grève Renault d'avril-mai 1947*. Maîtrise, université de Nanterre, 1998-1999.
- Gérard DESPORTES : *Contours idéologiques en France, 1953-1956* (année universitaire 1982-1983).
- Jacques DROUOT : *Le textile dans les Vosges (1968-1969)*.
- Martine DUBESSET : *L'émergence d'une population dans la commune agricole de Gennevilliers (1875/1880-1914)*.
- Jean-Numa DUCANGE : *L'œuvre de Karl Kautsky sur la Révolution française : sa réception en France, 1889-1947*. Maîtrise, université Paris-I, 2001-2002.
- Claude DUFRASNE : *Etudes sur les attitudes des jeunes à l'égard des mouvements de jeunesse de 1944 à 1962*.
- Catherine DUPRAT : *La monarchie constitutionnelle, 1789-1792*. Université de Paris-I, travaux dirigés, année universitaire 1995-1996.
- Aurélien DURR : *Le trotskysme dans le PCF entre 1923 et 1928. Albert Treint. Biographie politique (1914-1940)*. Université Paris-XIII, UFR des lettres, des sciences de l'homme et des sociétés, juin 2001.
- P. EISLER et A. GAVIRA-RINCON : *La montée de la fraction monopoliste de la bourgeoisie et son effet sur la planification, lieu de réfléchissement des contradictions de la formation sociale française*. Octobre 1970.
- Michel ELIARD : *L'école et la division du travail*.
- Richard FARNETTI : *Essors financiers et déclin relatif de l'économie britannique (1873-1989)*.
- FELTRINELLI (Fondazione Giangiacomo Feltrinelli) : *Comune di Parigi (1870-1871)*. Catalogue monographique, février 2006.
- FEMMES en RESISTANCE : concours de la Résistance et de la déportation. Elèves de 1^{re} du lycée Montalembert.
- Thierry FLAMMANT : *L'Ecole émancipée, une contre-culture de la Belle Epoque*. Année universitaire 1982.
- Pierre FOUGEYROLLAS : *La révolution prolétarienne et l'impasse petite-bourgeoise*.
- Paul GERBOD : *Un libéral utopique : Paul-François Dubois, 1793-1874*. Thèse pour le doctorat ès lettres, université de Paris-I.
- Daniel GLUCKSTEIN : *Aux origines du trotskysme français, 1924-1929*. Mémoire de maîtrise, université Paris-VIII, décembre 1974.
- Stéphane GODIN : *Conseils de quartiers et expériences de démocratie participative dans le XX^e arrondissement*.
- Gérard GOUJON : *Les écrivains prolétariens français et Léon Trotsky*. Année universitaire 1990.
- Dominique GROS : *Les conseils ouvriers en Hongrie, 1917-1919* (Dijon).
- Gérard GRZYBER : *Les trotskystes dans les organisations françaises dans les années cinquante*.
- Jean-Pierre HADJI-LAZARO : *Etude de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais (mai-juin 1941)*. Paris-I, 1970-1971.
- Marcel HATET : *Les PTT dans la Résistance en Loire-Inférieure*.
- Jean HENTZEN : *Agir au sein de la classe ouvrière. Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955*. Maîtrise d'histoire contemporaine, Paris-I, septembre 2006.
- Lucie HUCHOT : *Le citoyen à l'école. Manuels d'éducation civique et formation du citoyen dans la Russie post-communiste (1922-2000)*. Institut d'études politiques de Paris, 2000-2001.
- Charles JACQUIER : *Boris Souvarine, un intellectuel anti-stalinien de l'entre-deux-guerres (1924-1934)*. Année universitaire 1993-1994.
- Jean-Paul JOUBERT : *Le pivertisme*. Doctorat de sciences politiques, juillet 1992, Grenoble.
- Kuroda KAN'ICHI : *What is Revolutionary Marxism (anti-stalinism study group)*.
- Donna KESSELMANN : *Le syndicat des travailleurs de l'automobile et ses deals dans l'Etat américain, 1935-1952*.
- Salomon KETZ : *De la naissance du groupe bolchevique-léniniste à la crise de la section française de la Ligue communiste internationaliste (1934-1935)*.

- Arslane KLILOUA : *Les plans quinquennaux soviétiques de 1928*. DEA, Grenoble, 2001-2002.
- Tamara KONDRATIEVA : *Introduction à l'histoire de la Russie et de l'URSS*. Institut national des langues et civilisation orientales, année universitaire 1989-1990.
- François KRAUS : *Les Assises du socialisme*. Mémoire de maîtrise, Paris-I, prix 2002 de la Fondation Jean-Jaurès.
- Francesco LA BRASCA : *Gramsci et l'analyse du fascisme*.
- François LANGLET : *"A gauche du trotskysme." Les ultra-gauche, 1944-1945*.
- Jean-Guillaume LANUQUE : *Indochine et trotskystes*.
- Lucien LAUGIER : *Les deux crises du PCI* (annotation de François Langlet).
- Loïc LE BARS : *La Fédération unitaire de l'enseignement, 1919-1935*. Paris-I-Sorbonne.
- Gérard LE CORRE : *La grève d'avril-mai 1947 à Renault-Billancourt à travers la presse politique et syndicale*.
- Catherine LEIGEN : *Le Parti socialiste-révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*.
- Alfonso LEONETTI : *Dialogue communiste hérétique et socialiste*.
- Franck LEPRINCE : *Regards français, civils et militaires, sur la guerre civile russe et l'intervention en Sibérie sous Koltchak (novembre 1918-février 1920)*. Mémoire présenté à l'Institut d'études politiques de Paris.
- Fabien LEROUX : *Ebauche d'une sociologie du suffixe isme. Le cas du bordiguisme*. Mémoire de DEA, Ecole normale supérieure, septembre 2002.
- Clara LEVY : *Contribution à l'étude de la pathologie mentale nord-africaine dans une institution*.
- Sylvie LOHR : *Pour une littérature de l'authenticité (Neel Doff et Henri Poulaille)*.
- LOIS : *Les grandes lois de décentralisation du XIX^e siècle à 1982. Loi relative à la démocratie de proximité (février 2002). La réduction du temps de travail*.
- Petra LUBITZ : *Trotsky Serial Bibliography*, 1993.
- John MAGASICH : *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili, 1972-1973*.
- Jean-Pierre MAGNANT : *Les thèmes développés par la presse et les publications trotskystes (1968-1997)*.
- Céline MALAISE : *Trotskyisme et engagement militant en France de 1938 à 1944*. Mémoire de maîtrise, université de Nancy-II, 6 juin 2001.
- Christophe MARCHETTI : *Trotsky et les trotskystes vus par les staliniens entre les deux guerres*.
- Sandra MERIAUDEAU : *La fédération socialiste de l'Ain, 1944-1969*. Mémoire, prix 2001 de la Fondation Jean-Jaurès.
- Michaël MERRIEN : *L'émigration en France de Léon Trotsky, 19 novembre 1914-31 octobre 1916*. Paris-I, 2000-2001.
- Youcef MERROUCH : *Le mouvement ouvrier en Algérie, 1962-1988*. Paris-VIII.
- Constance MICALÉF : *Que lire ? Bilan bibliographique des recherches sur l'activité de Karl Radek en Allemagne de 1918 à 1923*. Paris-I, 1999-2000.
- Rosengela MICCOLI : *Pietro Tresso oppositore comunista (1928-1944)*. Année universitaire 1987-1988 (en italien).
- Stéphane MICHELET : *La scission du PCI de 1952*.
- Henri MINCZELLES : *Les origines du mouvement ouvrier juif, 1860-1897*. Hautes Etudes de sciences sociales, 1985. *Vilna-Wilno-Vilnius. La Jérusalem de la Lituanie. Un grand centre yiddish, 1914-1941*. Hautes Etudes de sciences sociales, 1985.
- Raymond MOLINIER : *Mémoires d'un militant trotskyste*.
- Dominique MONTANDRAUD : *Idéologie du travail féminin dans Elle*.
- Gilles MORIN : *Origine de la crise de la SFIO (1956-1958). La crise de la SFIO et l'agonie de la IV^e République (novembre 1957-juin 1958)*.
- Thi Minh-Hoang NGO : *Léon Blum et les relations Est-Ouest, 1944-1947*. Mémoire de maîtrise.
- Van Nam NGUYEN : *The coloured immigration in Great Britain*. Paris-XII, 1983.
- Maurice OLLIVIER : *Mémoire d'un délégué du Deuxième Congrès du Comintern (1920)*. La Chimère.
- Jésus de Blas ORTEGA : *La formation du mécanisme économique stalinien en URSS et sa transposition en Europe de l'Est. Le cas de la Hongrie*. Madrid, 1994.
- Patricia PALENI : *Union européenne et citoyenneté des femmes*. 1995.

- Julien PAPP : *Pouvoirs, administrations et société en Hongrie à la fin de la Seconde Guerre mondiale (septembre 1944-septembre 1947)*. Thèse de doctorat de l'université Paris-I.
- Richard PATRY : *Caractère spécifique de la production militaire aux Etats-Unis*.
- Olivia PAYAN : *L'Opposition de gauche en Europe de l'Est et dans les Balkans vue par la presse oppositionnelle française de 1929 à 1940*. Mémoire d'histoire contemporaine, Paris, juin 2004.
- Raymond PLA : *Mémoire d'un combattant pour la liberté (Espagne, Résistance 1936-1945)*.
- René RABAUX : *Godin et le familistère de Guise (1978)*.
- Philippe RIES : *Le corps des officiers dans la révolution portugaise (1976)*.
- Jean-Michel RODRIGO : *L'École émancipée (1910- 1921)*.
- Jean-Louis ROUCH : *La vision de la lutte des classes dans l'histoire du drapeau rouge de M. Dommanget*.
- Pierre et Danielle ROY : *Etude sur le monument pacifiste de Saint-Martin-d'Estreau et sur le maire Pierre Monot*.
- Alain RUSCIO : *Les communistes français et l'Indochine (1944-1954)*. Thèse pour le doctorat de 3^e cycle, université de Paris-I, 1982.
- Jean-Paul SALLES : *La Ligue communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après mai 1968*. DEA, université de Poitiers, 1999.
- Gilles SECULA : *La formation de l'identité nationale au Tartarstan (1997-1998)*.
- Nedjib SIDI MOUSSA : *Révolution algérienne. La guerre FLN contre MNA (1954-1958)*. Université de Paris-I, juin 2006.
- Nedjib SIDI MOUSSA : *Le Mouvement national algérien (MNA) en France, parti d'avant-garde de la révolution algérienne, parti de l'immigration ouvrière, 1954-1957*. Université de Paris-I, juin 2007.
- Agnese SILVESTRI : *La lutte antifasciste et la lutte pour la paix. Les choix de la minorité révolutionnaire dans la France des années 1930*. Doctorat de recherche, université de Rome (en italien).
- Bernard SIMONET : *Ernest Jones : chartisme et socialisme*. Thèse de doctorat, université de Lyon-II, 14 mars 2003.
- Gaïané SPACH : *Le théâtre russe (1917-1920) et la perestroïka*.
- Raphaël SPINA : *Staline vu des communistes de France*. Maîtrise, université de Paris-I, année 2001-2002.
- Benjamin STORA : *Messali Hadj, 1898-1974*. Année universitaire 1978. *Histoire du MNA (1954- 1956)*.
- Maurice STOBNICER : *Le mouvement trotskyste allemand sous la République de Weimar*.
- Jean-Baptiste THOMAS : *Luttes sociales et Assemblée populaire en Bolivie (1969-1971)*. *Eléments d'analyse d'une situation révolutionnaire*. Mémoire de maîtrise, université de Paris-III, octobre 2001.
- Jacqueline TRINQUET : *L'enseignement à Esparreguera de 1931 à 1936. Recherche sur l'école rationaliste*. Mémoire de maîtrise, Paris-IV-Sorbonne, 1997.
- Laurence VASSEUR : *Les moliniéristes, 1935-1939*. Année universitaire 1983 (classé avec les mémoires de R. Molinier).
- Désiré VERHAEGHE : *De l'alcoolisation*. Thèse de doctorat, Paris 1900. L'auteur est un militant guesdiste. Voir sa biographie dans le *Maitron*.
- Alain VEYSSET : *L'école du Parti bolchevique en 1911*. Longjumeau.



Comité international contre la répression

(pour la défense des droits syndicaux et politiques)

Supplément au N° 63

juin-juillet-août 2007

Secrétaire : Jean-Jacques Marie

BULLETIN SPECIAL

*Une enquête sur la criminalisation de
l'activité syndicale en Espagne*



Comité international contre la répression

(pour la défense des droits syndicaux et politiques)

n° 63

juin-juillet-août 2007

Secrétaire : Jean-Jacques Marie

Editorial

« Une enquête sur la criminalisation de l'activité syndicale en Espagne »

Le bureau du Comité international contre la répression a reçu fin mai une lettre de José Antonio Gómez, syndicaliste espagnol, victime de la répression adressée aux syndicalistes et à leurs organisations et nous a demandé d'assurer sa diffusion.

Nous avons décidé de la publier ainsi que l'enquête réalisée sur la situation en Espagne, dans un supplément au n° 63 de notre bulletin sous le titre : « Une enquête sur la criminalisation de l'activité syndicale en Espagne », qui peut désormais être commandé.

A la lecture des extraits de la présentation de ces textes vous comprendrez l'importance des informations reçues.

« Pourquoi cette brochure ?

Présentation

La brochure que nous vous présentons concerne l'importante question de l'exercice des libertés syndicales en Espagne. En effet, peu de militants et responsables syndicaux, peu de militants des droits de l'homme savent que plusieurs centaines de militants syndicalistes de ce pays sont depuis des années victimes d'une intense campagne de répression et font l'objet d'un acharnement des pouvoirs publics, qu'on aurait pu croire d'une autre époque.

Et pourtant... Force est de constater que l'essentiel de l'arsenal anti-syndical utilisé aujourd'hui vient tout droit d'une législation édictée sous le régime du général Franco, maintenue par les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la mort du dictateur.

Qui sait, par exemple, que l'article 315-3 de l'actuel Code pénal de 1976, dont l'application permet de pourchasser et condamner des centaines de syndicalistes, mais également des travailleurs qui ont fait des piquets de grève, n'est autre que la reprise d'une disposition établie par le Code pénal franquiste dans son article 496 ?

Qui sait que l'exercice des libertés syndicales dans les transports continue à être enserré dans les dispositions anti-syndicales mises en place par le régime franquiste, dispositif qui interdit en réalité de faire grève dans ce secteur sous peine de « violation de la légalité » ?

Si cette brochure voit le jour, c'est grâce aux efforts de nombreux militants, responsables de l'Union générale du travail (UGT), des Commissions ouvrières (CCOO) ainsi qu'à des militants du syndicat des travailleurs agricoles. Nous voulons remercier particulièrement José Antonio Gómez, militant syndicaliste, lui-même victime de cette répression, et Eva González, correspondante du Cier en Espagne, sans lesquels ce travail n'aurait pas abouti.

En effet, c'est à la suite d'une conférence organisée par le Cier à Getafe (Madrid) le 26 novembre 2006 que la décision d'engager une campagne contre la répression anti-syndicale en Espagne, pour l'abrogation des dispositions héritées du franquisme contenues dans la législation, a été prise, et dans ce bout, d'appuyer les efforts des militants syndicalistes face à une entreprise de criminalisation de l'action syndicale.

Ne faudrait-il pas dire nettement que la législation espagnole, concernant notamment le droit de grève, est contraire aux critères du Comité des libertés syndicales du Bureau International du Travail (BIT), contraire aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), pourtant ratifiées par l'Espagne ? [...]

Qu'il nous soit permis pour conclure la présentation de cette brochure relative à l'exercice des libertés syndicales, au droit de grève en Espagne, de revenir sur la situation dans laquelle se trouvent actuellement plusieurs dirigeants syndicaux mineurs de Roumanie, pour la libération desquels, avec d'autres, notre comité lutte depuis des années. L'un de nos amis, Ionel Ciontu, dirigeant syndical mineur de Roumanie, est mort en prison.

Les responsables syndicalistes mineurs courent un immense danger. Tout doit être mis en œuvre pour leur libération. Il s'agit de la constatation objective de faits vérifiables par tous. Ainsi pouvons nous observer, au cœur même de l'Europe, comment les institutions de l'Union européenne permettent — pour ne pas dire davantage — la violation répétée, constante des conventions de l'OIT et les atteintes les plus flagrantes aux droits de l'homme.

Nous estimons qu'il n'y a aucune exagération à affirmer que, sous des formes certes différentes (pour combien de temps d'ailleurs ?), les libertés syndicales, et particulièrement le droit de grève, sont en danger dans bien des pays d'Europe et qu'à travers cela, c'est la démocratie elle-même qui est en danger.

La démocratie ne suppose-t-elle pas, en effet, que les travailleurs disposent d'organisations indépendantes et libres d'agir pour défendre les intérêts particuliers de ceux qu'elles représentent ?

En ce sens, les faits rapportés dans cette brochure ont une portée, une signification qui dépassent les seules frontières de l'Espagne. Ces faits concernent tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sont attachés à la démocratie politique et sociale et qui considèrent que la solidarité internationale est un bien précieux qui permet de les défendre ».

Nous vous invitons à envoyer votre bon de commande soit par la poste à l'adresse indiquée ci-dessous ou bien à l'adresse e-mail : victoria.gady@wanadoo.fr.

Gérard Bauvert

✕.....

Bon de commande du bulletin du Cicr, supplément au n° 63 sur Une enquête sur la criminalisation de l'activité syndicale en Espagne

Je souhaite recevoir :

- 1 exemplaire au prix de 3 €, plus frais de port (1 €) = 4€
- 5 exemplaires au prix de 3 € l'unité, plus frais de port (3 €) = 18€

Nom prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

e-mail :

Chèque à l'ordre de : Cicr / Sirkis

✕.....

Adhésion au Cicr
Nom prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
e-mail :
Je soutiens le Cicr 20 €, €
Chèques à l'ordre de : Cicr/ Sirkis

Abonnement au bulletin du Cicr
Nom prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
e-mail :
Pour un an 6 numéros, Europe 16 € - autres continents : 32 €
Chèques à l'ordre de : Cicr/ Sirkis

Pour toute correspondance : Mme V. Melgar, 7 av. Berlioz, 93 270 Sevran, France
Tel-Fax 01 43 83 50 40 - e-mail : VICTORIA.GADY@wanadoo.fr

l'idée libre

Revue de la Libre Pensée (FONDÉE EN 1911)

N° 277 - juin 2007



*La Monarchie, la République, l'Eglise et l'Etat
en Grande-Bretagne*

5 €

***Les Cahiers
du CERMTRI,
n° 126 :
“1793 :
la contre-révolution
en Vendée”***

N°126

Septembre 2007

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

1793

**la contre révolution
en Vendée**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

28 rue des Petites -Ecuries - 75010 Paris - France - 01 44 83 00 00

4,60 €

C E numéro des *Cahiers du CERMTRI* est consacré à la guerre de Vendée. En quoi les problèmes posés à la République jacobine de 1793 restent-ils encore aujourd'hui d'actualité ?

Dans un article écrit pour le bicentenaire de la Révolution française (*La Vérité*, n° 603), Nicole Perron écrivait : « De l'extrême droite à une "nouvelle gauche", un curieux consensus s'est établi parmi les historiens actuels pour souligner le caractère "populaire" anti-bourgeois de l'insurrection vendéenne. C'est ainsi que Claude Petitfrère, dans un ouvrage fort intéressant (*La Vendée et les Vendéens*, collection Archives), n'hésite pas à affirmer que "l'armée catholique et royale" incarnait le "front de classe" réalisé entre les paysans de l'Ouest unis contre les "messieurs" des villes, les "nouveaux maîtres bourgeois". »

D'autres sont allés plus loin, parlant d'holocauste vendéen ou de génocide franco-français...

Ces prises de position se situent au cœur de la révision de l'histoire de la Révolution française engagée depuis plusieurs années par François Furet. Dans cette optique, J.-M. Benoist explique dans *Le Monde* (6 janvier 1989) : "La Révolution est déchirée par une ligne de démarcation infranchissable entre l'apport humaniste issu des Lumières que représente le texte de 1789 et le dérapage sanglant qui s'amorça en 1791, culmina en 1792 et 1793, et donna le pire exemple au monde en bafouant les principes et les valeurs précisément énoncées dans la Déclaration des droits..."

L'auteur poursuit en établissant des analogies surprenantes : la lutte contre le clergé s'apparente à la solution finale, la

loi des suspects, c'est la Tcheka (assimilée par l'auteur à la Guépéou), la Vendée, c'est le Cambodge de Pol Pot et les atrocités des ayatollahs...

Déjà, en 1989, l'historien Pierre Goubert, dans une interview accordée à *La Vérité*, remettait les choses à leur véritable place : « On dit encore : "Les Vendéens ont été massacrés de manière horrible..." Là aussi, on ferait mieux de se renseigner... D'abord, ce sont les royalistes qui ont commencé par massacrer 400 républicains... Par ailleurs, on oublie de signaler que la plupart des chouans étaient d'anciens contrebandiers du sel reconvertis dans l'attaque de tous les convois civils et militaires qui traversaient la région. Et enfin, à ce que je sache, cette révolte a éclaté au moment où la France était attaquée sur toutes ses frontières : c'était donc un coup dans le dos. »

Le Cahier présenté par Nicole Perron apporte des réponses précises sur le caractère contre-révolutionnaire du soulèvement. Certes explosion de haines sauvages, de défoulement collectif contre "les messieurs de la ville", mais aussi soulèvement encadré par la noblesse et le clergé réfractaire. Nicole Perron met en évidence les objectifs clairement contre-révolutionnaires de la guerre : rétablissement de la dîme et des droits féodaux, rétablissement des privilèges, annulation de la Constitution civile du clergé, annulation de la vente des biens nationaux, tel était le contenu social et politique du soulèvement.

Aujourd'hui comme hier, la guerre de Vendée est utilisée pour dénoncer la République jacobine de 1793. Au moment où, à l'échelle internationale, la politique de démantèlement généralisée et de destruction des nations, d'effondrement des conditions d'existence des plus larges

masses ouvrières et paysannes est à l'œuvre, à l'heure de la remise en cause de tous les acquis sociaux et démocratiques par l'Union européenne, l'héritage

de 1789, de la République jacobine, de la Constitution de 1793 représente des points d'appui et des références qu'ils veulent absolument faire disparaître.

Quaderni Pietro Tresso

I Quaderni Pietro Tresso sono pubblicati dalle Edizioni Bi-Elle di Firenze.

Direttore scientifico : Paolo Casciola.

Stampato in Francia presse GET - B.P. 12 - 92260 Fontenay-aux-Roses.

Typografia spéciale.

Tutta la corrispondenza va indirizzata al seguente recapito :

Paolo Casciola - C.P. 154 - 50100 Firenze.

E-mail : p.casciola@tiscalinetit



Nikolai Boukharine

**CONTRE
LA
PAPAUTÉ**

(1930)

REPRINT

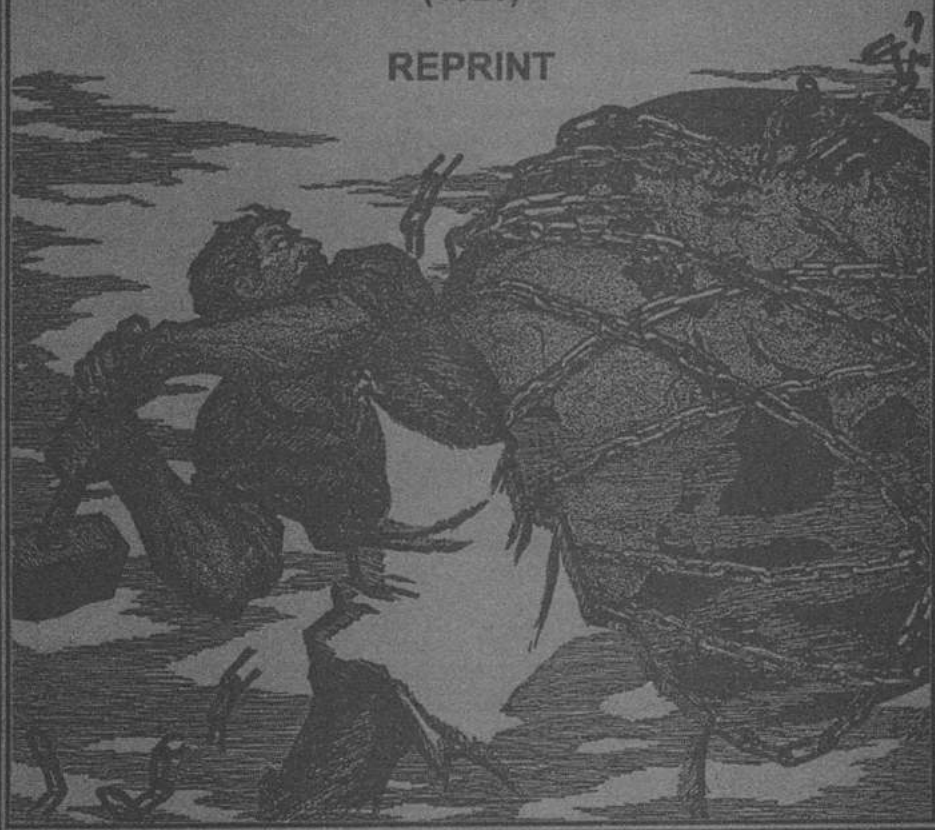


Ernest Girault

**POURQUOI LES
ANARCHISTES-COMMUNISTES
FRANÇAIS ONT RALLIÉ
LA III^e INTERNATIONALE**

(1926)

REPRINT



ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360